

2538.1

ETABLISSEMENT D'UN FONDS MONETAIRE AFRICAIN  
STRUCTURE ET MECANISME

Etude de faisabilité technique

Commission économique pour l'Afrique  
Organisation de l'unité africaine  
Centre africain d'études monétaires  
Banque africaine de développement  
Institut africain de développement économique et de planification

N'djaména

# TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Tables des matières		1
Liste des abréviations		iv
Note préliminaire		vi
CHAPITRE		
I. CREATION D'UN FONDS MONETAIRE AFRICAIN : GENESE DE LA QUESTION	1-62	1
A. Principales questions d'intérêt pour l'Afrique	1-19	1
B. Mise en oeuvre des mesures monétaires et financières en Afrique	20-36	12
C. Incidence des facteurs exo- gènes sur le domaine monétaire et financier en Afrique	37-56	12
D. Intégration monétaire et financière de l'Afrique	57-59	40
E. Résumé	60-62	42
II. OBJECTIFS ET MANDAT DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN	63-109	45
A. Définition des objectifs	63-103	45
B. Mandat du Fonds monétaire africain	104-106	69
C. Résumé	107-109	72
III. RESSOURCES FINANCIERS DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN	110-179	74
A. Définition des besoins financiers	110-124	74
B. Capital social initial	125-140	83
C. Principes généraux régissant la répartition des souscriptions	141-154	92
D. Propositions concernant la répartition du capital du FMA	155-167	98
E. Autres sources de financement du FMA	168-174	102
F. Résumé	175-179	105

# TABLE DES MATIERES (Suite)

CHAPITRE	Paragraphes	Page
IV. PRETS : CRITERES, POLITIQUES ET MODALITES	180-226	108
A. Critères généraux applicables au financement	180-192	108
B. Formes d'aide financière à court terme	193-202	116
C. Fonds spéciaux	203-207	126
D. Mécanismes de financement à moyen et à long terme	208-215	128
E. Autres formes d'aide	216-219	132
F. Taux d'intérêt, frais bancaires et réserves	220-225	134
G. Résumé	226	137
V. STRUCTURE DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN	227-257	138
A. Le Conseil des gouverneurs	231-233	139
B. Conseil d'administration	234-237	141
C. Le Directeur général	238-239	142
D. Comités spécialisés du Fonds monétaire africain	240	143
E. Composition et contrôle du Fonds monétaire africain	241-243	143
F. Vote	244-245	145
G. Le secrétariat du Fonds monétaire africain	246-255	146
H. Résumé	256-257	149
VI. VIABILITE DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN SUR LES PLANS FINANCIER ET INSTITUTIONNEL	258-287	152
A. Viabilité financière de FMA	261-275	153
B. Viabilité du FMA sur le plan institutionnel	276-283	166
C. Résumé	284-487	169

## TABLE DES MATIERES (Suite)

CHAPITRE	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
VII. COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS	288-298	171
VIII. RESUME DES CONCLUSIONS	299-318	177

### ANNEXES

I.	Mandat en vue de la réalisation de l'étude de faisabilité sur la création d'un Fonds monétaire africain (FMA)
II.	Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds monétaire africain  Capital de 3 milliards de dollars EU sans participation extérieure
III.	Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds monétaire africain  Capital de 3 milliards de dollars EU avec 1/3 de participation extérieure
IV.	Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds monétaire africain  Capital de 2 milliards de dollars EU sans participation extérieure
V.	Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds monétaire africain  Capital de 2 milliards de dollars EU avec 1/3 de participation extérieure
VI.	Les mécanismes actuels de FMI et leur conditionnalité : situation de l'Afrique au 30 novembre 1981
VII.	Banque africaine de développement : procédure régissant l'élection des administrateurs

## LISTE DES ABREVIATIONS

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
AID	Agence pour le développement international
AGE	Accords généraux d'emprunt
ASEAN	Accords de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BAD	Banque africaine de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDAE	Banque de développement de l'Afrique de l'Est
BID	Banque interaméricaine de développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
BRI	Banque des règlements internationaux
CAEM	Centre africain d'études monétaires
CCAC	Chambre de compensation de l'Afrique centrale
CCAO	Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement
DTS	Droits de tirage spéciaux
FAD	Fonds africain de développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FFE	Facilité de financement élargie
FMA	Fonds monétaire africain
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IDA	Association internationale de développement
IDEP	Institut africain de développement économique de planification

LIBOR	Taux interbancaire moyen des eurodollars à Londres
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'Unité africaine
PADIS	Système panafricain de documentation et d'informatique
SIDA	Office central suédois pour l'aide au développement international
ZEP	Zone d'échanges préférentiels

## NOTE PRELIMINAIRE

1. Soulignant la nécessité de créer une institution monétaire et financière africaine autonome, le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000) a prôné la mise en place de mécanismes de nature à assurer la restructuration et la réorientation complètes des programmes et politiques des institutions monétaires et financières, importées en Afrique (Banques centrales, banques commerciales, etc.) de manière à mieux les adapter aux objectifs de développement de chaque pays\*. A cette fin la création d'un fonds monétaire africain constituerait le moyen le plus efficace dans la mesure où une telle institution contribuerait grandement à encourager et à promouvoir la coopération monétaire et financière aux niveaux sous-régional et régional.

2. Conformément à la recommandation susmentionnée, le Groupe intergouvernemental d'experts des ministères des finances et des banques centrales de la région africaine a décidé, à sa première réunion tenue à Addis-Abeba du 4 au 7 octobre 1982, de faire entreprendre la présente étude de faisabilité. Il a également décidé que des études concernant différents aspects relatifs à la création du Fonds monétaire africain devraient être menées par les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la Banque africaine de développement (BAD), du Centre africain d'études monétaires (CAEM) et de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), le secrétariat de la CEA jouant également le rôle de coordonnateur.

Le plan de l'étude de faisabilité figure à l'Annexe I. Il s'agit d'une étude prospective d'ensemble sur les principaux aspects, concepts et mécanismes sous-tendant la mise en place du Fonds monétaire africain, étude qui est l'aboutissement d'une collaboration étroite et fructueuse entre les secrétariats intéressés.

-----

\* Organisation de l'unité africaine, Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000 (Institut international d'études sociales, Genève, 1981), chapitre VII sur les questions commerciales et financières, p. 92-94.

Cette étude représente une synthèse des questions extrêmement complexes et parfois controversées ayant trait au domaine monétaire et financier dont l'importance est cruciale pour le développement socio-économique en Afrique. Il ressort de cette étude que s'il est vrai que la création d'un fonds monétaire africain ne constitue pas une panacée à tous les maux dont souffre l'Afrique en matière monétaire et financière, elle n'en permettra pas moins de doter le continent d'un système monétaire bien conçu. La mise en place de ce Fonds est donc souhaitable. Dans le cadre de cette étude, il a été mené des consultations intensives avec les institutions monétaires et financières internationales et régionales telles que, notamment, le Fonds de réserve andin, le Fonds de stabilisation monétaire et l'Amérique centrale, la Banque des règlements internationaux (BRI), le Fonds monétaire arabe, le Système monétaire européen, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Leurs expériences aussi riches que variées, les importants travaux de recherche que ces institutions ont mené ainsi que les études et autres publications qu'elles ont réalisées ont constitué des éléments d'appréciation fort utiles et ont été à la base de certaines propositions que comporte la présente étude. Cela étant, toute lacune au niveau de l'analyse ou des conclusions ne devrait pas être attribuée auxdites institutions.

Par souci de clarté, la présente étude est subdivisée en huit chapitres. Le chapitre I comporte un rappel de faits et un examen des difficultés qu'éprouvent les pays africains à résoudre leurs problèmes monétaires notamment ceux relatifs à la balance des paiements, ainsi qu'une définition des principes de base devant régir la création du Fonds monétaire africain. Le chapitre II porte sur les objectifs du Fonds et ses attributions compte tenu des problèmes identifiés au premier chapitre. Le chapitre III comporte un examen du volume des ressources nécessaires pour la création du Fonds, compte tenu des objectifs envisagés. Dans le chapitre IV sont définies les politiques et méthodes à adopter en matière de crédit, tandis que le chapitre V porte sur la structure organisationnelle du Fonds et comporte des propositions concernant les organes à créer.

notamment le secrétariat. Le chapitre VI étudie la viabilité du Fonds envisagé en tant qu'institution financière, tandis que le chapitre VII porte sur les liens de coopération et les rapports à établir avec les autres organismes monétaires et financiers, tant africains que non-africains. Les conclusions de l'étude figurent au chapitre VIII. •

## CHAPITRE I

### CREATION D'UN FONDS MONETAIRE AFRICAIN : GENESE DE LA QUESTION

#### A. Principales questions d'intérêt pour l'Afrique

1. Depuis leur accès à l'indépendance, la plupart des pays africains ont éprouvé des difficultés à adopter des politiques qui leur permettent de s'attaquer efficacement à leurs problèmes monétaires et financiers chroniques. En général, les politiques de ces pays sont issues de notions et considérations léguées par le colonialisme ou fort entâchées d'elles, et ce, en dépit du fait que le droit souverain qu'a tout Etat d'assurer la régulation de sa monnaie a été en principe respecté. Au niveau mondial, la pratique a montré que les pays en développement d'Afrique, pour souverains qu'ils soient, ne sont guère à même d'influencer les décisions des milieux monétaires internationaux pour ce qui est de certaines questions cruciales telles que notamment les taux d'intérêt, les ajustements des taux de change et les réserves de change 1/. Pour se faire une idée précise de la situation monétaire en Afrique, plusieurs aspects doivent être explicités.

2. Premièrement, il est difficile aux banques centrales de réagir efficacement aux fluctuations de la scène monétaire internationale d'autant que l'Afrique ne dispose pas d'un système monétaire homogène. Au niveau régional, les institutions monétaires nationales ne se consultent guère sur leurs politiques monétaires respectives. Aussi, faut-il que l'Afrique se dote d'une institution régionale qui serait chargée des questions monétaires globales et de la création d'une unité de compte commune aux fins des transactions régionales et internationales. En l'absence d'une telle institution et faute d'une politique monétaire nationale autonome, la plupart des monnaies africaines ne sauraient atteindre le degré d'autonomie nécessaire, ce

-----

1/ Voir rapports du Comité du développement, du Comité intérimaire et des réunions annuelles du Conseil des gouverneurs de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

qui explique d'ailleurs le fait que leur valeur a dû être rattachée à l'une des principales monnaies internationales, et ce, aux fins des transactions internationales 2/.

3. Sur la scène monétaire africaine, l'effet conjugué de plusieurs facteurs suscite de profondes inquiétudes au sein des gouvernements africains. Il s'agit notamment du fait que a) les politiques monétaires nationales sont de moins en moins à même de juguler la crise économique actuelle; b) ces politiques sont de plus en plus déterminées par des facteurs exogènes; c) le niveau des recettes d'exportation a connu une chute vertigineuse, ce qui s'est traduit par un épuisement des réserves de change des pays africains; d) le déficit de la balance des paiements s'est alourdi au point de ralentir, voire de paralyser, la croissance économique; e) les taux d'intérêt et les commissions payées au titre d'un prunt extérieur ont augmenté; et f) la dette extérieure s'est alourdie, autant de facteurs qui expliquent que l'économie de bien des pays africains se trouve toujours dans un cercle vicieux. Aussi, à moins que l'on ne procède immédiatement à un véritable changement de cap, l'Afrique se trouverait, à la fin du siècle, aux prises avec une situation économique encore plus grave 3/. A cet égard, on ne saurait exagérer la nécessité qu'il y a à procéder d'urgence à la refonte totale des politiques monétaire et financières africaines.

4. La crise monétaire et financière en Afrique a été aggravée par le fait que les pays africains diffèrent l'un de l'autre pour ce qui est du niveau de développement et de revenu, de la taille de la population, de la superficie et des ressources. Il en va de même pour ce qui est de la complexité des politiques monétaires et financières de ces pays. A cet égard, la plupart des pays africains sont, pour ainsi dire, économiquement non viables, le produit intérieur brut (PIB)

-----  
2/ La dépendance des pays africains est illustrée par le fait que, au 31 décembre 1984, 6 monnaies africaines étaient rattachées aux DTS, 13 au franc français, 7 au dollar des Etats-Unis, 12 à un panier des monnaies européennes, une à la livre sterling, 2 au rand sud-africain, une à la peseta espagnole tandis que la valeur de 7 autres monnaies était déterminée sur la base d'une série d'indicateurs. Les données concernant un autre pays africain ne sont pas disponibles à l'heure actuelle.

3/ Voir la CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2003 : Etude prospective préliminaire.

étant modeste, les marchés monétaires intérieurs exigus, voire inexistant, le degré de monétisation faible, le niveau de revenu moyen peu élevé, le potentiel de production non exploité et le gros de la population de la plupart de ces pays vivant de l'agriculture, secteur de subsistance où la monnaie ne joue qu'un rôle peu important. L'économie des pays africains souffre de déficiences structurelles qui touchent la quasi-totalité des secteurs de production et de services, tandis que l'agriculture traditionnelle est caractérisée par des faiblesses au niveau de la technologie, de la productivité et de la production. La croissance du secteur agricole, notamment pour ce qui est de la production vivrière, est faible, ce qui, à son tour, complique la mise en oeuvre des politiques monétaires 4/.

5. Deuxièmement, l'Afrique demeure le continent le moins développé, le produit intérieur brut et le revenu par habitant des pays africains étant les plus faibles du monde. La dépendance excessive de l'économie africaine à l'égard des exportations de matières premières et de minéraux la rend particulièrement vulnérable aux effets de la conjoncture externe. Les politiques adoptées jusqu'ici par les pays africains se sont traduites par la faiblesse du niveau des revenus et de l'épargne et ont provoqué le transfert, aux fins d'investissement à l'étranger, d'une bonne partie des ressources nationales. Les efforts déployés après l'indépendance en vue d'accélérer le processus de développement économique et social, notamment la diversification de la production, la multilatéralisation du commerce et l'élargissement des marchés intérieurs dans le but de réduire la dépendance de l'économie nationale et d'en atténuer le caractère périphérique, se sont traduits en fait par une dépendance plus marquée à l'égard du financement extérieur.

6. Ce sont les pays les moins avancés - dont 26 se trouvent en Afrique - qui ont été frappés de plein fouet 5/ En effet, le sous-développement" monétaire de l'Afrique a fâcheusement exposé l'économie des pays africains

-----  
4/ C'est ce qui, outre la sécheresse extrêmement grave, explique qu'à la fin de 1983, pas moins de 150 millions de personnes seraient menacées par la famine et la malnutrition.

5/ Voir CNUCED, Les pays les moins avancés et l'action de la Communauté internationale en leur faveur, 1983.

les moins avancés aux effets pernicioeux de la conjoncture externe. Les iniquités du système monétaire international se sont traduites, dans le cas de l'Afrique, par une érosion du niveau du revenu réel, une aggravation du chômage et de l'inflation et, qui pis est, la perturbation et l'instabilité des marchés monétaires et financiers.

7. Troisièmement, en ces années 80, les pays africains ont continué de souffrir des effets néfastes de la crise monétaire qui s'est manifestée au cours des années 70. La médiocrité des résultats économiques, l'inflation galopante, le chômage massif, le déficit chronique de la balance des paiements et la lourde charge que constituent les obligations au titre du service de la dette sont autant de facteurs qui commencent maintenant à constituer des obstacles permanents au développement économique et social en Afrique. Le taux de croissance économique, qui était en moyenne de 4 p. 100 au cours de la période 1974-1976, est tombé, vers la fin de la décennie, à 2 p. 100 environ pour se situer au début des années 80 à 1 p. 100 environ 6/. Le déficit global en compte courant accusé par les pays africains qui, en 1974, était inférieur à 4 milliards de dollars, a, au cours de la période 1975-1979, atteint une moyenne annuelle de l'ordre de 9 milliards de dollars pour passer à 15 milliards de dollars au cours de la période 1980-1983 7/. Le déficit cumulé en compte courant accusé au cours de la période 1974-1983 serait supérieur à 100 milliards de dollars 8/.

-----  
6/ Voir CEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1975-1981.

7/ FMI, Statistiques financières internationales, 1974-1984.

8/ Ibid.

Tableau 1 : Quelques indicateurs économiques (1980-83)

	(en milliards de dollars aux prix de 1980)			
	1980	1981	1982	1983
PIB	315,6	306,6	306,6	306,2
Demande intérieure	307,8	319,3	315,0	312,5
Investissement	81,8	85,4	77,6	78,2
Épargne	89,2	72,6	69,4	64,6
Exportations	94,7	79,1	69,4	64,6
Importations	74,7	85,1	73,6	64,1
Balance commerciale	19,8	06,0	-4,2	-0,5
Réserves	33,7	21,9	15,7	18,9
Dette extérieure active <sup>a/</sup>	77,3	81,8	86,2	
Taux d'accroissement du PIB	2,7	-2,8	-	-
Inflation	23,3	25,8	16,3	14,1
Termes de l'échange	-7,0	-6,0	-4,5	-5,8
Dette en pourcentage des exportations	90,3	105,9	121,2	
Ratio du service de la dette	12,5	15,9	21,5	

Source : Banque mondiale, World Debt Tables; FMI, Statistiques  
financières internationales, et estimation du secrétariat  
de la CEA.

<sup>a/</sup> En dollars courants.

8. Tout le long des années 50 et pendant une bonne partie des années 60, la balance commerciale de la plupart des pays africains a été excédentaire. La production dans les pays développés à économie de marché s'est accrue en valeur réelle du taux moyen de 6 p. 100 par an, tandis que la valeur des exportations africaines de produits primaires à destination de ces pays a augmenté au taux de 5 p. 100. Etant donné l'exiguïté de la base industrielle en Afrique, la mauvaise répartition des revenus et le fait que le gros de la population vivait dans des conditions de subsistance, les recettes d'exportation suffisaient largement à couvrir les besoins en matière d'importation. C'est ce qui explique le fait que la balance extérieure était à même de supporter les transferts de revenus, notamment de revenus d'investissement.

9. Cette situation a été bouleversée au cours des années 70. L'augmentation des recettes enregistrée au cours des années 60 avait accéléré la substitution aux importations et l'industrialisation, ce qui a provoqué une augmentation des importations. L'inflation mondiale s'est accentuée à partir de la guerre du Viet Nam au milieu des années 60 et a été accélérée par la flambée des prix des denrées alimentaires (1972-1973) et le premier choc pétrolier (1974) qui se sont traduits par la montée en flèche des prix à l'importation. Parallèlement, la recession mondiale (1974-1975) a provoqué une baisse tant du volume que des cours des produits primaires exportés par l'Afrique, ce qui a abouti à une détérioration des termes de l'échange des pays africains. Cette situation a été aggravée davantage par le deuxième choc pétrolier (1977-1980) et par l'inflation mondiale qui avait atteint un taux à deux chiffres.

10. Aujourd'hui, la nécessité d'un fonds monétaire africain n'a jamais été aussi pressante. Au cours des quelque 25 dernières années, les taux de croissance enregistrés dans la plupart des pays en développement d'Afrique n'ont cessé de baisser. Les recettes d'exportation ont progressivement baissé, la facture d'importation

s'est alourdie 9/, les politiques budgétaires et monétaires ne sont pas parvenues à résoudre les problèmes de financement de la croissance, l'accumulation de capital n'a pas été assez importante pour répondre aux immenses besoins des pays africains en matière de développement, les transferts de bénéfices et de gains en capital ont été massifs, autant de facteurs qui, conjugués à l'absence d'une institution monétaire régionale chargée de coordonner les activités monétaires et financières des Etats membres avec les institutions internationales, ont affaibli la position de l'Afrique. La capacité des pays africains à mobiliser des fonds s'est considérablement réduite, ce qui les a rendus de plus en plus tributaires des emprunts extérieurs, contractés notamment auprès de sources privées, pour financer leurs programmes de développement en cours.

11. Par conséquent, les pays africains sont toujours aux prises avec de sérieux problèmes monétaires, aggravés par la crise économique et sociale dans laquelle ils se sont installés au début des années 80 et qui a été exacerbée par la sécheresse sans précédent et d'autres catastrophes naturelles qui se sont abatues sur bien des pays africains, ainsi que par la conjoncture économique internationale défavorable 10/. Aussi, les politiques à adopter par les pays africains en matière de développement doivent-elles porter sur la transformation structurelle de leur économie afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur en matière monétaire et économique et de promouvoir, en même temps, l'intégration économique du continent. Il s'agit là d'une condition préalable à la réalisation des objectifs énoncés dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos que sont l'autosuffisance collective et le développement auto-entretenu. A cette fin, la création d'un fonds monétaire africain est d'une importance cruciale 11/.

-----  
9/ Voir également Département des questions économiques, Nations Unies, Commerce des produits de base et développement économique, E/2519), p. 19.

10/ Pour analyse détaillée de la crise, voir Mémoire spécial de la Conférence des ministres de la CEA sur la crise économique et sociale en Afrique (E/ECA/CM.10/37/Rev.2), mai 1984.

11/ Voir notamment Rapport de la sixième session de la Conférence des ministres africains du commerce (E/CM.14/776) et Rapport de la Conférence des ministres africains du commerce, à sa 7ème session E/ECA/CM.8/13).

12. La nécessité de mettre en place un mécanisme monétaire bien conçu qui soit chargé de canaliser les ressources nécessaires au développement de l'agriculture, de l'industrie, des transports et des communications, de l'énergie et du capital humain s'est fait ressentir depuis longtemps. Afin de promouvoir la mutation socio-économique des pays africains et d'encourager la coopération monétaire et l'intégration des économies africaines, il importe au plus haut degré de définir clairement une stratégie monétaire commune 12/. Les pays africains ont déjà défini une stratégie de développement industriel, une stratégie de développement agricole, une stratégie de développement commercial, et ce, en vue de la création d'un marché commun africain. De même, une stratégie énergétique et une stratégie de mise en valeur des ressources naturelles sont en cours d'élaboration. A cet égard, il convient de souligner que pour assurer une croissance homogène de l'économie des pays africains, toutes les activités en matière de développement économique et social doivent s'accompagner d'efforts de coopération monétaire et financière.

13. En matière monétaire et financière, la tâche la plus délicate consiste à définir les principes de base devant régir les politiques nationales et régionales qui pourraient permettre aux pays de réaliser la "restructuration économique" et, partant, sortir de la crise économique actuelle 13/. Le secteur monétaire et financier sera mieux à même de contribuer au développement et à l'intégration économiques en Afrique, si l'on adopte des stratégies monétaires et macro-financières bien conçues qui soient axées sur la solution de certains problèmes fondamentaux. C'est pourquoi le Plan d'action de

-----  
12/ D'autres régions en développement ont également jugé nécessaire la création d'une institution de ce type. Parmi les institutions régionales et sous-régionales qui se trouvent en dehors de l'Afrique figurent notamment le Fonds monétaire arabe, le Fonds de réserve andin, l'Accord de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale et l'Accord d'assistance financière de l'Association latino-américaine de libre-échange.

13/ L'expression "restructuration économique" s'entend de l'adoption de programmes endogènes d'ajustement internes fondés sur les objectifs, priorités et besoins en matière de développement définis par les pays intéressés eux-mêmes, compte tenu de la capacité des institutions monétaires et financières nationales de financer ces programmes.

Lagos prône la mise en place de mécanismes efficaces en vue de la création d'une institution monétaire et financière régionale capable de mettre les économies africaines à l'abri des effets néfastes de la crise monétaire mondiale et de résoudre les problèmes qui découlent de la multiplicité des monnaies non-librement convertibles, de l'absence de véritables marchés monétaires, de l'alourdissement de la dette extérieure et de l'hémorragie de devises 14/.

14. Quatrièmement, l'Afrique n'a pas clairement défini les principes devant régir les politiques monétaires et financières qui puissent lui permettre de faire face à la crise économique qui va s'aggravant. A titre d'exemple, les données relatives à la dynamique de la monétisation rapide et son incidence sur le développement socio-économique font cruellement défaut. A cet égard, il n'est pas de cadre institutionnel qui puisse contribuer à faire du système bancaire un instrument efficace de changement et de développement. A l'heure actuelle, il n'existe pas non plus de mécanisme qui puisse permettre au système monétaire de promouvoir l'intégration du secteur moderne (exportation/importation) à l'économie rurale 15/. A cet égard, rien ne saurait être mieux indiqué qu'une institution qui vise essentiellement à assurer l'intégration monétaire et financière du continent. Une telle institution se chargerait également de reformer les systèmes monétaires actuellement extravertis, de moderniser et de revigorer les institutions monétaires et les établissements d'épargne traditionnel en Afrique, d'africaniser les programmes monétaires et financiers, et de mieux adapter les institutions monétaires nationales et sous-régionales aux nouveaux objectifs de développement définis dans le plan d'action de Lagos 16/.

-----

14/ Voir également R. Liebenthal, "Adjustment in Low-income Africa" in World Bank Staff Working Paper No. 486, p. 33 et seq.

15/ Voir Centre africain d'études monétaires, L'impact du système monétaire européen sur les pays africains, p. 20.

16/ Voir également Thomas Alfonso Medina, "Monetary and Payments Agreements Among Developing Countries" in Breda Pavlic, et al. (ed.), The Challenges of South-South Cooperation, (Westview Press, Boulder, Colorado, 1983), p. 143-162.

15. Une question connexe est la multiplicité des monnaies nationales en Afrique. Or, même au niveau de la région, la plupart de ces monnaies ne sont pas librement convertibles excepté dans le cas où il existe des marchés parallèles 17/. Il n'est pas pour l'instant de mécanisme qui permette aux pays africains d'oeuvrer en vue d'harmoniser leurs législations et pratiques en matière de régulation de la monnaie et du contrôle de change et partant, de lever les obstacles d'ordre monétaire qui entravent l'accroissement des échanges intra-africains. Afin de parvenir à une position africaine cohérente en la matière, il est indispensable de créer une institution financière africaine dont le champ d'activité porte sur l'ensemble du continent. A cet égard, la création d'un fonds monétaire africain qui puisse promouvoir la libre convertibilité des monnaies africaines entre elles, l'intégration monétaire du continent ainsi que la rationalisation de la gestion monétaire, serait de bon augure pour le développement économique de la région dans son ensemble.

16. Les institutions monétaires et financières internationales ne semblent pas en mesure d'appréhender les problèmes que connaissent les pays africains, et les remèdes qu'elles ont prescrits n'ont pas aidé ces pays à s'attaquer convenablement aux problèmes de balance des paiements. On est manifestement peu disposé à admettre qu'en matière de balance des paiements, l'Afrique n'est pas aux prises avec des simples problèmes à caractère conjoncturel et cyclique, mais qu'elle connaît bel et bien des problèmes structurels à long terme dont la solution passe par l'octroi de la priorité, en matière économique, au secteur moderne qu'est l'industrie manufacturière et non plus à la production de matières premières. En général, les économistes des pays développés à économie de marché soutiennent également que les problèmes que connaît l'Afrique seront

-----

17/ Pour se faire une idée plus précise de la question, voir Robert Triffin, The World Money Maze - National Currencies in International Payments (Yale University Press, 1966).

atténués par la reprise économique dans les pays industrialisés 18/. Les pays africains, quant à eux, estiment que la création d'une institution africaine telle que le Fonds monétaire proposé permettrait aux pays africains et aux institutions sous-régionales non seulement d'identifier et de cerner les problèmes qui découlent des politiques monétaires et financières, mais également d'y trouver les solutions idoines.

17. Eu égard aux problèmes économiques et sociaux que connaissent actuellement les pays africains, il importe de plus en plus que ces pays intensifient leur coopération au niveau régional en vue d'assurer l'autonomie collective et fassent de cette question le principe de base régissant leur stratégie globale en matière de développement. Comme on l'a déjà mentionné, il est indispensable de procéder à des réformes radicales, notamment pour ce qui est des politiques bancaires et monétaires. Outre les possibilités qu'il offre en matière de coopération monétaire et financière, le Fonds monétaire africain devrait pouvoir jouer un rôle clé en matière de conception et d'exécution de programmes nationaux et régionaux, de manière à assurer la stabilité des monnaies africaines et leur libre convertibilité, la mobilisation de l'épargne nationale pour financer la formation de capital, le rétablissement de l'équilibre de la balance extérieure et la réduction de la dépendance de l'Afrique à l'égard des apports financiers extérieurs.

18. En tant qu'institution africaine, le Fonds monétaire africain serait certes sensible aux difficultés qu'éprouvent les pays africains et consacrerait les ressources dont il dispose à promouvoir la mise en oeuvre de leurs programmes. Une telle institution serait à même d'élaborer un programme d'ajustement d'envergure pour tous les pays africains, et ce, abstraction faite de leurs systèmes économiques respectifs et des politiques suivies en matière de développement. Il

-----  
18/ Voir le Communiqué de la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays industrialisés, tenue à Londres en 1984.

convient également de souligner que la rationalisation des mécanismes de prix, des taux d'intérêt et des taux de change au niveau régional faciliterait grandement le réaménagement structurel de l'économie africaine dans son ensemble.

19. Un fonds monétaire africain ne doit pas forcément faire double emploi, ni d'ailleurs entrer en concurrence, avec les institutions monétaires et financières internationales, sous-régionales et régionales, tant pour ce qui est des objectifs que des politiques et des opérations. Tout au contraire, il pourrait servir, en matière monétaire et financière, de mécanisme de coordination authentiquement africain, permettant ainsi aux pays africains de réagir efficacement à l'évolution de la situation sur la scène internationale <sup>19/</sup>. A cet égard, si l'on veut que les activités du Fonds aillent dans le même sens que celles menées par des institutions analogues, la politique à suivre pour ce qui est de certaines questions cruciales telles que notamment l'établissement des quotes-parts, la libre convertibilité des monnaies, l'appui au titre de la balance des paiements, les critères régissant l'octroi de crédits, les facilités de financement compensatoire, les droits de tirages spéciaux, les tirages effectués dans les tranches de crédit et au titre des facilités de financement supplémentaires devrait être fonction des problèmes particuliers des pays africains, l'accent devant être mis sur la promotion de la croissance globale des économies africaines.

#### B Mise en oeuvre des mesures monétaires et financières en Afrique

20. Les obstacles identifiés dans la première section témoignent de l'extrême gravité des problèmes qu'éprouvent bien des pays africains à assainir leur situation monétaire et financière. Ces problèmes se sont notamment posés lorsque ces pays ont cherché à faire face au

-----

<sup>19/</sup> Voir également Rapport de la première réunion du Groupe inter-gouvernemental d'experts des ministères des finances et des banques centrales de la région africaine sur la création d'un fonds monétaire africain (E/ECA/ITF/IAT/WP.6/Rev.1), octobre 1982. Au cours de cette réunion, les participants ont examiné dans leurs grandes lignes, les objectifs du Fonds dont on envisage la création.

déficit chronique de leur balance des paiements et à l'alourdissement de leur dette extérieure. La plupart des pays africains ne disposent point de moyens pour pouvoir faire face à la brusque détérioration de leur situation monétaire qu'a sensiblement aggravée la sécheresse sans précédent qui sévit actuellement. S'élançant avec impétuosité dans la course aux ressources extérieures, ces pays ne sont parvenus à trouver que de solutions purement ponctuelles à ces problèmes, se contentant d'expédients et de palliatifs.

21. L'aggravation du déséquilibre interne a engendré de sérieuses distorsions économiques qui ont paralysé le processus de développement économique et social. Sur le plan de l'offre cela s'est traduit par l'abandon du secteur agricole et, partant, par une décélération du développement agricole en particulier et du développement rural en général. C'est ainsi que l'on peut constater maintenant que l'agriculture marque le pas et que l'industrie - dont le développement est assuré dans la plupart des pays par le secteur public - souffre des effets conjugués des politiques industrielles et des déséquilibres économiques et doit tirer ses ressources du secteur public pour combler ses déficits. Aussi, ni l'agriculture, ni l'industrie ne contribuent de façon significative à la mobilisation de l'épargne intérieure, condition préalable à toute réduction de la dépendance à l'égard des apports extérieurs.

22. Ces problèmes découlent des politiques internes qui ne sont pas de nature à promouvoir l'épargne et l'investissement. A titre d'exemple, les taux d'intérêt nominaux sont depuis longtemps relativement trop peu élevés, oscillant entre 5 et 10 p. 100, alors que l'inflation se situait à 20 p. 100 au moins. Il s'en est suivi que le flux de l'épargne nationale vers les banques et autres institutions financières s'est arrêté, privant ainsi le système financier d'une importante source de capitaux. Cette situation a également empêché les banques commerciales et autres institutions financières de fournir les fonds nécessaires aux investissements agricoles et au capital circulant, les taux en vigueur ne pouvant couvrir les risques élevés qu'elles courent. En dernière analyse, on peut dire que la plupart des pays africains souffrent d'une "dépression financière" durable.

23. Une politique monétaire ne saurait aboutir en l'absence d'une économie hautement monétisée et de marchés monétaires et financiers fort développés, ce qui demeure jusqu'à présent l'apanage des pays industrialisés. Même dans le cas où ces conditions sont réunies, le recours à certaines mesures monétaires telles que notamment les variations du volume des réserves, les taux d'intérêt et les opérations d'open-market, ne permet pas toujours de réaliser des changements souhaités pour ce qui est de la masse monétaire et autres conditions de crédit du fait que les actifs de portefeuille sont manipulés par les porteurs, notamment les sociétés transnationales 20/. Pour ce qui est des pays en développement d'Afrique, ces conditions sont loin d'être réunies. En effet, l'économie de ces pays n'est pas complètement monétisée et il existe un important secteur de subsistance où l'incidence des taux d'intérêt est négligeable, tandis que les marchés monétaires et financiers qui existent ne sont pas, du fait qu'ils sont pratiquement contrôlés de l'étranger, intégrés aux autres secteurs économiques, ce qui réduit considérablement la portée pratique de toute politique monétaire dans ces pays.

24. Il convient de préciser que c'est également aux politiques fiscale, commerciale et cambiale ainsi qu'aux politiques des prix et des revenus qu'il faut imputer la décélération de la croissance économique globale. Compte tenu des enseignements du passé et de la situation qui prévaut actuellement en Afrique, toute stratégie de croissance doit se fonder sur trois principes de base : augmentation de la production agricole, accroissement des exportations notamment d'articles manufacturés, substitution aux importations de biens plus complexes produits sur place. Il ressort des données statistiques de la FAO qu'au cours de la période 1981-1983, la production agricole s'est accrue à un taux moyen de l'ordre de

-----  
20/ Voir à ce sujet CNUCED, Les sociétés transnationales dans le développement mondial : un réexamen (E/C.10/38), mars 1978, et CEA, Principaux problèmes posés par les sociétés transnationales en Afrique (E/ECA/UNCTC/21.

1,6 p. 100. Une légère augmentation (3 p. 100) a été enregistrée en 1982, mais ce chiffre est tombé en 1983 à 1 p. 100 environ. Quant à la production industrielle, elle a été aussi médiocre, le taux d'accroissement ayant, en fait, décliné de 1 p. 100 en 1982 21/.

25. Il ressort clairement des données statistiques disponibles que l'objectif d'autosuffisance alimentaire que les pays africains se sont fixé est loin d'être atteint. Les indices de la production agricole pour la période 1980-1983 qui figurent au tableau 2 montrent que l'Afrique peut à peine subvenir aux besoins de ses populations, le taux d'accroissement démographique dans les pays africains étant de l'ordre de 2,5 à 3 p. 100. C'est pour cette raison que les importations alimentaires engloutissent une part sans cesse croissante des rares ressources en devises. Au cours de la période 1978-1980, la facture alimentaire des pays africains s'est élevée en moyenne à 7,3 milliards de dollars par an, les importations céréalières représentant la moitié de ce montant. De 1979 à 1981, les importations céréalières sont passées de 3,6 milliards de dollars à 5,8 milliards de dollars 22/. Cela a sérieusement compromis le processus de développement dans la mesure où les ressources nécessaires aux activités de production devaient être consacrées aux importations alimentaires, tout en aggravant les problèmes de balance des paiements.

26. La plupart des pays africains ont opté pour une solution ou l'autre pour faire face à leurs problèmes monétaires et financiers. Premièrement, ils ont essayé de réduire les dépenses publiques pour tenir compte des ressources disponibles, mais cela a rapidement abouti à une réduction considérable des importations de biens et de matériel indispensables au maintien du niveau de croissance. Cette réduction s'est également traduite par une aggravation du chômage et l'axacerbation de l'injustice sociale, car les dépenses sociales ont dû, dans certains cas, être considérablement réduites et les projets de reconstruction et de redressement économiques ont dû être reportés, voire abandonnés. La compression des dépenses publiques n'a donc donné que des résultats plutôt modestes.

-----  
21/ Annuaire FAO de la production, (Rome 1982).

22/ Ibid.

27. La réduction des dépenses a été malaisée, la mise en oeuvre de toute politique monétaire nationale étant compromise par le fait qu'elle ne va pas de pair avec la politique budgétaire. La tâche a été d'autant plus difficile que les institutions financières faisaient quasiment défaut, que le processus de monétisation n'est pas, dans certains cas, encore achevé, que la multiplicité des monnaies africaines non librement convertibles a compliqué davantage la formulation de politiques monétaires bien conçues, d'autant plus que le rattachement de la valeur des monnaies africaines à une monnaie ou à un panier de monnaies librement convertibles les exposait aux fluctuations des taux de change, inhérentes aux principales monnaies de réserve. Bref, ces relations complexes ont rendu inefficace l'utilisation de la politique monétaire en tant qu'instrument de croissance et de stabilisation économiques.

28. Comme il ressort du tableau 3, les dépenses totales ont donc augmenté au cours de la période 1980-1983, le taux moyen étant passé de 23 p. 100 du PIB en 1980 à 39 p. 100 en 1983, soit un accroissement annuel de 18 p. 100, c'est-à-dire un taux bien supérieur aux taux d'accroissement du PIB et du revenu. Les dépenses budgétaires en pourcentage des dépenses totales ont augmenté au taux moyen de 7 p. 100 par an, tandis que les dépenses d'équipement sont restées stables.

29. La deuxième solution consistait à recourir aux ressources extérieures. Malgré tous les efforts déployés, il a été difficile de se procurer de telles ressources en raison de la récession internationale, de la situation économique qui prévaut dans la plupart des pays africains, et des craintes éprouvées par les créanciers privés quant à l'éventualité d'un défaut du paiement. Ces deux options adoptées par la plupart des gouvernements africains n'ayant pas pu aboutir pour des raisons d'ordre politique et socio-économique, certains gouvernements ont eu recours au crédit national pour couvrir leur déficit, ce qui se traduit par un gonflement de la masse monétaire.

Tableau 2 : Indices de la production agricole, 1980-83  
(1974-1976 = 100)

	1980	1981	1982	1983
<u>Afrique du Centre</u>				
Agriculture	105	107	110	110
Alimentation	106	108	111	111
<u>Afrique de l'Est et</u> <u>Afrique australe 1/</u>				
Agriculture	107	110	112	114
Alimentation	107	111	113	113
<u>Afrique du Nord</u>				
Agriculture	112	97	110	105
Alimentation	112	97	110	105
<u>Afrique de l'Ouest</u>				
Agriculture	111	115	116	119
Alimentation	112	115	119	120
<u>Pays en développement</u> <u>d'Afrique</u>				
Agriculture	109	110	113	114
Alimentation	109	111	114	115
Indice de la population (1974 = 1000)				

Source : Indices de la production de la FAO et estimations du secrétariat de la CEA.

1/ Comprend le Rwanda, le Burundi et le Zaïre.

**Tableau 3 : Principaux indicateurs budgétaires des pays en développement d'Afrique, 1980-1983**  
1980-1983 (en pourcentage)

	1980		1981		1982		1983	
	Moyenne pondérée a/	Valeur médiane b/	Moyenne pondérée a/	Valeur médiane b/	Moyenne pondérée a/	Valeur médiane b/	Moyenne pondérée a/	Valeur médiane b/
Recettes courantes/ PIB	27	24	31	27	24	27	37	26
Impôts indirects/ Recettes courantes	36	37	50	55	46	48	52	51
Impôts sur le commerce international recettes courantes	35	35	42	34	29	30 <sup>a</sup>	36	35
Dépenses budgétaires/ PIB	19	23	19	26	21	28	27	28
Dépenses d'investissement/PIB	11	10	15	10	15	12	20	14
Dépenses totales/PIB	22	33	33	35	36	36	44	50
Déficit global/PIB	1	5	6	8	11	11	9	9

Source : CEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique - 1982-1983, pages 95-96, et estimations du secrétariat.

a) Les rapports pour l'ensemble de l'Afrique sont les moyennes des rapports nationaux pondérés par le PIB courants du marché.

b) La médiane est la valeur représentée par le pays «médian», c'est-à-dire que la moitié de tous les pays du groupe ont des rapports plus élevés et l'autre moitié des rapports moins élevés.

30. La mise en oeuvre des politiques d'ajustement monétaire en Afrique a été entravée par la stagnation du secteur agricole due essentiellement au déficit pluviométrique. En effet, les pays africains ont, ces dernières années, connu de graves fluctuations pluviométriques et bien des régions ont souffert d'un déficit hydrique. Il est vrai que quelques pays ont intensifié leurs efforts pour venir à bout du déficit hydrique et ont eu de plus en plus recours à l'irrigation; n'empêche que, pour que la production vivrière en Afrique atteigne au cours de la période 1980-1990 un niveau acceptable, les pays africains auront à investir 10 milliards de dollars, en prix constants de 1975, dans le secteur agricole (voir tableau 4) et, bien entendu, à modifier leurs politiques agricoles pour adopter des systèmes de production plus efficaces. Un tel montant est, toutefois, hors de la portée de bien des pays.

31. Nombreux sont les pays africains qui ont tenté d'atténuer la gravité de leurs problèmes agricoles en procédant à des modifications appropriées de la structure des investissements consacrés au développement agricole. La participation locale aux dépenses d'équipement, participation prévue dans les programmes de restructuration, n'a toutefois pas eu lieu, les revenus ayant baissé <sup>23/</sup>. Dans bien des cas, la production et la productivité agricoles ont été entravées par les prix peu rémunérateurs fixés par les pouvoirs publics compte non tenu de l'inflation. Dans d'autres cas, ce sont les pesanteurs bureaucratiques au niveau des circuits de commercialisation et de distribution qui ont entravé le développement agricole.

---

<sup>23/</sup> Voir également Jerker Carlsson, The Limits to Structural Change, A Comparative Study of Foreign Direct Investment in Liberia and Ghana, 1950-1971 (Scandinavian Institute of African Studies, Upsala, 1981) p. 11 et seq.

Tableau 4 : Estimations relatives aux investissements  
nécessaires à la réalisation de l'autosuffisance  
alimentaire, 1980-1990  
(en millions de dollars, aux prix de 1975)

---

Cultures pluviales	499,00
Cultures irriguées	3 841,00
Nouveaux projets	3 200,00
Projets de modernisation	641,00
Mécanisation	3 244,00
Elevage	2 542,00
	<hr/>
Total	<u>10 126,00</u>

---

Source : Chiffres tirés de l'étude de la FAO intitulée  
«Situation de l'alimentation et de l'agriculture» (FAO), Rome,  
1978), tableaux 2 à 12.

32. Outre les problèmes agricoles, le recours aux exportations d'articles manufacturés pour augmenter les recettes d'exportation s'est heurté à des facteurs exogènes défavorables et à la faiblesse de la demande de ces biens. Les échanges intra-africains d'articles manufacturés constituent donc au niveau régional, un élément important des nouveaux programmes du développement industriel, comme en témoigne d'ailleurs la conclusion d'accords portant création de groupements économiques sous-régionaux tels que, notamment, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP), et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) 24/. On ne saurait exagérer, à cet égard, l'importance des échanges intra-

---

24/ Il est à noter que ces groupements sous-régionaux serviront de noyau au marché commun africain, étape sur la voie de la création d'une communauté économique africaine.

africains d'articles manufacturés. Or, pour assurer un accroissement rapide de ces échanges, les pays africains doivent réduire progressivement -en vue de leur élimination- les obstacles qui entravent le développement. Parallèlement au développement de ces échanges, il convient également d'opérer des changements qualitatifs en matière de production agricole. A cet égard, l'interdépendance internationale croissante doit, tôt au tard, porter ses fruits.

33. La substitution aux importations de produits plus complexes produits sur place en particulier de biens d'équipement, nécessite la création en Afrique, d'entreprises multinationales et de co-entreprises, et ce, soit dans le cadre des groupements économiques sous-régionaux et des projets d'intégration existants, soit par la répartition géographique des industries fondée sur l'exploitation des ressources locales. Tout comme le développement agricole et la réalisation d'un coefficient plus élevé d'autosuffisance alimentaire permettraient de réduire la dépendance du continent à l'égard des importations alimentaires, la production, aux niveaux national, sous-régional et régional, de biens d'équipement permettrait de réduire les importations africaines de ces biens, ce qui, grâce également au recours aux mécanismes de compensation actuellement mis en place, aiderait à son tour les pays africains à réduire considérablement le déséquilibre de leur balance des paiements. A l'heure actuelle, l'Afrique importe la quasi-totalité de ses biens d'équipement.

34. Le problème qui se pose au niveau de la substitution aux importations est que, dans les pays en développement d'Afrique, l'industrie manufacturière est toujours à l'état embryonnaire, représentant plus de 10 p.100 du PJB dans 5 pays seulement et moins de 5 p. 100 dans la plupart des autres pays 25/. Le rythme

---

25/ CEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, diverses années.

Tableau 5 : Indicateurs financiers pour l'Afrique  
(en milliards de dollars)

	1970	1973	1977	1981	1982
<u>1) Flux globaux de</u> <u>ressources financières</u>					
Pays non producteurs de pétrole	2.150	4.370	11.775	16.619	
Pays producteurs de pétrole (membres de l'OPEP)	0.940	0.342	3.288	2.864	
Total	3.090	4.712	15.063	19.483	
<u>A. A des conditions</u> <u>libérales</u>					
Pays non producteurs de pétrole	1.399	2.756	6.500	10.429	
Pays producteurs de pétrole (membres de l'OPEP)	0.260	0.241	0.210	0.415	
Total	1.659	2.997	6.710	10.844	
<u>B. A des conditions</u> <u>non libérales</u>					
Pays non producteurs de pétrole	0.751	1.616	5.276	6.191	
Pays producteurs de pétrole (membres de l'OPEP)	0.680	0.100	3.077	2.448	
Total	1.431	1.716	8.353	8.639	
<u>2) Réserves inter-</u> <u>nationales</u>					
Pays non producteurs de pétrole	2.157	3.093	4.403	4.397	
Pays producteurs de pétrole (membres de l'OPEP)	2.166	3.900	11.076	17.194	
Total	4.323	6.993	15.479	21.591	
<u>3) Crédits en euro-</u> <u>devises</u> (engagements bruts)					
Pays non-producteurs de pétrole		0.526		1.849	1.279
Pays producteurs de pétrole de pétrole (membres de l'OPEP)		1.366		2.108	0.640
Total		1.892		3.957	1.919

Tableau 5 : Indicateurs financiers pour l'Afrique (suite)  
(en milliards de dollars)

	1970	1973	1977	1981	1982
<b>4) Dette extérieure</b>					
Pays non producteurs de pétrole					
- Montants décaissés et non décaissés		18.013			92.600
- Montants décaissés seulement		11.822			67.310
Pays producteurs de pétrole (membres de l'OPEP)					
- Montants décaissés et non décaissés		6.923			34.983
- Montants décaissés seulement		4.435			20.523
Total					
Montants décaissés et non décaissés		24.936			127.583
Montants décaissés seulement		16.257			87.833
<b>5) Service de la dette</b>					
<u>Remboursement du principal</u>					
Pays non producteurs de pétrole		1.326			4.872
Pays producteurs de pétrole (membres de l'OPEP)		0.403			3.295
Total		1.729			8.167
<u>Paievements au titre des intérêts</u>					
Pays non producteurs de pétrole		0.415			2.840
Pays producteurs de pétrole (membres de l'OPEP)		0.111			2.248
Total		0.526			5.088
<u>Total du service de la dette</u>					
Pays non producteurs de pétrole		1.741			7.712
Pays producteurs de pétrole		0.514			5.543
Total global		2.255			13.255

Source : 1) Banque mondiale, World Debt Tables, 1983/84 edition.

2) CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1983.

d'industrialisation a été lent et la part du secteur industriel de la valeur des biens et services n'a pas, en fait, changé depuis les années 70. Douze pays africains représentent 90 p. 100 de la production industrielle africaine. Une analyse plus détaillée permettrait de constater que l'Afrique du Nord représente 44 p. 100 de la valeur ajoutée suivie par l'Afrique de l'Ouest (29 p. 100) 26/.

35. Par ailleurs, les industries africaines portent essentiellement, voire exclusivement, sur la production de bien de consommation d'origine agricole. Les industries légères et les industries lourdes sont rares et, à l'exception de certains pays africains producteurs de pétrole où les industries pétrochimiques se sont quelque peu développées, consistent en chaînes de montage. Les industries manufacturières africaines sont toutes lourdement tributaires des importations de matériel, de pièces de rechange et autres facteurs de production essentiels. Cet état de choses a eu de graves conséquences pour le développement et le comportement tant des industries manufacturières que des autres branches d'activité économique.

36. Les ressources minérales, le pétrole en particulier, sont devenues pour les pays africains qui en disposent, bien entendu d'importantes sources de recettes en devises. Ces recettes qui représentaient 40 p. 100 de la valeur des exportations en 1965, sont progressivement passées à 53 p. 100 en 1970 pour atteindre plus de 80 p. 100 en 1983 27/, le pétrole représentant, à lui seul, 75 p. 100 de la valeur des exportations. Il convient toutefois

---

26/ Voir CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement, New York, 1983, Tableau 3.10A.

27/ Ibid.

de préciser que les activités en matière d'industries d'extraction, l'industrie pétrolière en particulier, sont, dans une large mesure, contrôlées de l'étranger et influencées par des facteurs exogènes qui vont rarement dans le sens des objectifs des pays africains et de leurs besoins en matière de développement.

C. Incidence des facteurs exogènes sur le domaine monétaire et financier en Afrique

i) Historique

37. Le déficit en compte courant des pays africains n'est pas un phénomène nouveau; en effet, il remonte au début des années 70 et est essentiellement dû à la crise énergétique mondiale. Au cours des années 50 et pendant une bonne partie des années 60, la balance commerciale de la plupart des pays africains était excédentaire; il n'en demeurait pas moins que l'industrialisation de ces pays était à l'état embryonnaire, le revenu était mal réparti et le gros de la population vivait dans des conditions de subsistance. La hausse du revenu et l'accélération de l'industrialisation enregistrées au cours des années 60 ont imprimé une forte impulsion aux importations dont les prix ont, du fait de l'inflation mondiale, connu une montée en flèche. La recession mondiale (1974-1975) a provoqué une baisse tant du volume que des cours des produits primaires exportés par l'Afrique, ce qui s'est traduit par une grave détérioration des termes de l'échange des pays africains (à l'exception des pays exportateurs de pétrole), situation rendue encore moins tenable par le deuxième choc

pétrolier (1979-1980) et l'inflation mondiale qui a atteint un taux à deux chiffres 28/.

38. Entre 1973 et 1980, les termes de l'échange des pays non exportateurs de pétrole auraient chuté de 30 p. 100 29/. Les politiques d'ajustement adoptées par les pays développés ont mis le déficit de leur balance extérieure à la charge des pays en développement. La réaction des pays africains non producteurs de pétrole n'a guère de résultats. La hausse des prix à l'importation n'a pas été repercutée sur les prix à la consommation de façon à réduire le niveau de revenu réel, et, partant celui de la demande, mais a été absorbée par les subventions de l'Etat. Le recours accru aux subventions a aggravé le déficit budgétaire et réduit d'autant le niveau de l'épargne nationale. La technique de l'impasse est devenue l'instrument employé pour remédier au déséquilibre interne (l'écart épargne -investissement).

39. Le développement des échanges internationaux des pays africains non exportateurs de pétrole a été rendu particulièrement difficile par le déficit de la balance des paiements de ces pays. Les difficultés qu'ils ont éprouvées à couvrir ce déficit les ont forcés à réduire les importations et le niveau d'investissement, ce qui s'est traduit par une baisse très sensible de la production

---

28/ Voir également l'allocation prononcée par M. Adebayo Adedeji à l'occasion de l'ouverture officielle de la réunion de la Conférence des ministres de la CEA tenue à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) le 27 avril 1982, allocation ayant pour thème l'aggravation de la crise économique internationale et son incidence sur l'Afrique.

29/ Voir l'article de M. A.W/ Clausen (Président de la Banque mondiale) intitulé «Let's Not Panic About the Third World Debts», in Harvard Business Review, novembre-décembre 1983, No. 6.

réelle. Pour la plupart de ces pays, la production réelle s'est accrue à un rythme moins rapide que le taux démographique et a été, dans bien des cas, inférieure au niveau précédemment atteint. Le déficit en compte courant de l'ensemble de ces pays a, en réalité, diminué en 1983 30/, mais cette baisse n'est pas due à une quelconque mesure d'ajustement; tout au contraire, elle a été réalisée aux dépens de la croissance. L'ampleur des dégâts financiers sera analysée plus en détail dans les paragraphes consacrés aux changements intervenus au niveau de la balance des transactions courantes et de ses différents postes.

40. Parmi les aspects à souligner figurent notamment le ratio réserves totales importations de biens et services qui est tombé de 33,9 p. 100 en 1970 à 23,7 p. 100 en 1981 31/. Ce déclin témoigne des difficultés qu'éprouvent les pays africains aussi bien en matière d'importation de bien de consommation que de biens d'équipement et de services, tout en expliquant la raison pour laquelle la dette extérieure s'est tant alourdie au cours de cette période : la plupart des pays africains se sont endettés pour couvrir le déficit de leur balance des paiements car leurs réserves étaient déjà si entamées. A cet égard, il importe de noter qu'au cours de la période 1970-1981, les pays africains ont eu de plus en plus recours aux emprunts contractés aux prix du marché. Le tableau 5 comporte un état récapitulatif des nouveaux faits intervenus en la matière.

---

30/ FMI, World Economic Outlook 1983, Occasional Paper No. 21 (Washington D.C., May 1983), pages 8-9.

31/ Par contre, ce chiffre est passé, dans le cas de l'Asie du Sud-Est, de 20,2 p. 100 en 1970 à 21,2 p. 100 en 1981 contre 29,5 p. 100 et 31,8 p. 100 au cours de la même période dans les cas de l'Amérique latine (y compris les Caraïbes).

41. Ainsi, il apparaît clairement que le déficit en compte courant des pays africains, notamment les pays non exportateurs de pétrole, ne reflète pas vraiment le niveau des apports extérieurs dont ils ont besoin dans la mesure où les importations ont dû être considérablement réduites et le taux de croissance est tombé à 1 p. 100 ou moins. Aussi, les pays africains non exportateurs de pétrole auraient-ils besoin d'un montant supérieur aux 14 milliards qui représentent le déficit accusé par leur balance des paiements, si l'on veut qu'ils atteignent leur taux potentiel de croissance. Ce déficit est toutefois très important : il représentait en 1981 10 p. 100 du produit intérieur brut (PIB), 48 p. 100 de l'investissement total brut en capital fixe et 40 p. 100 des exportations globales de biens et services de ces pays 32/.

ii) Dettes extérieures de l'Afrique

42. L'alourdissement de la dette extérieure africaine témoigne du bien-fondé du projet relatif à la création d'un fonds monétaire africain. Se trouvant dans l'obligation d'entamer leurs réserves de devises pour faire face aux paiements du principal et au coût du service de la dette, les pays africains ne sont plus à même de mobiliser les ressources nécessaires au développement 33/. Le tableau 6 comporte une ventilation de la structure de la dette.

---

32/ CEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1982-1983.

33/ La question relative à la dette extérieure des pays africains est examinée en détail à l'Annex I du Mémoire spécial de la Conférence des ministres de la CEA sur la crise économique et sociale en Afrique; voir également «Foreign Debt and the Prospects for Growth in the Developing Countries of Africa in the 1980s», par M. Adebayo Adedeji.

Le chiffre de 87,8 milliards de dollars pour l'année 1982 représente l'ensemble des montants décaissés d'après les déclarations reçues par la Banque mondiale. Sont exclus de ce tableau qui ne porte que sur 45 pays, les dettes dont l'échéance ne dépasse pas douze mois, les investissements directs, les dettes remboursables en monnaie locale et les transactions avec le FMI (à l'exclusion des prêts au titre du Fonds fiduciaire). Il ressort du tableau 6 que la valeur nominale de la dette active a augmenté de 30.399,2 millions de dollars (soit 52,7 p. 100) passant de 57.454,4 millions de dollars en 1978 à 87.844,2 millions de dollars en 1982. En 1978, sur le montant total de la dette active, les créanciers publics représentaient 52 p. 100, chiffre qui est passé en 1982 à 58 p. 100. L'augmentation des flux publics parvenait à peine à compenser la réduction des flux privés, les créanciers privés éprouvant des craintes quant à la capacité des pays débiteurs d'honorer leurs obligations au titre du service de la dette. Or, comme il ressort du tableau 9, sur les 94,2 milliards de dollars que représentait, en 1982, la dette extérieure globale des pays africains non exportateurs du pétrole, 71,4 milliards de dollars ont été remboursés. Le montant de la dette contractée en 1982 est 5 fois supérieur à celui de 1973 et représentait en 1983, plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB).

43. Le coût du service de la dette des 45 pays africains étudiés au tableau 6 est passé de 5,5 milliards de dollars en 1978 à 13,3 milliards de dollars en 1982 dont 8,2 milliards de dollars au titre du principal et 5,1 milliards de dollars au titre des intérêts. Le refinancement des prêts et le réaménagement de la dette ont été d'autant plus difficiles et coûteux que la conjoncture financière internationale était défavorable, les pays de l'OCDE étant fort peu disposés à augmenter leur aide financière octroyée à des conditions libérales et les taux d'intérêt sur les marchés financiers ayant enregistré une hausse rapide. Le service total de la dette en pourcentage des exportations (ratio du service de la dette) a été, en 1982, de 20 p. 100 dans le cas des pays africains non exportateurs de pétrole. La réduction

Tableau 6 : Structure et montant de la dette extérieure des pays africains, 1978-1982  
(en millions de dollars)

	1978	1979	1980	1981	1982
1. Dette active totale	57 454,4	69 640,6	78 083,1	83 331,6	87 834,2
dont : publique	29 846,6	36 060,3	42 553,3	46 549,9	51 024,7
privée	27 607,7	33 580,3	35 529,7	36 781,8	36 809,5
2. Versements	15 752,9	15 713,6	16 580,0	15 753,8	15 899,9
dont : publics	5 535,3	6 520,4	7 511,9	7 737,3	7 603,8
privés	10 216,6	8 193,2	9 068,1	8 216,6	8 296,1
3. Remboursement du principal	3 401,5	4 536,2	6 439,8	6 016,4	8 167,2
dont : public	775,7	947,7	1 219,6	1 564,4	1 927,7
privé	2 625,6	3 588,6	5 220,3	5 451,9	6 239,5
4. Flux nets	12 352,1	11 177,5	10 190,2	3 737,6	7 732,6
dont : publics	4 760,6	5 572,8	6 392,3	5 972,8	5 676,1
privés	7 590,9	5 604,7	3 797,9	2 764,7	2 056,3
5. Paiement au titre des intérêts	2 127,7	3 171,1	4 083,9	4 616,8	5 676,1
dont : publics	920,1	948,4	1 225,8	2 417,4	1 485,8
privés	1 207,6	2 222,8	3 059,1	2 199,4	3 600,8
6. Transferts nets	10 223,8	8 006,4	5 306,4	4 120,8	2 646,2
dont : publics	3 840,5	4 624,6	5 167,6	4 555,4	4 190,3
privés	6 383,4	3 381,9	738,3	-434,6	-1 543,6
7. Service total de la dette	5 529,1	7 707,0	10 723,6	11 633,0	13 253,7
dont : publique	1 695,1	1 895,8	2 444,4	2 981,7	3 413,5
privée	3 833,3	5 811,3	8 279,3	8 651,4	9 840,4

Source : Banque mondiale, World Debt Tables, 1983/84 édition.

alarmante aussi bien des échéances que des éléments de libéralité représente une charge supplémentaire pour l'économie fragile des pays africains.

Tableau 7 : Financement du compte courant des pays africains non producteurs de pétrole  
(en pourcentage)

	<u>1975</u>	<u>1977</u>	<u>1981</u>	<u>1983</u>
Facilités non génératrices de dette	67	34	33	33
Capitaux publics à long terme	30	25	35	24
Capitaux privés à long terme	21	23	7	-5
Autres sources de Financement	-18	13	25	30

---

Source : FMI, World Economic Outlook, 1983

44. Il ressort clairement du tableau 7 que la contribution des facilités non génératrices de dette à la balance des transactions courantes des pays africains non producteurs de pétrole a été réduite de moitié (ces facilités comportent notamment les transferts publics et les investissements directs). La contribution des autres sources de financement (notamment les facilités de crédit liées aux réserves telles que le crédit et les prêts à court terme du FMI) a augmenté. Les flux de capitaux publics à long terme n'ont accusé aucune tendance bien déterminée, alors que les capitaux privés à long terme ont considérablement diminué en raison de l'appréhension générale des institutions financières quant à la solvabilité des pays africains non producteurs de pétrole.

45. Quelques facteurs méritent une mention spéciale. Premièrement, les taux d'intérêt au titre de la dette sont passés de 3,9 p. 100 en 1970 à 13 p. 100 en 1982, augmentation due

essentiellement au fait que les taux pratiqués par le secteur privé sont passés de 5,2 p. 100 à 15 p. 100 au cours de la même période. Deuxièmement, les échéances moyennes sont tombées de 28 à 16 ans et la période de grâce moyenne de 7 à 4 ans. Troisièmement, l'élément de libéralité a chuté passant de 45 p. 100 à 8 p. 100.

Tableau 8 : Conditions dont étaient assortis les prêts  
cor. en 1970 et de 1977 à 1982  
(les chiffres indiqués présentent des moyennes)

		1977	1978	1979	1980	1981	1982
Intérêt							
(en pourcentages)	3,9	4,5	6,8	8,8	8,6	11,1	13,4
Créanciers publics	3,0	3,9	4,5	5,1	4,5	5,3	6,1
Créanciers privés	5,2	7,3	10,3	12,0	12,9	14,4	14,8
Echéance (en années)	27,6	21,2	18,7	17,6	19,1	16,8	15,2
Créanciers publics	30,0	38,1	37,6	22,4	24,8	22,3	22,0
Créanciers privés	10,0	9,1	8,6	8,7	8,8	8,3	7,8
Période de grâce							
(en années)	7,0	6,5	5,3	4,8	5,2	4,5	4,0
Créanciers publics	9,2	7,6	7,1	6,4	6,9	5,8	5,7
Créanciers privés	4,0	3,8	2,9	3,1	3,0	2,7	2,9
Elément de libéralité							
(en pourcentage)	47,0	38,2	22,4	16,5	20,1	9,6	8,1
Créanciers publics	58,4	53,6	47,1	35,3	40,2	37,6	35,0
Créanciers privés	18,0	12,2	0,7	-8,4	-13,5	-18,6	-20,2

Source : Banque mondiale, World Debt Tables (édition 1983-84; CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement, New York.

46. Comme il ressort du tableau 8, il y a eu un durcissement constant des conditions dont sont assortis des emprunts extérieurs contractés par les pays africains, ce qui s'est traduit par une réduction très grave des montants effectivement transférés aux pays débiteurs. Les dettes contractées n'ont cessé d'augmenter et le coût du service de la dette a suivi la même évolution. La baisse

constante du volume des transferts nets s'est traduite, en réalité, par des sorties qui ont atteint 300 millions de dollars en 1982. En outre, en raison de l'augmentation de l'encours total de la dette et, partant, du coût du service de la dette, les réserves internationales globales de l'Afrique en pourcentage des importations annuelles sont tombées de 14 p. 100 en 1974 à 8 p. 100 en 1982.

Tableau 9 : Dette extérieure et service de la dette , 1972-1982<sup>a/</sup>  
(en milliards de dollars)

	1972	1978	1979	1980	1981	1982
Encours de la dette (montants décaissés seulement)	12,2	57,2	69,2	77,3	81,8	86,2
Décaissements	2,5	15,7	15,9	16,7	16,7	15,0
Service de la dette	1,4	5,6	7,7	10,7	12,2	15,3
Amortissement	1,0	3,4	4,5	6,5	7,4	9,4
Palements au titre des intérêts	0,4	2,2	3,2	4,2	4,8	5,9
Transferts nets	1,1	10,1	8,2	6,0	4,5	-0,3
Encours de la dette/Exportations (en pourcentage)	85,0	116,8	104,7	90,3	105,9	121,2
Amortissement	6,9	6,9	6,8	7,6	9,6	13,2
Palements au titre des intérêts	2,7	4,5	4,9	4,9	6,3	8,3

Source : Extrait de R.J. Bhatia and Amor Tahaei, External Debt Management and Macroeconomic Variables; Problems of African Countries in the 1980s (IMF/DM/84/7, Table 2, p. 407).

a/ . Porte sur 42 pays seulement.

47. D'autres facteurs sont également entrés en jeu. S'il est vrai que la sécheresse qui sévit en Afrique a gravement perturbé l'équilibre offre-demande, notamment en matière alimentaire, il n'en demeure pas moins que la mise en oeuvre des programmes internes d'ajustement auraient pu être quelque peu facilités si la conjoncture externe avait été plus favorable. Ce problème a été

particulièrement aggravé par a) la persistance de l'inflation dans les pays développés et b) par les fluctuations des taux de change qui ont bouleversé les systèmes monétaires nationaux 35/.

48. La détérioration des termes de l'échange des pays en développement d'Afrique (diminution de 44 p. 100 par an, en moyenne) a également contribué à l'alourdissement de la dette africaine. Etant donné la récession qui sévit dans les pays développés, la demande des produits d'exportation africains a baissé, tandis que les mesures protectionnistes ont été renforcées. Entre 1981 et 1983, le volume des exportations africaines a baissé de 6,5 p. 100 et les recettes de 12 p. 100 36/.

49. Si les importations africaines ont diminué en valeur, cela n'est pas dû à une augmentation de la production intérieure mais plutôt aux politiques d'ajustement adoptées par les pays africains pour réduire le déficit de leur balance extérieure à un niveau plus acceptable. La compression des importations s'est traduite par une baisse des approvisionnements, contribuant ainsi aux pressions inflationnistes dans les pays en question. Elle a également compromis les efforts visant à augmenter la capacité de production dans la mesure où elle concerne généralement les biens d'équipement et tend à épargner les produits de consommation, ce qui n'a pas été de nature à améliorer le sort des populations africaines.

---

35/ Pour une étude générale de la question voir Moshin S. Khan and Malcolm D. Knight, «Determinants of Current account Deficit of the Non-oil Developing Countries in the 70s : an "Empirical Analysis"», IMF, Staff Papers, Vol. 30, No, 4, pp. 819-842.

36/ CNUCED, Manuel des statistiques du commerce international et du développement et CEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1982-1983, p. 107.

### iii) Problèmes de balance des paiements

50. Il ressort des sections précédentes que les problèmes de balance des paiements et l'endettement des pays africains sont essentiellement dus à l'évolution défavorable de la scène monétaire et financière africaine et internationale. Le tableau 10 porte sur la balance marchandise et la balance des paiements des pays africains au cours de la période 1970-1980. Un fait qui inquiète profondément les pays africains est que l'on constate que le déficit de la balance des paiements non seulement persiste mais continue à s'alourdir sans qu'une solution efficace ne semble s'offrir 37/.

Tableau 10 : Balance des paiements des pays africains  
(en millions de dollars)

	Balance marchandises		Balance des services facteurs et non facteurs		Transferts privés		Balance des paiements	
Année	Exportations	Importations	Solde	Recettes	Paiements	Nets		
1970	13 676	-11 281	2 394	2 540	-6 094	-278	-1 437	
1973	22 383	-19 008	3 377	3 972	-10 503	-141	-3 295	
1977	51 742	-48 961	2 781	9 471	-22 718	-481	-10 948	
1981	77 389	-81 548	-7 159	17 152	-34 201	-485	-24 693	

Source : CNUCED, Manuel des statistiques du commerce international et du développement, 1981

37/ Pour une analyse détaillée du problème, voir CEA, Problèmes de balance des paiements dans les pays africains en développement : un réexamen (août 1984)

51. La solution classique est celle offerte par le Fonds monétaire international et qui consiste à dévaluer la monnaie nationale et à réduire les dépenses publiques 38/. Certains milieux africains soutiennent toutefois, études empiriques menées de façon indépendante à l'appui, que la dévaluation ne se traduit pas toujours par une amélioration de la situation de la balance des paiements. Aussi convient-il de prendre cette analyse en considération lors de l'élaboration des politiques du Fonds monétaire africain. A titre d'exemple, on soutient que, dans le cas d'une économie essentiellement fondée sur l'exportation de produits primaires, la dévaluation ne se traduit pas par une augmentation du volume des exportations et des recettes à l'exportation. Tout au contraire, elle risque même d'aggraver la fuite de ressources et, partant, la situation de la balance des paiements 39/. Cette situation est d'autant plus compliquée que, comme mentionné plus haut, les monnaies africaines sont rattachées à l'une ou l'autre des principales monnaies internationales. En outre, la compression des dépenses publiques à un moment où les gouvernements espèrent pouvoir réorganiser les activités économiques de façon à promouvoir les exportations, peut poser de sérieux problèmes politiques.

---

38/ Voir également Paul Host-Madsen, Balance of Payments Its Meaning and Use (Fonds monétaire international, Washington D.C. 1967).

39/ Voir, par exemple, Richard N. Cooper, «Currency Devaluation in Developing Countries» in Gustav Ranis (Ed.), Government and Economic Development; New Haven Yale University Press, 1971, pp. 478 et seq. and Louka T. Katseli, «Devaluation : A Critical Appraisal of the IMF Policy Prescriptions» in American Economic Review, Vol. 79 No.2, mai 1973.

52. Entre 1960 et 1973, le taux de l'inflation (calculé sur la base de l'indice des prix à la consommation) dans les pays africains a été acceptable, la moyenne étant de 5 p. 100. Toutefois, en 1974, cet indice a atteint le chiffre record de 17 p. 100, du fait que les prix du pétrole avaient, l'année précédente, quadruplé que la stagflation avait commencé à sévir dans les pays de l'OCDE et en raison de la conjoncture économique défavorable. Tous ces facteurs ont eu sur le plan intérieur des effets néfastes sur l'équilibre offre-demande 40/. Au cours de la période 1980-1983, l'inflation a augmenté à un taux annuel de 20 p. 100 environ. Comme il ressort du tableau 11 ci-après, cette évolution de la structure des prix suit les variations des moyennes simples et pondérées et de la valeur médiane enregistrées au cours de la période 1980-1983.

Tableau 11 : Evolution de l'ensemble des indices des prix à la consommation dans les pays en développement d'Afrique, 1980-1983  
(variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>	<u>1983</u>
Moyenne pondérée <u>a/</u>	15,5	18,9	13,6	12,3
Moyenne simple	17,8	22,4	18,9	20,6
Valeur médiane <u>b/</u>	12,4	14,6	13,1	9,6

Notes : a/ Moyenne des taux nationaux pondérée par le PIB exprimé aux prix courants du marché.

b/ La médiane et la valeur représentée par le pays «médian», c'est-à-dire que la moitié de tous les pays ont des rapports plus élevés et l'autre moitié des rapports moins élevés.

Source : CEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1981-1982 Tableau V.C.1, p. 117 et 1982-1983, tableau V.C.1, p. 102, et FMI, International Financial Statistics, (août 1984).

40/ Voir CEA, Etudes des conditions économiques et sociales en Afrique, 1980 et FMI, Supplement to Price Statistics (Washington D.C. 1981 et 1982)

53. Les prix en Afrique ont été affectés par des facteurs tant endogènes qu'exogènes. Sur le plan extérieur, les prix des importations africaines ont augmenté du fait de l'inflation qui sévit dans les pays développés, ce qui s'est traduit par une réduction du volume des importations, aggravant ainsi le déséquilibre offre-demande dans les pays africains. Sur le plan interne les conditions climatiques défavorables et la médiocrité du comportement de l'économie en général se sont traduites par une baisse de la production et de la productivité. La sécheresse, grave et persistante, a bouleversé l'économie de 24 pays africains au point de les rendre tributaires de l'aide alimentaire 41/.

54. Les prix élevés des importations de biens d'équipement, de produits semi-finis et de matière premières nécessaires à l'industrie manufacturière (notamment le pétrole) ont lourdement grevé le budget de la plupart des pays africains au début des années 70. Au début des années 80, la situation s'est rapidement détériorée, le déficit en pourcentage du PIB accusé par le pays médian est passé de 5 p. 100 en 1980 à 8 p. 100 en 1981. Malgré les efforts déployés par les gouvernements africains pour réduire leur déficit à un niveau qu'ils jugent raisonnable, la situation s'est détériorée davantage en 1982, comme en témoigne le fait que le rapport déficit/PIB a atteint 11 p.100. Les gouvernements sont parvenus à augmenter le rapport moyen recettes courantes/PIB de 24 p. 100 en 1980 à 27 p. 100 en 1981 et 1982, chiffre qui est tombé à 26 p. 100 en 1983. Cette augmentation était essentiellement due à l'adoption d'une nouvelle politique fiscale qui comportait le recours aux impôts indirects et la rationalisation de

---

41/ Pour une étude plus détaillée, voir Mémoire spécial de la Conférence des ministres de la CEA sur la crise économique et sociale en Afrique (E/ECA/CM.10/37/Rev.2), p. 7-12 et Annexe II, p. 69.

l'administration fiscale et des activités de recouvrement des impôts. Les impôts sur le commerce extérieur en pourcentage du PIB sont tombés, en moyenne, de 35 p. 100 en 1980 à 34 p. 100 en 1981 et à 30 p. 100 en 1982. Cette baisse était essentiellement due aux politiques déflationnistes adoptées par de nombreux gouvernements africains dans le but de réduire les importations. Les impôts sur le commerce extérieur en pourcentage du PIB du pays médian sont passés à 35 p. 100 en 1983 42/.

55. En cas de déficit, les gouvernements africains ont généralement recours aux banques centrales pour combler l'écart dépenses-recettes. A cet égard, on estime que le déficit des pays africains a été financé, pour pas moins de 80 p. 100, par des crédits obtenus auprès des banques centrales 43/. Ce phénomène s'est traduit par un élargissement de la base monétaire et, partant, un gonflement de la masse monétaire : immédiatement après le premier choc pétrolier, les disponibilités monétaires globales en Afrique sont passées d'un taux d'accroissement de 12 p. 100 en 1972 à 23 p. 100 en 1974 44/.

56 Il convient de souligner que la technique de l'impasse budgétaire grâce à l'augmentation de la masse monétaire n'a pas été utilisée de la même façon dans les pays exportateurs de pétrole et les pays non exportateurs de pétrole africains, comme en témoigne le fait que les taux d'accroissement annuels ont été respectivement

---

42/ CEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1982-1983 (E/ECA/CM.10/4) tableaux V.A.1 et V.A.2, p. 95-96.

43/ Chiffre calculé sur la base des données fournies par les pays au FMI, in Government Finance Yearbook, (Washington D.C.1983).

44/ Voir FMI, Statistiques financières internationales (mai (mai 1978)).

de 37 et de 25 p. 100. Dans le cas des pays exportateurs de pétrole, cette augmentation était notamment due à l'accroissement considérable des avoirs extérieurs nets, tandis que les pays non exportateurs de pétrole cherchaient surtout à financer le déficit de leurs opérations courantes.

D. Intégration monétaire et financière de l'Afrique

57. Au cours des quelque 20 dernières années, d'importants progrès ont été réalisés en matière de création d'institutions monétaires, financières et de développement en vue de s'attaquer aux problèmes socio-économiques de l'Afrique. A cet égard, il a été créé des institutions régionales de financement du développement telles que notamment la Banque africaine de développement/Fonds africain de développement, ainsi que des institutions sous-régionales telles que la Banque de développement de l'Afrique de l'Est, la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement, le Fonds de la CNUCED et la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA). Pour répondre aux nouveaux besoins financiers, des institutions semi-publiques telles que les banques de développement industriel, les sociétés de financement industriel et les sociétés de financement agricole ont également vu le jour. Il convient également de mentionner certaines institutions importantes telles que le Centre africain d'études monétaires, l'Association des banques centrales africaines, ainsi que les arrangements sous-régionaux de paiement et de compensation tels que la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, la Chambre de compensation de l'Afrique du Centre et la Chambre de compensation de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique australe.

58. Malgré cette évolution positive, les pays africains demeurent en matière monétaire et financière, lourdement tributaires d'institutions étrangères. Les systèmes bancaires et de crédit africains se sont développés pendant l'époque coloniale et les institutions monétaires et financières n'ont pas tellement changé après l'indépendance <sup>45/</sup>. Dans les anciennes colonies britanniques, l'émission de monnaie était assurée par des Currency Boards qui permettaient à la Grande Bretagne d'exercer un droit de regard sur les politiques monétaires et financières de leurs possessions. Les arrangements régissant la zone franc ont des buts et objectifs analogues. Les politiques de prêts et de crédit étaient au service d'intérêts étrangers et ne visaient pas la croissance interne. Il est vrai que ces institutions ont été restructurés après l'indépendance et ont joué le rôle qui leur revenait en matière de mobilisation de fonds pour le développement; cela étant, il n'en demeure pas moins qu'elles ne sont pas parvenues à doter l'Afrique d'un système monétaire commun et à réaliser l'intégration monétaire et financière du continent. En outre, elles ne sont pas parvenues à définir une plate-forme commune qui permette aux pays africains de faire face à l'ensemble des problèmes monétaires et financiers qui ont commencé à revêtir des dimensions critiques vers le milieu des années 70.

59. L'incidence qu'elle aurait sur le développement socio-économique de l'Afrique grâce à l'intégration monétaire et financière du continent suffit à justifier la création d'un fonds monétaire africain. A cet égard, il convient de souligner que la création du Fonds monétaire africain constituerait une étape historique sur la voie de la réalisation de l'auto-suffisance collective. Parmi les avantages qu'une telle institution peut offrir et que les pays ou

---

<sup>45/</sup> Voir également Tamas Szentes, The Political Economy of Underdevelopment, (Akadémico Kiado (Hungarian Academy of Sciences) 1973), Budapest, p. 177 et seq.

les sous-régions ne sont pas à même de réaliser figurent notamment a) la mise en place d'un système autonome africain pour résoudre les problèmes des pays africains en la matière compte tenu des réalités africaines, b) la possibilité de créer une unité de compte commune, notamment aux fins de transactions intra-africaines, c) la création de nouvelles sources de crédit et de financement, d) la possibilité d'adopter une politique monétaire commune et des programmes d'ajustement introvertis, la possibilité d'assurer le contrôle de change, f) l'adoption de programmes d'appui technique et g) la possibilité de créer des emplois.

#### E. Résumé

60. Devant une conjoncture économique internationale en mutation constante, les pays en développement d'Afrique éprouvent des difficultés à définir clairement une position ou une politique commune qui leur permette de s'attaquer à leurs problèmes monétaires et financiers. S'il est vrai qu'au cours des quelque 20 dernières années, il a été créé des institutions nationales, sous-régionales et régionales de financement du développement, il n'en demeure pas moins que l'Afrique ne s'est pas encore dotée d'un système monétaire homogène. Bien des pays africains éprouvent d'énormes difficultés à définir des politiques d'ajustement interne bien conçues qui leur permettent de résoudre leurs problèmes tels que notamment a) l'alourdissement du déficit de leur balance des paiements dû principalement à la chute de leurs recettes d'exportations et à l'épuisement des réserves qui en a résulté, b) la persistance des taux d'intérêt élevés pratiqué, par les pays industrialisés et les amples fluctuations des taux de change, c) le durcissement des conditions régissant l'octroi d'emprunts extérieurs qui s'est traduit par un alourdissement de la dette extérieure et, d) le peu d'intérêt manifesté par les institutions monétaires et financières internationales à l'égard des problèmes et besoins desdits pays.

61. Les institutions monétaires et financières nationales et sous-régionales ont peut-être jeté les bases de l'intégration monétaire et financière du continent, mais elles ne peuvent pas, à elles seules, élaborer et mettre en oeuvre une politique africaine autonome en matière monétaire et financière. En effet, ces institutions ont eu des difficultés à s'assurer la confiance des créanciers étrangers quant à la capacité de l'Afrique de gérer rationnellement son système monétaire. A l'heure actuelle, le développement économique de l'Afrique est très nettement influencé par des facteurs exogènes, influence d'autant plus marquée que les politiques adoptées aujourd'hui par les gouvernements africains sont toujours les mêmes que celles imposées à ces pays par les puissances coloniales. Les politiques économiques actuellement adoptées et prônées par les pays développés ne sont pas forcément les plus indiquées pour l'Afrique. En effet, pour les économies des pays développés, il s'agit de parvenir à une certaine stabilité, tandis que les pays africains sont appelés à jeter les bases matérielles du développement afin de relever le niveau de vie des Africains, dans leur ensemble. En d'autres termes, les politiques monétaires conçues par et pour les pays développés à économie de marché risquent bien d'aller à l'encontre du but recherché et de coûter cher aux sociétés en développement. Même si les buts recherchés sont similaires, il convient de préciser que les gouvernements africains ne sont pas pour l'instant à même d'exercer de contrôle étendu sur l'état général de leur économie et d'assurer sa stabilité. La croissance et la stabilité économiques sont en effet régies par des facteurs qui échappent à toute politique que ces pays pourraient adopter. Ce n'est qu'en conjuguant leurs efforts et en exploitant en commun les ressources dont ils disposent que les pays africains pourraient parvenir à tracer leur propre voie vers la réalisation des objectifs qu'ils se sont fixés.

62. Le Plan d'action de Lagos reconnaît clairement que la création d'un fonds monétaire africain ne constitue pas de panacée aux maux dont souffrent l'Afrique en matière monétaire et financière. Cela étant, les pays africains conviennent que pour faire face au déficit de leurs opérations courantes, la création d'une telle institution contribuerait à atténuer la gravité de ces problèmes. Ces pays adhèrent également sans réserve à l'idée de promouvoir la libre convertibilité des monnaies africaines, l'objectif ultime étant la création d'une monnaie africaine commune. Ces objectifs et autres (voir chapitre suivant) jettent les bases d'un système monétaire et financier autonome capable de mettre ses membres à l'abri des effets négatifs de l'évolution de la scène monétaire et financière internationale.

## CHAPITRE II

### OBJECTIFS ET MANDAT DU FONDS MONÉTAIRE AFRICAIN

#### A. Définition des objectifs

63. Dans le chapitre précédent, on a examiné le contexte, les principes de base et la justification de la création d'un fonds monétaire africain (FMA). Le présent chapitre situe les objectifs et le mandat du Fonds dans le cadre des questions définies. Il est indispensable à cette fin d'établir une distinction nette entre objectifs et mandat : par «objectifs», on entend la raison d'être c'est-à-dire les considérations de principe qui sont à la base de la création de cette organisation, tandis que le «mandat» désigne les activités et les méthodes qui permettront de réaliser les objectifs.

64. Nous n'ignorons pas que la définition des objectifs et du mandat d'un fonds monétaire africain est une tâche aussi ardue que complexe. Il importe en effet d'équilibrer comme il convient les objectifs, les politiques et les opérations de cette nouvelle institution en les coordonnant avec ceux des institutions existantes africaines et autres, comme la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et le FMI, surtout dans les domaines présentant un intérêt commun. Pour définir les fonctions et objectifs fondamentaux du Fonds monétaire africain, il est indispensable d'assurer l'indépendance du Fonds, tout en tirant parti, bien entendu, de la vaste expérience d'institutions financières internationales et régionales analogues telles que le Fonds monétaire international, le Fonds de réserve andin et le Fonds monétaire arabe. Les objectifs et fonctions du Fonds monétaire africain devant être énoncés en détail dans ses statuts, seuls les objectifs généraux sont examinés ici.

65. Les objectifs proposés ci-après s'apparentent à ceux d'autres institutions internationales et régionales, mais doivent être fondés sur la situation particulière de l'Afrique. Si l'on veut que

le FMA contribue réellement à la solution des problèmes africains, ses fonctions doivent être orientées en conséquence. D'une manière générale, les objectifs fondamentaux du Fonds monétaire africain devraient être d'établir le cadre et de définir les règles régissant la gestion et la conduite des affaires monétaires afin de permettre la coordination des politiques monétaires et financières 46/.

66. Les banques centrales ont généralement pour mission de réglementer les liquidités et les flux monétaires et financiers au niveau national et elles sont notamment chargées de a) jouer le rôle de prêteurs auxquels on fait appel en dernier ressort; b) mener des opérations d'open-market; et c) jouer le rôle de

---

46/. A titre de comparaison, les objectifs du Fonds monétaire arabe sont les suivants : a) promouvoir la stabilité des taux de change entre les monnaies des pays arabes en assurant la libre convertibilité et en s'efforçant de lever les restrictions imposées aux paiements courants entre les Etats membres; b) mettre sur pied des politiques et modes de coopération monétaire entre pays arabes propres à atteindre le rythme le plus soutenu possible de coopération économique et à accélérer le développement de l'économie des Etats membres; c) promouvoir le développement des marchés financiers arabes (dinar) et ouvrir la voie à la création d'une monnaie arabe unifiée; e) régler les paiements courants entre Etats membres afin de promouvoir les échanges entre eux; f) coordonner la position des Etats membres face aux problèmes monétaires et économiques internationaux afin de favoriser leurs intérêts communs, tout en contribuant au règlement des problèmes monétaires internationaux.

banquier de l'Etat 47/. Les banques centrales gèrent en outre les réserves extérieures et intérieures du pays. Ces fonctions concernent certes les opérations du Fonds monétaire africain mais, compte tenu du niveau actuel de développement de l'Afrique sur les plans monétaire et financier, il n'est pas certain qu'une telle institution puisse les assumer. Du moins dans un premier temps, il n'est pas jugé opportun que le Fonds soit chargé de ces fonctions.

OBJECTIF No. 1 : Contribuer au développement économique et au progrès social des Etats membres en élaborant un système monétaire africain qui inspire confiance aux membres en promouvant la coopération monétaire et financière au niveau régional et joue le rôle d'un mécanisme consultatif qui favorise une croissance économique plus équilibrée des Etats membres.

---

47/ Fritz Machlup apporte une contribution intéressante à l'examen de cette question dans son étude intitulée «Adjustment Compensatory Correction and Financing of Imbalances in International Payments dans Trade, Growth and the Balance of Payments» (Rand Mcall Company, Chicago, 1965) p. 185 à 217. Voir aussi H. Aufritch, Central Banking Legislation (FMI, 1961) et Rolling G. Thomas, Our Modern Banking and Monetary System (Prentice, Englewood Cliffs, New Jersey, 1961).

67. Cet objectif traduit la nécessité d'instaurer la confiance dans un système monétaire africain au moyen d'un mécanisme régional permettant de définir une politique monétaire et financière homogène. Ce rôle fondamental était également dévolu aux institutions créées en application des accords de Bretton Woods 48/. Cet objectif doit être considéré sous l'angle du principal avantage que présente le FMA pour les pays africains : constituer un organe régional efficace et autonome de consultation pour les questions monétaires tant régionales qu'internationales 49/. Grâce à un

---

48/ Voir J.M. Fleming, The International Monetary Fund : Its Form and Function, IMF Staff Paper, 1965.

49/ Les statuts du Fonds monétaire international définissent six objectifs, dont les deux premiers (promotion de la coopération monétaire internationale et expansion des échanges internationaux) constituent plutôt des directives générales. En réalité, le rôle du FMI est essentiellement de tenter de rétablir le plus rapidement possible l'équilibre de la balance des paiements (objectif No. 6). A cet égard, le FMI s'efforce de a) donner confiance aux Etats membres en mettant provisoirement ses ressources à leur disposition sous-réserve des garanties nécessaires leur permettant d'éliminer les déséquilibres sans devoir prendre des mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale (objectif No. 5); et b) stabiliser le change, promouvoir les mécanismes de change et éviter la dépréciation des monnaies résultant de la concurrence (objectif No. 3). L'objectif No. 4 vise également la coopération dans la mise sur pied d'un régime de paiements multilatéral appliqué aux opérations courantes et l'élimination des restrictions de change qui entravent l'expansion des échanges internationaux.

code de conduite dont le FMA garantirait le respect, les pays africains pourraient non seulement agir collectivement sur les problèmes financiers régionaux et internationaux, mais aussi atténuer les effets de problèmes économiques internationaux tels que la baisse des recettes d'exportation, l'alourdissement de la dette extérieure ou la hausse des taux d'intérêt et assurer la régulation du flux de ressources à destination ou en provenance de l'Afrique 50/. Ils seraient ainsi en meilleure position pour infléchir le système monétaire international 51/.

68. Etant, contrairement au Fonds monétaire international, une institution régionale, le Fonds monétaire africain poursuivrait à cet égard, un objectif plus limité. Cet objectif diffère également de ceux des institutions sous-régionales, régionales et internationales existantes en ce sens qu'il découle d'une conception fondamentalement différente des besoins des pays africains en matière de financement du développement. A cet égard, il est conforme aux buts généraux définis dans le Plan d'action de Lagos. Ainsi par exemple, la différence entre cet objectif et ceux du système monétaire européen tient au fait que l'objectif principal du système européen est de créer progressivement une union monétaire, voire une monnaie fondée sur l'unité monétaire

---

50/ Voir CEA, Mémoire de Libreville sur le commerce et le développement (l'Afrique et la CNUCED VI) (E/ECA/OAU/TRADE/1).

51/ Voir Problèmes financiers et monétaires internationaux (document directif, CNUCED, 70/27), 26 janvier 1983.

européenne qui remplacerait les monnaies nationales, tandis que le Fonds monétaire africain a pour but d'agir sur une gamme plus large de politiques monétaires, financières et institutionnelles.

OBJECTIF No 2 : Fournir, au titre de la balance des paiements, un appui aux Etats membres dont la balance des opérations courantes est déficitaire, afin qu'ils puissent maintenir leur croissance économique au moyen d'ajustements appropriés tenant compte des besoins fondamentaux des Etats membres en matière de développement.

69. L'un des principaux objectifs du Fonds serait de fournir un appui au titre de la balance des paiements, compte tenu notamment de la persistance des problèmes économiques de l'Afrique et des difficultés liées aux paiements relatifs aux échanges intra-africains et aux opérations connexes 52/. La plupart des

---

52/ Ce problème est universellement reconnu. L'un des objectifs du FMI est de donner confiance à ses membres en mettant ses ressources à leur disposition moyennant des garanties appropriées, leur permettant ainsi d'équilibrer leur balance des paiements sans recourir pour autant à des mesures qui pourraient nuire à l'économie nationale et internationale. Voir Poul Host Madsen, Balance of Payments : Its Meaning and Uses, (FMI) Washington D.C., 1967).

pays en développement ont besoin d'un appui accru au titre de la balance des paiements. Or, en Afrique, le problème du déficit de la balance des paiements est devenu critique 53/. Cet objectif répond à la nécessité, ressentie depuis longtemps, de doter les pays africains d'un moyen efficace de redresser le déficit conjoncturel en compte courant. Le mécanisme international d'appui au titre de la balance des paiements auquel ils ont actuellement accès ne leur inspire guère confiance et demeure fort controversé 54/.

70. Le déficit de la balance des paiements et ses incidences sur l'économie des pays africains est de plus en plus préoccupante et les solutions préconisées jusqu'à présent ne s'attaquent pas à la véritable racine du mal. Dans certains cas, les solutions ont même créé des problèmes nouveaux 55/. Le Fonds monétaire africain permettrait de réexaminer ces problèmes et d'arrêter en matière d'appui au titre de la balance des paiements une approche radicale des problèmes auxquels se heurtent les pays africains. Grâce à des mécanismes spéciaux tels qu'un dispositif régional de paiements et de compensation et autres mécanismes de financement compensatoire et supplémentaire, le Fonds pourrait aider davantage les pays à juguler la crise. On pourrait créer des fonds fiduciaires

---

53/ Cet objectif est universellement reconnu. Par exemple, les statuts du Fonds de réserve andin prévoient, entre autres objectifs, un appui au titre de la balance des paiements des Etats membres en accordant des crédits ou en garantissant des prêts octroyés par des tiers. Le Fonds monétaire arabe a également pour objectif de corriger le déséquilibre de la balance des paiements des Etats membres.

54/ La question de la balance des paiements des pays africains a été examinée en détail pour la première fois en 1966 dans un document présenté à la Conférence des gouverneurs africains des banques centrale. Voir CEA, Les problèmes de balance des paiements dans les pays africains (E/CN/14/AMA/10). Dans une récente étude, la CEA a examiné la question plus en détail. Problèmes de balance des paiements dans les pays africains en développement : un réexamen (août 1984).

55/ Voir le point de vue exprimé par Syed Haider Naqvi, «Balance of Payments Problems in Developing Countries», dans The Pakistan Development Review, VI. XII, no 3, quatrième trimestre de 1973.

spéciaux destinés expressément à fournir un appui de la balance des paiements. L'ensemble de ces mécanismes pourrait améliorer sensiblement la position de la balance des paiements des membres du FMA.

71. L'importance de cet objectif réside également dans la conception et l'exécution de programmes de restructuration et de stabilisation venant compléter les fonctions du FMI. En Afrique, l'expérience montre qu'à combler le déficit de la balance des paiements sans assortir ce financement d'une restructuration on ne tarde pas à alourdir considérablement la dette extérieure et à porter atteinte à la solvabilité, au point que tôt ou tard les pays sont contraints de prendre des mesures d'ajustement radicales mais inefficaces et qui ont des effets secondaires négatifs 56/. L'une des fonctions principales du Fonds monétaire africain serait de fournir des crédits à court et à moyen terme pour couvrir le déficit de la balance des paiements pendant la période d'ajustement et d'aider les pays africains à financer leurs ajustements internes. Le Fonds devrait également pouvoir offrir ses propres crédits à cette fin aux moyens de divers mécanismes de crédit 57/.

72. Le Fonds monétaire africain devrait donc pouvoir garantir des prêts aux Etats membres par l'intermédiaire de leurs banques centrales ou des organismes financiers nationaux au titre de programmes spécifiques touchant la balance des paiements et autres programmes de restructuration. Ces garanties devraient être étendues

---

56/ Voir à ce sujet John F. Williamson, «The Lending Policies of the International Monetary Fund», dans Policy Analysis in International Economics (Institute for International Economics), août 1982, no. 1.

57/ Les divers mécanismes de crédit du Fonds monétaire africain sont exposées en détail au chapitre IV.

aux prêts consentis par les banques commerciales, qui recyclent la plus grande partie des excédents pétroliers.

73. Les milieux dirigeants africains se sont toujours préoccupés de ce que les prêts internationaux octroyés par les banques commerciales privées bénéficient un nombre relativement réduit de pays en développement, tandis que les pays africains sont dans l'impossibilité d'emprunter à cause de leur faible surface 58/. Les études effectuées récemment par la CEA montrent que les pays africains qui ont pu obtenir des crédits ont dû accepter des conditions telles qu'elles ont aggravé considérablement leurs difficultés financières 59/. On ne saurait trop insister sur le fait que le Fonds monétaire international, s'il bénéficie de l'appui politique et financier des pays africains sera dans une position bien meilleure pour attirer des ressources provenant des marchés étrangers des capitaux et des prêts bilatéraux.

OBJECTIF No. 3 : Promouvoir la stabilité des monnaies grâce à des politiques efficaces de stabilisation, comportant notamment des systèmes de taux de change, aux niveaux national, sous-régional et régional.

---

58/ Voir J. Eabin et M. Gersovitz, «LDC Participation in International Financial Markets», Journal of Development Economics, mars 1980. Voir également Kapur, «An Analysis of the Supply of Eurocurrency Finance to Developing Countries». Bulletin of Economics and Statistics, août 1977.

59/ Voir CEA, La dette extérieure des pays africains, (E/ECA/OAU/TRADE/10 et Add.1).

74. La nécessité de créer une institution régionale autonome (voir l'objectif no. 1) s'applique également aux domaines de la stabilité monétaire et du contrôle des taux de change 60/. Après avoir accédé à l'indépendance politique, bien des pays n'ont pas tardé à se rendre compte que la stabilité économique de l'Afrique passait par la stabilité monétaire. Or, deux des grands problèmes auxquels se heurtent les pays en développement d'Afrique dans leurs relations économiques internationales sont précisément l'instabilité monétaire et les fluctuations des taux de change 61/.

75. L'instabilité des monnaies est aggravée dans les pays en développement d'Afrique par l'influence de facteurs exogènes sur les institutions monétaires et financières africaines. Il est bien connu que les activités des banques transnationales ne favorisent pas toujours la stabilité des taux de change en Afrique 62/. La plupart des pays ont eu du mal à opter pour un régime de taux de change fixes ou de taux de change souples ou pour une combinaison des deux 63/. Les fluctuations des taux de change ont de graves

---

60/ Le système monétaire européen a été mis sur pied pour faire de l'Europe une zone de stabilité monétaire par l'application de certaines mesures portant sur les taux de change, le crédit et le transfert de ressources, fondées sur une nouvelle politique de coordination visant à promouvoir l'harmonisation des politiques économiques. Le principal souci était d'éviter que l'instabilité monétaire compromette le développement économique des Etats membres.

61/ Ce problème a été ressenti par les pays développés lors de la création du système monétaire européen. Voir par exemple, FMI, The European Monetary System, Washington, D.C., 1983.

62/ On trouvera une analyse complète du rôle des banques transnationales en Afrique dans CEA, The Role of Transnational Banks and Financial Institutions in Africa's Development Process (E/ECA/UNCTC/43) (en préparation).

63/ Voir C.H. Helleiner, The Impact of the Exchange Rate System on the Developing Countries (UNDP/UNCTAD/INT/75/015).

répercussions sur de nombreux aspects du développement de l'économie des pays africains, tels que la balance commerciale, les prix, les systèmes de fixation des prix, les recettes fiscales, les mouvements de capitaux internationaux, la dette extérieure et les réserves en devises 64/. Cet objectif porte sur ces aspects et sur les conditions de la stabilité monétaire dans les pays africains.

76. Enfin, le FMA devra également aborder la question de la surévaluation des monnaies, source de distorsions qui empêchent la bonne répartition des ressources, entraînant de ce fait l'instabilité. A long terme, la surévaluation des monnaies entrave les efforts nationaux tendant à accélérer la croissance, à assurer l'emploi et la stabilité des prix et à améliorer la position de la balance des paiements. Toute gestion rationnelle de l'économie passe obligatoirement par la solution de ce problème. La plupart des pays africains tentent actuellement de corriger l'inadéquation des taux de change en recourant selon les cas, à des moyens tels que le passage du lien entre leur monnaie nationale et une monnaie donnée à l'adoption de pratiques de taux de change multiples, les emprunts à l'étranger (ce qui alourdit le fardeau du service de la dette) ou l'accumulation d'arriérés et le renforcement des restrictions aux échanges et aux paiements 65/.

77. Si des mesures ponctuelles ont permis de réduire provisoirement les fluctuations monétaires, elles ont entravé le développement des échanges intra-africains. A cet égard, le Fonds monétaire africain est appelé à mettre de l'ordre, grâce notamment à l'adoption de politiques monétaires et financières plus appropriées.

---

64/ Voir CEA, Les incidences des fluctuations des taux de change des principales monnaies d'intervention sur les économies africaines (E/ECA/OUA/TRADE/9).

65/ Rudiger, Dornbusch et Stanley Fischer, «Exchange Rates and the Current Account» dans American Economic Review, Vol. 70, décembre 1980.

Les pays africains doivent éliminer la multiplicité des monnaies, les divergences au niveau de leurs politiques monétaires et financières et les dispositions régissant les taux de change pour adopter une monnaie commune et harmoniser leurs politiques monétaires et financières. A cette fin le Fonds établirait la liaison, indispensable à la stabilité monétaire, entre l'Afrique et le reste du monde et contribuerait à arrêter une position commune en matière monétaire et financière.

OBJECTIF No 4 : Promouvoir la libéralisation des réglementations des changes en vue d'éliminer les restrictions aux paiements entre pays africains, en favorisant la libre convertibilité des monnaies nationales et en fixant les parités, et faciliter l'harmonisation des dispositions en vigueur en matière de compensation ou de paiements afin d'encourager la coopération et les échanges intra-africains.

78. L'obstacle majeur auquel se heurtent actuellement les échanges intra-africains tient à ce que les pays africains éprouvent des difficultés à commercer entre eux à cause du manque de devises fortes 66/. On s'est efforcé de résoudre ces problèmes en créant des institutions sous-régionales telles que la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, la Chambre de compensation de l'Afrique centrale et la Chambre de compensation de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Les obstacles à l'expansion des échanges,

---

66/ En réalisant cet objectif, on espère faire du FMA le moteur du développement des échanges intra-africains grâce à la coopération monétaire et financière. En outre, cette mesure devrait alléger la lourde charge que constitue l'endettement de la plupart des pays en développement d'Afrique.

intra-africains sont aggravés par l'absence d'une autorité monétaire régionale chargée de ces questions dans le cadre de l'intégration régionale et de l'autosuffisance collective 67/. Le Fonds monétaire africain serait l'institution la mieux placée à cet égard.

79. Cet objectif n'empêchera pas le maintien par les différents pays africains de leur propre monnaie et de leurs dispositions en matière de change, mais la convertibilité de leur monnaie serait garantie aux fins des opérations sous-régionales et régionales. Les monnaies nationales seraient utilisées librement dans la mesure où le contrôle des changes serait levé dans le cas des opérations sous-régionales. En adoptant ces dispositions, on améliorerait et les possibilités d'expansion des échanges intra-sous-régionaux et intra-africains et les possibilités notamment de financement des investissements à moyen et à long terme, tout en réduisant les besoins en devises. Ce serait un premier pas vers l'adoption progressive d'accords de libre convertibilité après la levée des restrictions en matière de change frappant les transactions intra-régionales 68/. En ce qui concerne la levée des restrictions en matière de paiements intra-sous-régionaux, le Fonds monétaire africain jouerait le rôle d'une commission monétaire en suivant et en coordonnant les politiques monétaires au niveau régional.

---

67/ Voir Ronald I. McKinnon, «The Exchange Rate and Macroeconomic Policy : Changing Postwar Perceptions», dans Journal of Economic Literature, Vol. 19, juin 1981.

68/ Voir CNUCED, Incidence de la situation monétaire internationale actuelle sur le commerce mondial et sur le développement (TD/140/Rev.1).

80. Il convient d'ajouter que le Fonds monétaire africain veillerait à éliminer progressivement les restrictions aux paiements entre pays de la région et faciliterait l'harmonisation des dispositions sous-régionales en matière de compensation et de paiements pour parvenir à un arrangement régional en la matière. Ces fonctions doivent donc être définies de façon à couvrir l'élimination des restrictions aux paiements intra-africains à faciliter la création d'une unité de compte africaine et à harmoniser les dispositions sous-régionales en matière de compensation et de paiement.

OBJECTIF No 5 : Aider les Etats membres à mettre sur pied des programmes à long terme de restructuration et de stabilisation économiques visant à résoudre la crise socio-économique que provoquent à long terme en Afrique les problèmes de balance des paiements, à mobiliser des capitaux et à rationaliser l'allocation des ressources au développement.

81. Pour répondre aux attentes de l'Afrique, le Fonds monétaire africain doit avoir pour mandat l'élaboration de programmes de restructuration de l'économie axés sur le développement <sup>69/</sup>. Le FMA serait

---

<sup>69/</sup> En fait, la restructuration de l'économie relève des services nationaux de planification et des banques centrales, ainsi que des ministères compétents. Toutefois, les problèmes que cela entraîne dépassent souvent les services nationaux. Par exemple, l'activité économique intérieure, se heurte souvent à des changements imprévisibles des cours mondiaux des produits d'importation et d'exportation, comme on l'a vu récemment. La solution réside dans la restructuration de l'économie, mais cela exige souvent un appui financier sans commune mesure avec les ressources dont disposent les responsables de l'économie nationale.

véritablement une nouvelle source de financement du développement et viendrait compléter les programmes actuels d'organisations internationales telles que le Groupe de la Banque mondiale, le FMI et le Groupe de la Banque africaine de développement. En cette qualité, le FMA ouvrirait des guichets spéciaux pour répondre à divers besoins relatifs à la restructuration de l'économie nationale et régionale, tels qu'un système africain de financement compensatoire et de nouveaux mécanismes de financement supplémentaire 70/. Le FMA constituerait également la banque de réserve régionale officielle de toutes les banques centrales africaines, en étant dépositaire de leurs réserves de devises et d'or et en offrant des mécanismes de réescompte. En outre, grâce à ses emprunts extérieurs, le FMA serait en mesure d'obtenir des apports supplémentaires à investir en Afrique, ce qui renforcerait la capacité des pays africains de financer des programmes à long terme au titre de leur balance des paiements.

82. L'expérience prouve que le succès de toute politique monétaire d'ajustement structurel dépend du niveau de monétarisation de l'économie et de l'existence de marchés financiers et monétaires extrêmement développés 71/. Les mesures que peuvent prendre les banques centrales, telles que la modification des réserves requises, des taux d'intérêt ou des opérations d'open-market, influent sur la masse monétaire et les autres conditions du crédit. Toutefois, comme on l'a indiqué au chapitre premier,

---

70/. Les prêts à l'ajustement structurel octroyés par la Banque mondiale et les programmes d'ajustement structurel financés par le FMI répondent à certains de ces besoins. Toutefois, l'ampleur des problèmes est telle que la prise de mesures supplémentaires par le FMA serait tout à fait justifiée. En outre, la durée des programmes du FMI est trop courte pour permettre aux pays africains de rétablir l'équilibre structurel.

71/ On trouvera une description détaillée des programmes d'ajustement structurel du FMI dans J. de Larosière, Adjustment Programmes Supported by the Fund : Their Logic, Objectives, and Results in the Light of Recent Experience, (FMI, Washington, D.C.)

l'Afrique en développement n'a pas les moyens de mener une politique monétaire aussi dynamique. Par exemple, il existe un vaste secteur de subsistance sur lequel les taux d'intérêt n'ont guère d'influence. C'est pourquoi, dans l'Afrique en développement, toute politique monétaire d'ajustement structurel se heurte à de sérieux obstacles.

83. Cet objectif concernera les aspects critiques de la crise du développement de l'Afrique. Il convient de souligner qu'en Afrique, la pauvreté n'est pas tant le fait du manque de ressources naturelles que de l'incapacité de les exploiter. En outre, les politiques des pays développés compromettent sérieusement les possibilités pour l'Afrique d'élaborer une politique monétaire indépendante 72/. La volonté des pays africains d'arracher leurs populations à la pauvreté et de relever leurs conditions de vie s'est heurtée à toute une série de facteurs exogènes, dont le plus déterminant est depuis quelques décennies la récession des pays développés à économie de marché, avec lesquels ils ont des relations étroites et profondes. Cet état de dépendance marquée touche l'ensemble de leurs activités économiques et ce sont leurs relations monétaire et financière qui en sont le plus affectées.

84. Outre ces aspects, cet objectif porte sur la lutte pour l'instauration d'un ordre monétaire et financier plus équitable. Il importe d'aborder la restructuration de l'économie africaine dans le cadre du développement collectif, en tenant compte des résultats obtenus dans l'intégration économique par des mécanismes tels que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP), la Conférence africaine pour la coordination du développement et la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL).

---

72/ Voir Harry C. Johnson, Economic Policies Towards Less Developed Countries (The Brookings Institution, Washington D.C., 1970).

OBJECTIF No. 6 : Constituer un mécanisme qui permette d'harmoniser les législations et pratiques monétaires et bancaires des pays africains, de résoudre la question des monnaies nationales afin d'en promouvoir la libre convertibilité ainsi que l'utilisation d'une unité de compte commune, et élaborer des mécanismes permettant de résoudre les problèmes dus à la multiplicité des monnaies et des zones monétaires, l'objectif final étant la création d'une monnaie commune africaine.

85. Même après l'indépendance, la plupart des monnaies africaines faisaient toujours partie de systèmes monétaires hérités de l'ère coloniale : Currency Boards britanniques en Afrique de l'Est du Centre et de l'Ouest et mécanismes bancaires centralisés en Afrique équatoriale et en Afrique occidentale française <sup>73/</sup>. Après l'indépendance, la plupart des pays se sont dotés d'une monnaie nationale sans aucune relation avec celles des pays voisins. On n'a créé aucune autorité monétaire pouvant élaborer et appliquer une politique monétaire commune afin d'améliorer la coopération et les échanges intra-africains. Le Fonds monétaire africain pourrait jouer ce rôle capital. En outre, il s'agirait d'une institution africaine, gérée par des Africains et pour les Africains. A ce titre, ce serait une institution d'une importance exceptionnelle, notamment politique.

86. L'adoption d'une unité de compte africaine est indispensable à la levée des restrictions monétaires entre pays africains. Comme on l'a indiqué plus haut, la plupart des monnaies africaines sont libellées dans des unités différentes et leur valeur est

---

<sup>73/</sup> Zone sterling dans les colonies britanniques, Zone Franc des possessions françaises et Zone escudo sous le régime portugais. Voir J.K. Onoh, Money and Banking in Africa (Longman, Londres, 1982).

rattachée à celle de diverses monnaies non africaines. Cela va de monnaies dont la valeur est rattachée à un panier de monnaies ou est fonction d'indicateurs économiques déterminés par les autorités monétaires locales à des monnaies dont le rattachement à une monnaie clef (elle-même flottante) peut être fixe (c'est le cas du franc CFA par rapport au franc français) 74/. Entre ces deux extrêmes se situe tout un éventail de monnaies dont la valeur est déterminée par des monnaies clefs qui sont soumises à des fluctuations.

87. Dans ces conditions, le FMA devrait créer une unité de compte africaine qui serait le dénominateur commun de toutes ses opérations 75/. Le but à moyen et à long terme est d'employer cette unité de compte pour permettre aux Etats membres de maintenir la valeur de leur crédit et de leurs obligations auprès du FMA et d'autres institutions. Le rôle du FMA serait de rendre cette unité de compte acceptable par tous les Etats membres. En outre, l'unité de compte doit être libellée en une unité bien connue de façon que les Etats membres (ou même les Etats non membres) puissent comprendre aisément le bilan et les opérations du FMA.

---

74/ Ibid.

75/ Pour définir et fixer une unité de compte africaine, le Fonds monétaire africain devrait s'inspirer de l'expérience des institutions régionales et sous-régionales financières et autres telles que la Chambre de compensation d'Amérique centrale, qui utilise le peso centraméricain équivalent à 1 dollar des Etats Unis), l'Union monétaire européenne (qui utilise l'unité monétaire européenne -l'ECU- fondée sur un panier de monnaies européennes) et les Chambres de compensation de l'Afrique centrale, de l'Afrique de l'Ouest et de la ZEP ainsi que la Banque africaine de développement (qui ont toutes adopté une unité de compte parfois fondée sur les droits de tirage spéciaux -DTS- créés dans le cadre du Fonds monétaire international).

88. L'importance de cet objectif tient notamment à ce que le Fonds monétaire africain aiderait ses membres à lever les restrictions monétaires frappant les échanges intra-africains. Il devra encourager l'emploi de monnaies nationales pour le règlement de ces échanges d'abord par l'intermédiaire des Chambres de compensation sous-régionales, puis grâce à la création d'un guichet spécial réservé aux paiements africains. le FMA pourrait envisager de mettre sur pied des arrangements limités de convertibilité intéressant quelques monnaies afin de permettre le libre échange et la libre utilisation de ces monnaies nationales pour les opérations régionales.

89. Cet objectif est d'autant plus justifié que la multiplicité des monnaies non convertibles et les différences existant entre les réglementations et pratiques relatives au contrôle monétaire, auxquelles le Fonds monétaire africain devrait s'intéresser de près dans le cadre de l'harmonisation des politiques monétaires et fiscales, créent de nombreux problèmes. La forme que prendra cette harmonisation sera fonction du type de monnaie et des arrangements de taux de change adoptés tant au niveau sous-régional qu'au niveau du continent. Dans un premier temps, cette harmonisation consisterait en directives générales régissant l'application des politiques en matière de taux de change, de tarifs et de subventions, et l'on s'efforcera de définir des stratégies pour arrêter une politique monétaire et financière africaine harmonisée qui serve de cadre aux différents pays africains.

90. En ce qui concerne l'union monétaire, la coordination des politiques aurait pour effet le maintien d'un taux de change approprié entre chaque monnaie nationale et l'unité de compte commune ainsi que l'application de politiques monétaires propres à sauvegarder la stabilité des monnaies nationales.

OBJECTIF No. 7 : Prêter une assistance technique et des services consultatifs aux Etats membres en ce qui concerne les politiques financières, fiscales et budgétaires ainsi que la création d'institutions monétaires nationales capables de gérer et d'exploiter les ressources financières aux fins du développement socio-économique.

91. Les pays africains ont toujours ressenti la nécessité de fournir à leurs autorités monétaires, telles que les ministères des finances et les banques centrales, l'appui technique nécessaire tant pour ce qui est des relations intra-africaines que des rapports de l'Afrique avec les pays développés 76/. En tant qu'institution de financement du développement, le FMA peut également fournir l'assistance technique requise, sous forme par exemple de services consultatifs fournis au stade des études de faisabilité sur les questions monétaires et financières ou en matière d'élaboration de politiques ou de restructuration des institutions budgétaires et monétaires nationales 77/.

92. En collaboration avec les institutions en place, le Fonds monétaire africain pourrait également former du personnel aux questions bancaires et financières ainsi qu'aux négociations avec les institutions monétaires non africaines. Ses programmes d'assistance technique viseraient également à équilibrer la croissance économique de la région, à assurer la stabilité monétaire et à contrôler les taux de change comme il est prévu au titre

---

76/ Voir FMI, Technical Assistance Services of the International Monetary Fund (Série No 30 des brochures du Fonds monétaire international, Washington D.C., 1979).

77/ L'Afrique souffre cruellement de l'absence d'un groupe de spécialistes des questions monétaires et bancaires auxquels les Etats puissent faire appel en cas de besoin.

de l'objectif No 2. Le Fonds pourrait également fournir des services consultatifs dans les domaines de la politique fiscale, du contrôle budgétaire, de la politique financière et de la réglementation des changes.

93. Le Fonds monétaire africain devrait avoir la confiance des pays africains, lesquels devraient lui fournir suffisamment de données économiques pour qu'il puisse analyser les obstacles au développement et à l'intégration économiques et proposer des programmes viables de restructuration et de stabilisation. Ses membres pourraient ainsi analyser leur propre situation économique et corriger les déséquilibres éventuels avant qu'ils n'atteignent les dimensions d'une crise.

94. En plus de rechercher les moyens de stabiliser la croissance sur la base des résultats de ses propres travaux de recherche, le Fonds monétaire africain devrait, les problèmes de l'Afrique lui étant familiers, devenir la source d'information toute désignée pour les investissements étrangers. En tant qu'instance suprême, le Fonds monétaire africain fixerait des directives et des règles générales de conduite en matière monétaire pour aider ses membres à adopter une position commune dans leurs rapports avec les institutions monétaires et financières internationales.

95. Le FMA pourrait également encourager ses membres à appliquer des mesures générales de stabilisation (politiques de régulation de la demande et de stimulation de l'offre) pour réduire le déséquilibre de la balance extérieure. A ce titre, le Fonds effectuerait les recherches nécessaires pour définir des politiques d'ajustement adaptées à chaque pays et faire en sorte qu'elles correspondent à l'objectif qu'est la promotion des échanges intra-africains.

96. Les différences entre les réglementations et pratiques en matière de contrôle des changes des pays africains tiennent

essentiellement aux différences au niveau de la balance des paiements, des méthodes de gestion financière et économique et des obligations et accords financiers qui les lient aux autres pays. Ces problèmes sont aussi réels que complexes, si bien que le Fonds monétaire africain, pour harmoniser les réglementations et pratiques de contrôle des changes pourrait dans un premier temps adopter une approche sous-régionale avant de parvenir à un système couvrant l'ensemble du continent. Il pourrait ainsi tirer parti des programmes actuels d'intégration économique assortis de mécanismes de libéralisation des réglementations et pratiques en matière de contrôle des changes.

OBJECTIF No. 8 : Coordonner et harmoniser la position des Etats membres lors des négociations internationales sur les questions monétaires et financières, de façon à servir au mieux leurs intérêts et à contribuer plus efficacement à la recherche de solutions aux problèmes monétaires internationaux.

97. L'harmonisation des positions et des intérêts des pays africains, en particulier dans leurs rapports avec l'extérieur, constitue un objectif important du FMA. L'échec des négociations qui ont eu lieu par le passé dans le cadre de la CNUCED, du GATT, de la Banque mondiale et du FMI, et même des pourparlers consacrés aux conventions de Lomé ACP-CEE, témoigne de l'impasse dans laquelle se trouve le dialogue Nord-Sud 78/. A cet égard, le fait que la CNUCED VI ne s'est pas attaquée aux problèmes monétaires de l'Afrique en est un autre signe.

---

78/ Voir North-South Dialogue : A Programme for Survival, rapport de la Commission indépendante du développement international, publié sous la direction de Willy Brandt (Pan-World Books, Londres, 1980).

98. Cet échec a été attribué à divers facteurs, dont certains ont été examinés en détail au chapitre premier. De nombreux efforts ont été déployés à divers niveaux pour sortir le dialogue Nord-Sud de l'impasse. Les propositions ci-après viennent compléter celles qui ont déjà été avancées dans les nombreuses études et publications consacrées à cette question.

99. On peut attribuer l'échec du dialogue monétaire à l'absence d'un véritable mécanisme international de consultation fondé sur le principe de l'universalité. En effet, les pays en développement d'Afrique se plaignent souvent à juste titre, de ce que les pays industrialisés prennent sans les consulter, des décisions qui leur sont préjudiciables. La création d'un fonds monétaire africain offrirait de nouvelles possibilités d'améliorer le mécanisme de consultation avec les pays en développement sur tous les aspects des problèmes économiques internationaux liés aux échanges, aux questions monétaires et financières, à l'énergie, à la technologie à l'industrie et à la sécurité alimentaire mondiale, compte dûment tenu de l'interdépendance des pays dans le monde d'aujourd'hui. Grâce au FMA, les pays en développement d'Afrique pourraient à leur tour consulter les pays industrialisés lorsqu'ils envisagent de prendre des décisions qui nécessitent un quelconque appui du monde développé.

100. La confiance dans les relations monétaires et financières internationales a été sérieusement ébranlée par l'absence d'un mécanisme efficace de consultation au niveau mondial 79/.

---

79/ Ces problèmes existent également dans les autres domaines faisant l'objet de négociations internationales. Voir par exemple CEA, Rapport de la troisième réunion du Comité ministériel plénier chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières en vue du développement de l'Afrique (E/ECA/CM.10/36).

Bien que les statuts du Fonds monétaire international prévoient expressément au nombre de ses principaux objectifs, la promotion de la coopération monétaire internationale grâce à une institution permanente de coordination et de consultation au sujet des problèmes monétaires internationaux, l'expérience montre que les pays industrialisés adoptent unilatéralement des politiques monétaires et financières sans tenir compte de cette clause. En fait, on constate depuis quelques années, que tant les principaux pays développés de l'OCDE, les Etats-Unis en particulier, que les pays socialistes d'Europe de l'Est, adoptent de plus en plus souvent des politiques ayant de profondes répercussions au niveau mondial -surtout pour les pays en développement- sans consulter ceux qui en seront peut-être les plus gravement touchés. Avant de prendre d'importantes décisions monétaires, les pays industrialisés se consultent généralement entre eux, mais négligent de consulter, voire d'avertir les pays en développement. Cette situation a été aggravée par l'incapacité des institutions créées en application des Accords de Bretton Woods d'augmenter suffisamment les flux de ressources vers les pays en développement et en particulier les plus défavorisés d'entre eux.

101. Il est apparu au début des années 80 que les pays africains étaient dans l'impossibilité de faire face à l'alourdissement de leur dette et au déclin des flux de ressources dû à l'aggravation de la récession et à l'adoption par les pays de l'OCDE, de politiques anti-inflationnistes. Il en est résulté une nouvelle détérioration du niveau de leurs réserves et un alourdissement du service de la dette.

OBJECTIF No, 9 : S'acquitter de toute autre fonction qui pourrait être stipulée dans ses statuts.

102. Compte tenu de la nature et la complexité des problèmes à résoudre, le Fonds monétaire africain, ainsi qu'en témoignent les objectifs énoncés plus haut, ne saurait jouer qu'un rôle de

catalyseur. Il contribuerait également à mobiliser des ressources pour corriger les déséquilibres des paiements intérieurs et extérieurs. Ces deux rôles n'étant pas incompatibles et le principal objectif du FMA étant de promouvoir le développement socio-économique des pays africains, il est évident qu'il faudra de temps en temps formuler de nouveaux objectifs et fonctions pour répondre à des besoins nouveaux 80/. Du point de vue de la promotion de la coopération économique intra-africaine sous-régionale et régionale, l'une des principales fonctions du Fonds serait d'aider les pays africains à élaborer et à appliquer des programmes de stabilisation et de restructuration de l'économie pour équilibrer la croissance économique et améliorer le solde des transactions courantes avec l'extérieur. Il s'agit là d'une tâche de longue haleine.

103. La coordination des questions monétaires et financières exige une collaboration étroite entre le Fonds monétaire africain et les Etats membres par l'intermédiaire des autorités monétaires nationales. Les ajustements et la coopération régionale exigeront un financement pendant la période de transition. C'est pourquoi le Fonds monétaire africain doit pouvoir fonctionner avec suffisamment de souplesse pour résoudre immédiatement les problèmes de balance des paiements. Il ne pourra mobiliser les ressources requises pour atteindre ses objectifs que grâce à un ensemble de mesures fermes et réalistes, la prudence en matière financière étant bien entendu de mise.

#### B. Mandat du Fonds monétaire africain

104. On vient de décrire dans le détail les objectifs du FMA. Dans la présente section, on examinera les fonctions que le Fonds doit remplir pour atteindre ses objectifs 81/. Le premier objectif

---

80/ Voir Projet de directives pour la création d'un Fonds monétaire africain (E/ECA/ITF/IAT/WP.5).

81/ Voir le Rapport de la première réunion du Groupe inter-gouvernemental d'experts des ministères des finances et des banques centrales de la région sur la création d'un Fonds monétaire africain (E/ECA/ITF/WP.7), 25 octobre 1982, par.14 à 18.

du Fonds étant de promouvoir le développement socio-économique des ses membres par la promotion de la coopération monétaire et financière, il doit être entendu que la liste des fonctions ci-après n'est aucunement exhaustive mais vise à donner une première idée des conditions qui doivent être réunies pour que le Fonds puisse commencer à fonctionner. Cela étant, ces fonctions devront être réexaminées de temps à autre pour tenir de l'évolution de la situation socio-économique des Etats membres.

105. Les fonctions initiales du Fonds monétaire africain pourraient être les suivantes :

- a) Mobiliser ou emprunter des ressources en Afrique et hors d'Afrique pour corriger les déséquilibres de la balance des paiements des Etats membres au moyen de crédits à court, moyen et long terme et fournir à cette fin les garanties qui pourraient être exigées pour améliorer la position de la balance des paiements des Etats membres;
- b) Servir de dépositaire des réserves de devises d'or de ses membres et acquérir pour leur compte de l'or et des valeurs et conserver, vendre ou écouler de toute autre manière cet or et ces valeurs selon les décisions des Etats membres;
- c) Informer ses membres des diverses sources possibles de prêt et de crédit et autres formes d'appui au titre de la balance des paiements, notamment des sources bilatérales et multilatérales, et garantir les prêts et crédits aux Etats membres, selon qu'il convient, à condition que lesdits prêts et crédits soient destinés à appuyer la balance des paiements;

- d) Accepter, détenir et gérer tous autres fonds qui pourraient lui être confiés par les Etats membres, des Etats non membres ou d'autres organisations africaines et non-africaines, ces opérations devant bien entendu s'inscrire dans le cadre de ses objectifs,
- e) Promouvoir -en y participant- des projets et programmes d'investissement destinés à corriger à court, à moyen et à long terme le déséquilibre de la balance des paiements afin d'assurer la stabilité monétaire et financière des Etats membres;
- f) Procéder ou contribuer à des travaux de recherche et à des études sur des projets visant à stimuler la coopération monétaire et financière entre Etats membres;
- g) Aider les Etats membres, à leur demande à développer leur capacité technique et de gestion en matière de politiques budgétaires, monétaires et fiscales, et contribuer à résoudre les problèmes liés aux banques centrales;
- h) Offrir aux Etats membres la possibilité d'arrêter une position commune lors des négociations internationales consacrées aux questions monétaires et financières;
- i) Remplir toutes autres fonctions que pourrait exiger, en vertu de ses statuts, la réalisation de ses objectifs.

106. Dans l'exécution de ses fonctions, le Fonds devra participer aux activités de recherche et autres menées par des organisations nationales, sous-régionales, régionales et internationales s'occupant de questions bancaires, monétaires et financières.

C. Résumé

107. Les objectifs et fonctions du Fonds monétaire africain ont été conçus pour lui permettre de mettre sur pied un système monétaire régional autonome capable de faire face aux énormes besoins de ses membres. En définissant ces objectifs et fonctions, on a pris grand soin d'éviter tout double emploi avec ceux des institutions monétaires et financières sous-régionales et internationales existantes. Le principal objectif du FMA serait de contribuer au développement économique et social de ses membres en encourageant la coopération monétaire et financière, ce qui permettrait d'assurer une croissance économique plus équilibrée tant au niveau national qu'au niveau régional.

108. La définition de ces objectifs et fonctions répond à la nécessité, reconnue dans le Plan d'action de Lagos, de procéder à la restructuration et à la refonte totale des programmes et politiques des institutions monétaires et financières importées en Afrique (c'est-à-dire les banques centrales, les banques commerciales, etc.) afin de mieux les adapter aux objectifs de développement de chaque pays. En effet, si l'on veut que le FMA atteigne les résultats escomptés et apporte une solution à tous ces problèmes, il doit avoir pour objectif de juguler la crise monétaire et financière que traverse actuellement l'Afrique. Il devrait également être en mesure de prévoir les problèmes qui peuvent découler à long terme des programmes actuels d'ajustement de la balance des paiements. Il devrait être chargé au premier chef de jeter les bases d'un système monétaire africain qui inspire confiance à ses membres et s'attire le respect de la communauté internationale.

109. En plus des efforts qu'il déploierait pour rejoindre les problèmes conjoncturels liés à la balance des paiements, le FMA aiderait ses membres à exécuter les programmes de restructuration de l'économie visant à éliminer les effets à moyen et à long terme des déficits chroniques de la balance des paiements. Dans le même

temps, afin de promouvoir l'autosuffisance collective, il couvrirait les déficits de la balance des paiements liés aux échanges intra-africains de biens et services. Ainsi, tout en étant alignés sur les objectifs d'autres institutions analogues, les objectifs du FMA sont uniques en ce sens qu'ils sont conçus pour répondre aux besoins particuliers des pays africains dans les domaines monétaire et financier.

### CHAPITRE III

#### RESSOURCES FINANCIERES DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN

##### A. Définition des besoins financiers

110. Les objectifs et fonctions du Fonds monétaire africain ont été examinés au chapitre II, compte tenu des problèmes économiques et financiers analysés au chapitre premier. Pour que le Fonds puisse s'acquitter de son rôle, il lui faut disposer de tous les apports techniques et financiers nécessaires. Dans le présent chapitre, on déterminera le déficit financier des pays africains et, partant, les besoins financiers du continent, afin de déterminer le capital social initial autorisé du FMA et les souscriptions des Etats membres a ce capital. Cette étude se propose également d'identifier les sources éventuelles de financement tant en Afrique qu'en dehors du continent, notamment les souscriptions, ainsi que les modalités pratiques à adopter pour se procurer ces fonds et leurs incidences économiques et politiques 82/.

111. Déterminer les besoins financiers de l'ensemble des pays africains est une tâche d'autant plus malaisée que les données statistiques et autres sont rarement à jour. Aussi pour avoir une idée assez précise, serait-il indispensable d'étudier les besoins de chaque pays. Or, une telle étude dépasserait bien entendu, le cadre du présent rapport. Les projections fondées sur les modèles existants et les données disponibles doivent simplement servir d'indicateurs et ne devraient donc pas être considérées comme des unités de mesure précises de l'ampleur des besoins financiers. La formation du capital en vue du développement économique a toujours

-----  
82/ Pour d'autres aspects du problème, voir L.J. "wanashiku, "The Relevant of Private Capital to the Balance of Payments Financing in African Countries", dans Balance of Payments Problems of African Countries, Centre africain d'études monétaires, Dakar, Sénégal, 1982.

été un problème extrêmement difficile pour les pays africains 83/. Il existe, bien entendu, plusieurs méthodes d'évaluation, mais aucune ne fait l'unanimité 84/. A cet égard, le plus important n'est pas d'évaluer de façon précise les besoins financiers, mais plutôt de faire une estimation globale des besoins de la région en la matière, besoins dont une partie pourrait être couverte par le Fonds monétaire africain.

112. En matière de besoins financiers, plusieurs indicateurs quelque peu approximatifs peuvent être utilisés pour déterminer le capital social initial du Fonds monétaire africain. A cet égard, l'une des possibilités serait d'évaluer le déficit d'épargne. A cet égard, les projections, certes schématiques, qui figurent au tableau 12 pourraient donner une idée du volume des besoins financiers de la région. Cette approche est fondée sur l'hypothèse selon laquelle les pays africains visent des taux de croissance réalisables à conditions que les ressources disponibles suffisent à financer un volume d'investissement donné 85/.

-----  
83/ Pour une analyse classique de la question, voir Ragnar Nurkse, "Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries", (Basil Blackwell, Oxford, 1973).

84/ Voir R.F. Mikesell, "The Economics of Foreign Aid", Weinfield and Nicolson, Londres, 1968, chap. 3; et Bela Balassa, "The Capital Needs of the Developing Countries" dans Kyklos, Vol. 18, No.2, 1964 et J. Vanek, "Estimating Foreign Resource Needs for Economic Development", John Wiley, Londres, 1967.

85/ L'étude de faisabilité concernant la création d'une banque commerciale et de développement pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe s'est fondée sur les projections effectuées par la Banque selon lesquelles le déficit d'épargne de certains pays africains s'élèverait en moyenne au cours de la période 1985-1995, à 7 p. 100 du PIB. Voir également World Development Report, 1983, Banque mondiale, Washington D.C..

113. Le Plan d'action de Lagos fixe, pour les pays africains pris individuellement et collectivement, un taux minimum d'accroissement annuel de 7 p. 100 sur la base d'un volume d'investissement situé entre 17 et 35 p. 100 du produit intérieur brut. Pour réaliser les projections du volume de l'investissement et de l'épargne et déterminer ainsi les besoins financiers de l'Afrique, on a retenu un coefficient de capital marginal de 4.5 à 1 ainsi qu'un niveau de l'épargne en pourcentage du PIB de l'ordre de 19 p. 100.

114. En Afrique, le coefficient marginal de capital a été en moyenne de 4,9 à 1 entre 1975 et 1980, pour tomber à 4,4 à 1 au début des années 80. Le rapport épargne-PIB a été en moyenne de 15,7 p. 100 au cours de la période 1975-1980 et a atteint 16,3 p. 100 au début des années 80. Ce rapport devrait atteindre 18,9 p. 100 au cours de la période 1985-1990, et plus de 19 p. 100 au cours des années suivantes 86/.

Tableau 12 : Projections du produit intérieur brut, de l'épargne, des investissements et du déficit financier en Afrique, 1986-1995 (en millions de dollars)

	PIB	Epargne	Investis- sement	Déficit
1986	416 108	79 061	131 074	52 013
1987	445 236	84 595	140 249	55 654
1988	476 403	90 517	150 067	59 550
1989	509 751	96 853	160 572	63 719
1990	545 434	103 633	171 812	68 179
1991	583 614	110 887	183 838	72 951
1992	624 467	118 649	196 707	78 058
1993	668 180	126 954	210 477	83 523
1994	714 953	135 841	225 210	89 369
1995	765 000	145 350	240 975	95 625

Source : Projections du secrétariat de la CEA, sur la base du produit intérieur brut de 1983.

86/ Voir, par exemple, CEA, Perspectives de la région africaine dans les années 80 et implications politiques (E/CN.14/737) et CEA, 25 ans au service du développement et de l'intégration de l'Afrique, Addis-Abeba, 1983.

115. Il ressort de ces projections que le déficit financier des pays africains passerait de 52 013 millions de dollars en 1986 à 68 179 millions de dollars en 1990 et à 96 675 millions de dollars en 1995. Il va donc de soi qu'aucune institution financière ne serait à même de répondre à pareils besoins. La question n'est pas tant de revoir quel est le volume exact des besoins financiers globaux des pays africains que de se rendre compte de l'extrême gravité du déficit dont souffre l'Afrique.

116. Les besoins financiers globaux de l'Afrique représentent la somme des déficits des différents secteurs, déficits que les institutions et les organismes compétents sont appelés à combler. Le fait que le déficit global des pays africains est constitué en partie par le déficit de la balance des paiements justifie à lui seul la création d'une institution financière capable de s'attaquer à cet aspect du problème.

117. Etant donné que le FMA a pour premier objectif d'aider les pays africains à résoudre leurs problèmes de balance des paiements, l'ampleur de ce déficit pourrait être également utilisée pour mesurer les besoins financiers de la région. Il ressort du tableau 14 qu'au cours de la période 1974-1983, le compte courant de la balance des paiements des pays en développement d'Afrique a été excédentaire pendant deux années seulement (4 milliards de dollars en 1974 et 2 milliards de dollars en 1980) et déficitaire pendant les autres années.

118. Le tableau 13 montre que ce déficit accuse une certaine tendance à la hausse. C'est ainsi que l'on a enregistré une forte augmentation, ce déficit passant de 10,4 milliards de dollars en 1975 à 11 milliards de dollars en 1977 à 16,3 milliards de dollars en 1978 et à plus de 24 milliards de dollars en 1981 et en 1982, puis une diminution pour tomber à 13,6 milliards de dollars en 1983. Comme on l'a mentionné au chapitre premier, ces chiffres risquent de ne montrer que la partie émergée de l'iceberg.

Tableau 13 : Balance des paiements des pays en développement d'Afrique, 1974-1983

(en millions de dollars)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Exportations (f.o.b.)	42,3	37,3	43,8	51,7	49,4	72,0	94,8	75,7	65,0	64,1
Importations (f.o.b.)	-29,8	-38,1	-39,8	-49,0	-54,1	-62,0	-73,1	-81,6	-74,7	-64,4
Balance commerciale	12,5	-0,8	4,0	2,7	-4,7	10,0	16,7	-7,1	-9,7	-0,3
Services nets et transferts privés	-8,5	-9,6	-10,8	-13,7	-11,6	-14,8	-16,5	-17,5	-15,0	-13,3
Balance des opérations courantes	4,0	-10,4	-6,8	-11,0	-16,3	-4,8	0,2	-24,6	-24,7	-13,6
Transferts publics (nets)	2,1	2,9	2,4	2,6	2,6	2,8	3,2	3,5	3,3	3,3
Flux de capitaux	2,9	5,6	6,3	8,6	10,8	11,7	10,4	9,1	14,2	7,8
Balance globale	9,0	-1,9	1,9	0,2	-2,9	9,7	13,8	-12,0	-7,2	-2,5
Utilisation des crédits du FMI*	0,5	0,3	1,3	1,4	1,8	2,2	2,5	4,4	5,2	6,4

Source : CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement (Nations Unies, New York, 1983), tableau 5.1, et CEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1982-1983 (E/ECA/CM.10/4), tableau V/B/I/ p. 103.

\* Source : FMI, Statistiques financières internationales, décembre 1984.

119. La baisse du déficit de la balance des paiements enregistrée entre 1982 et 1983 a été réalisée aux dépens des importations qui ont diminué de 15 p. 100 environ, tombant de 75 milliards de dollars à 64 milliards de dollars, les mécanismes de financement supplémentaire faisant défaut.

120. Les programmes de crédit du Fonds monétaire africain doivent souligner la nécessité de mettre en place des mécanismes de restructuration et de stabilisation portant directement sur le comportement du secteur d'importation et d'exportation dans chaque pays. Ce principe a été reconnu par l'économiste classique Joh Stuart Mill qui a écrit : "Si, avant que ses versements annuels au titre du service de la dette ne deviennent exigibles, le commerce extérieur d'un pays donné se trouve dans son état d'équilibre naturel, il lui faudra amener les pays étrangers à importer davantage, ce qui ne lui sera possible que s'il offre des conditions plus avantageuses; autrement dit, s'il paie plus cher ses importations. C'est ainsi qu'un pays qui verse régulièrement des paiements à l'étranger ne perd pas seulement sur ce plan, dans la mesure où il se trouve contraint d'échanger ses produits à des conditions moins avantageuses" 87/. L'ampleur des déficits indiqués au tableau 13 fait ressortir la nécessité de mobiliser des ressources tant intérieures qu'extérieures. Certes, les déficits ne correspondent pas exactement au volume des besoins, mais ils donnent une idée de leur ampleur.

121. L'ampleur des besoins financiers des pays africains est illustrée par l'importance des crédits accordés par le Fonds monétaire international pour aider ces pays à résoudre leurs problèmes de balance des paiements. Jusqu'en 1974, les pays en développement d'Afrique ont contracté auprès du FMI des emprunts s'élevant au total à 500 millions de dollars; ce chiffre n'a cessé d'augmenter pour atteindre, en 1983, une somme globale de 6,4 milliards de dollars, soit un taux d'augmentation moyen de 28 p. 100 par an. Les crédits accordés par le FMI ont

-----  
87/ J.S. Mill, Principles of Political Economy, Ashley Publishers, Londres, 1929, p. 627.

couvert 4 p. 100 du déficit en compte courant au cours de la période 1981-1983. Le déficit en compte courant ne doit pas nécessairement être couvert par des apports extérieurs; cela étant, l'écart entre le volume des crédits accordés par le FMI et l'ampleur des besoins financiers des pays africains demeure extrêmement important. A cet égard, le Fonds monétaire africain pourrait couvrir cet écart en mettant à la disposition des pays africains des ressources financières plus importantes 88/.

122. Le tableau 14 présente des projections concernant la position de la balance des paiements au cours de la période 1986-1995, les données de 1983 servant de référence. Il en ressort que le déficit de la balance commerciale passerait de 4 millions de dollars en 1986 à 1 milliard de dollars en 1995 et que le déficit en compte courant de la balance des paiements passerait de 18,3 milliards de dollars à 44,6 milliards de dollars au cours de la même période. L'appui au titre de la balance des paiements que devrait fournir le Fonds monétaire africain au cours de ses premières années d'existence porterait essentiellement sur le déficit en compte courant. Pour pouvoir combler une bonne partie de ce déficit, le Fonds aurait besoin de 2 à 3,5 milliards de dollars entre 1988 et 1992, et ce, sur une base renouvelable. Ce montant lui permettrait d'intervenir pour appuyer la balance des paiements. Si les opérations du Fonds portaient sur le déficit de la balance globale, elles devraient le combler à raison de 10 à 15 p. 100, si l'on veut obtenir des résultats appréciables et, partant, assurer la crédibilité financière du Fonds. Dans ce cas, les fonds nécessaires au cours de la période 1988-1992 seraient de loin supérieurs à 3 milliards de dollars.

-----  
88/ Il importe de souligner que le volume des crédits contractés auprès de FMI risque également de ne pas refléter l'ampleur des besoins financiers, dans la mesure où bien des pays africains ont évité de recourir à cette institution, à cause de la sévérité des conditions qu'elle impose.

Tableau 14 : Projections concernant la position de la balance des paiements (1986-1995)  
(en milliards de dollars)

	1983	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Exportations (f.o.b.)	64,1	86,5	95,6	105,7	116,8	129,1	142,0	156,2	171,8	189,0	208,0
Importations (c.a.f)	-64,4	-86,9	-96,1	-106,2	-117,4	-129,7	-142,7	-157,0	-172,7	-190,0	-209,3
Balance commerciale	-0,3	-0,4	-0,5	-0,5	-0,6	-0,6	-,7	-,8	-,9	-1,0	-1,3
Services et transferts privés nets	-13,3	-17,9	-19,8	-21,9	-24,2	-26,8	-29,5	-32,5	-35,8	-39,4	-43,3
Solde de paiements courants	-13,6	-18,3	-20,3	-22,4	-24,8	-27,4	-30,2	-33,3	-36,7	-40,4	-44,6
Transferts publics nets	3,3	4,5	4,9	5,4	6,0	6,7	7,4	8,1	8,9	9,8	10,8
Flux de capitaux (nets)	7,8	9,3	9,9	10,5	11,2	11,8	13,0	14,3	15,7	17,3	19,0
Solde global	-2,5	-4,5	-5,5	-6,5	-7,6	-8,9	-9,8	-10,9	-12,1	-13,3	-14,8

Source : CEA, Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1982-1983  
(E/ECA/CM.10/4), Tableau VI.B.I., p. 121.

123. Il est également possible d'évaluer les besoins financiers des pays africains à partir de l'ampleur et de la structure de leur dette extérieure notamment les conditions et modalités régissant les emprunts contractés par ces pays et le ratio coût du service de la dette-exportations. Ce ratio est souvent extrêmement élevé, ce qui signifie que ces pays éprouvent de sérieuses difficultés en matière de remboursement. On peut également se faire une idée du volume des apports extérieurs nécessaires lorsque l'on considère que le flux de capitaux nets provenant de toutes les sources sont tombés de 12,4 milliards de dollars en 1978 à 7,7 milliards de dollars en 1982, tandis que les transferts nets sont tombés de 10,2 milliards de dollars à 2,7 milliards de dollars au cours de la même période. Les réserves internationales globales des pays africains qui, en 1980, s'élevaient à 15 milliards de dollars, n'étaient plus que de 5,3 milliards de dollars en 1984. Le FMI a estimé que les réserves de devises des pays africains s'élevaient en 1982 à 7,4 p. 100 de la valeur de leurs importations annuelles et à moins de la moitié de la moyenne estimée pour tous les pays en développement importateurs de pétrole 89/.

124. Pour insuffisantes qu'elles soient, ces méthodes fournissent des données de base permettant d'évaluer les besoins financiers globaux des pays africains et, partant, de déterminer le capital social du FMA. S'il est vrai que le FMA devrait fournir une assistance financière au titre de l'appui à la balance des paiements et des programmes de restructuration de l'économie, il n'en demeure pas moins impossible de couvrir entièrement le déficit en l'absence d'énormes apports extérieurs 90/.

-----

89/ Voir FMI, World Economic Outlook, 1982, page 167.

90/ Voir Raul Prebisch The Economic Development of Latin America and its Principal Problems (Nations Unies, New York, 1950) cité par Ragnar Narkse, op. cit.

## B. Capital social initial

125. Le capital social de toute institution financière détermine de façon décisive son aptitude à réaliser ses objectifs. Trois facteurs plus ou moins interdépendants sont à la base des recommandations formulées dans ce chapitre concernant le capital social initial du FMA. Premièrement, compte tenu de la volonté politique, exprimée dans le Plan d'action de Lagos, de créer un fonds monétaire africain, on peut supposer que tous les Etats membres du FMA tâcheront de souscrire entièrement au capital de cette institution. Deuxièmement, bien des pays africains ont actuellement et continueront probablement à avoir cruellement besoin du financement d'appoint que le FMA pourrait fournir. Les besoins globaux en matière de financement sont donc de loin supérieurs aux fonds que pourrait fournir le FMA. Troisièmement, les pays africains auraient intérêt à permettre la participation extérieure.

126. Les besoins financiers des pays africains sont si élevés qu'aucune institution, abstraction faite de ses objectifs, ne saurait y répondre. Le Fonds monétaire africain ne saurait d'ailleurs pas, comme il ressort clairement des chapitres précédents, jouer un rôle tant soit peu décisif, tout ce qu'il est appelé à faire étant de contribuer à résoudre les problèmes liés au déficit de la balance des paiements.

127. Pour déterminer le capital du Fonds monétaire africain, l'idéal serait peut-être de procéder à une évaluation du volume des transactions à opérer par le Fonds ou de l'assistance à fournir aux Etats membres; il convient également de préciser que l'aptitude des pays membres à souscrire au capital constitue également un élément important. L'importance du capital social initial du FMA déterminera la réalisation des objectifs fixés. Ce dernier aspect est en corrélation avec les programmes de crédit examinés au chapitre IV. Si toutes les facilités de crédit du Fonds monétaire africain étaient mises à contribution au cours de la phase initiale, le capital social minimum devrait être de l'ordre

de 10 milliards de dollars. Les objectifs du FMA peuvent être groupés en trois catégories : objectifs que l'on peut réaliser à court terme, objectifs qu'il serait préférable de réaliser à moyen terme et objectifs qui, de par leur nature, ne peuvent être réalisés qu'à long terme. De la réalisation des objectifs à court terme dépend la réalisation des objectifs à moyen et à long terme. Les mécanismes dont on propose la création pour réaliser les objectifs à court terme sont rappelons-le les suivants : a) mécanisme d'appui au titre de la balance des paiements; b) arrangement spécial de financement des échanges intra-africains; c) accords de confirmation; et d) mécanisme spécial de financement des importations alimentaires.

128. Si l'on doit mettre à contribution toutes les facilités d'appui à court terme au titre de la balance des paiements au cours des cinq premières années d'existence du FMA, les ressources financières nécessaires seraient de l'ordre de 3 à 5 milliards de dollars. Aussi serait-il prudent pour le Fonds de commencer par axer ses activités sur deux ou trois objectifs afin de prouver aux Etats membres et à toutes les parties intéressées sa viabilité et sa crédibilité. A cet égard, la mise en activité de l'arrangement spécial de financement des échanges intra-africains et du mécanisme d'appui au titre de la balance des paiements, à eux seuls, nécessiterait probablement 1 à 2 milliards de dollars au cours des cinq premières années.

129. Le capital social initial du FMA et son capital libéré seront fonction du nombre des Etats membres, de leur niveau de développement et de leur volonté de payer leurs souscriptions. A cet égard, il convient de préciser que, dans le cas de certaines institutions financières, le capital social initial a été entièrement souscrit par les membres fondateurs afin d'en assurer la mise en activité dans les meilleurs délais 91/. Dans d'autres cas, le capital social

-----

91/ Tel fut le cas du Fonds monétaire arabe, dont le capital social initial de 250 millions unités de compte arabes (soit 750 millions de dollars) a été entièrement souscrit par les Etats membres.

n'est pas entièrement libéré, afin de permettre aux nouveaux membres éventuels d'y souscrire sans avoir à passer par la procédure fort complexe que nécessite l'approbation d'une augmentation du capital social. En tout état de cause, l'augmentation du capital du FMA ne dépend pas tant de l'importance du capital social initial que de la volonté des Etats membres de payer leurs souscriptions. En l'absence d'une volonté politique d'assurer le succès du FMA, l'importance du capital social initial sera pratiquement sans conséquence.

130. Il convient de tenir dûment compte de la charge que représente pour les pays africains le paiement des souscriptions, étant entendu que la capacité du Fonds de répondre aux besoins des Etats membres ne devrait pas s'en trouver trop limitée. Il importe également de faire en sorte que les mécanismes du Fonds soient conçus de façon que le seuil de rentabilité soit rapidement atteint pour être par la suite largement dépassé. En d'autres termes, le coût du FMA, c'est-à-dire le montant des souscriptions, devrait être supportable pour les Etats membres.

Tableau 15 : Capital social (en milliards de dollars et sans participation extérieure)

Capital sujet à appel	Capital libéré	Capital non libéré	Fonds dispo- nibles au FMA
2/3	2.0	1.0	2.0
1/2	1.5	1.5	1.5
1/3	1.0	2.0	1.0

131. On peut envisager un deuxième scénario, selon lequel les pays africains décident de diviser le capital social en capital libéré (deux tiers) et en capital non libéré. Dans ce cas, les Etats membres auraient à verser 2 milliards de dollars sur une période de cinq ans et 1 milliard de dollars constituerait le capital non libéré 92/. Le choix de l'une ou l'autre solution dépendrait de l'importance que l'on accorde à la nécessité, d'une part, d'éviter de faire supporter aux Etats membres une trop lourde charge et, d'autre part, de fournir au FMA les ressources financières nécessaires.

132. Il importe au plus haut point de fournir au FMA assez de ressources pour lui permettre d'effectuer des opérations de crédit. A cette fin, un capital libéré de 1 milliard de dollars serait considéré comme un minimum, ce qui vient étayer l'argument selon lequel il convient d'autoriser la participation extérieure au Fonds : Ces souscripteurs devraient verser immédiatement l'intégralité de leurs contributions afin de commencer à en tirer des dividendes, ce qui réduirait d'autant les montants à verser par les pays africains avant que le FMA ne puisse vraiment agir sur le déficit de leur balance des paiements. Autrement dit, la participation extérieure permettrait d'alléger la charge financière des pays africains. Dans ce même ordre d'idée, on examine ci-dessous deux options concernant le capital social initial du FMA.

133. Sur la base des différentes estimations, le montant de départ devrait être de 1 milliard de dollars si l'on veut que les opérations du FMA aient vraiment une portée pratique. Les incidences financières pour les Etats membres, dans le cas où ils acceptent le montant de départ et dans le cas où ils optent pour un capital social plus important figurent ci-dessous. A cet égard, deux

-----

92/ A rapprocher avec le FAD, où les souscriptions devraient être entièrement versées en trois parts égales échelonnées sur une période de deux ans à compter de la signature de l'accord. En outre, ces souscriptions devraient être payées en monnaie convertible.

possibilités sont offertes : a) aucune participation extérieure ne sera autorisée; b) un tiers du capital social sera ouvert à la participation extérieure. Les données obtenues doivent être étudiées compte tenu de la période de cinq ans sur laquelle on propose d'échelonner les versements au titre du capital initial.

a) Option no. 1 : Capital social initial de 3 milliards  
de dollars

134. La première option examinée ici consiste à fixer à 3 milliards de dollars le capital social initial du FMA. Si aucune participation extérieure n'est autorisée, la situation se présentera telle qu'elle figure au tableau 15. Pour être plus précis, si le tiers du capital est appelé, les pays africains devront verser 1 milliard de dollars sur une période de cinq ans. Comme on l'a mentionné plus haut, cela correspondrait au montant de départ qui devrait permettre au Fonds d'effectuer des opérations de crédit. Si la moitié du capital social est appelée, les pays africains auraient à verser 1,5 milliard de dollars et 2 milliards de dollars si deux tiers du capital sont appelés. Le choix dépend de l'importance que l'on accorde à la nécessité pour le Fonds de bien démarrer, eu égard à la charge financière que représentent les souscriptions.

135. Si l'on décide de réserver deux tiers du capital social aux pays africains et d'ouvrir le troisième tiers à la participation extérieure, la situation se présenterait telle qu'elle figure au tableau 16. A supposer que les contributions extérieures soient versées immédiatement, le Fonds disposerait déjà du montant de départ. Or, le tiers du capital réservé aux pays africains est appelé, cela représentera 667 millions de dollars, soit au total un capital plus important que ce que l'on aurait obtenu si la moitié des souscriptions africaines était appelée, sans participation extérieure. Si la moitié ou les deux tiers du capital sont appelés et que la participation extérieure soit autorisée, le Fonds disposera d'un capital plus important qu'il n'aurait été le cas sans participation extérieure. Si tous les pays africains indépendants membres de l'OUA

adhèrent au Fonds monétaire africain, le montant de 667 millions de dollars représentera une contribution moyenne de 13,3 millions de dollars à verser par chaque pays sur une période de cinq ans, soit environ 1 280 000 par an, coût relativement modeste pour une institution potentiellement aussi bénéfique <sup>93/</sup>. En réalité, la contribution des différents pays ne saurait être allouée de façon aussi sommaire : les différentes formules que l'on pourrait adopter pour répartir la charge financière selon la capacité de paiement sont examinées plus loin.

b) Option no. 2 : Capital social initial de 2 milliards de dollars

136. Le tableau 17 concerne la deuxième option qui consiste à fixer le capital social initial à 2 milliards de dollars, sans participation extérieure. Dans ce cas, la moitié de ce montant devrait être appelée auprès des pays africains afin de permettre au Fonds de disposer du montant de départ, ce qui n'empêcherait pas celui-ci de mener, en plus des opérations de crédit, d'autres activités, telles que l'assistance technique, avec un capital effectif moins important.

137. Le tableau 18 illustre la situation dans le cas où un tiers du capital social initial est ouvert à la souscription extérieure et effectivement libéré. Tout comme pour la première option, le coût que les pays africains auraient à payer pour permettre au Fonds de disposer du montant de départ s'en trouverait sensiblement réduit : il suffit en effet d'appeler le tiers de leurs souscriptions pour que le Fonds puisse disposer de ressources financières plus que suffisantes pour pouvoir commencer ses opérations de crédit.

-----  
<sup>93/</sup> Il convient de rappeler que dans le cas du Fonds africain de développement, il a été décidé que l'intégralité des souscriptions au capital devrait être versée en trois versements égaux sur une période de deux ans à compter de la signature des statuts. En outre, les souscriptions étaient payables en monnaie convertible.

Tableau 16 : Capital social initial de 3 milliards de dollars,  
dont un tiers libéré par des souscripteurs extérieurs

Capital sujet à appel	Capital libéré	Capital non appelé	Fonds dispo- nibles pour le FMA
Etats africains			
membres	{1/3 0,667	1,333	0,667
	{1/2 1,000	1,000	1,000
	{2/3 1,333	0,667	1,333
Membres non africains*	1,000	-	1,000

\* Par hypothèse, le capital-actions réservé aux membres non africains a été versé intégralement.

138. La souscription extérieure au capital allégera d'autant la charge financière des Etats membres africains et se traduira par une réduction du montant de départ, et ce, quelle que soit l'option retenue pour ce qui est du capital libéré. A cet égard, le plus important est d'arrêter le montant minimum nécessaire au FMA pour commencer à fonctionner. Le montant de départ devrait être assez important pour que le FMA puisse agir sur l'économie des pays africains et s'assurer, en tant qu'institution financière, la confiance des éventuels souscripteurs et créanciers. En effet, la participation extérieure augmenterait les ressources du FMA, ce qui lui permettrait d'atteindre ses objectifs.

Tableau 17 : Capital social de 2 milliards de dollars sans partici-  
pation extérieure (en milliards de dollars)

Capital appelé	Capital libéré	Capital non appelé	Fonds disponibles pour le FMA
1/3	0,667	1,333	0,667
1/2	1,000	1,000	1,000
2/3	1,333	0,667	1,333

Tableau 18 : Capital social de 2 milliards de dollars dont un tiers est libéré grâce à la participation extérieure  
(en milliards de dollars)

capital appelé	Capital libéré	Capital appelé	Fonds disponibles pour le FMA
1/3	0,444	0,889	1,111
Membres africains 1/2	0,667	0,666	1,333
2/3	0,889	0,444	1,555
Membres non africains*	0,667	-	0,667

\* Par hypothèse, le capital-actions des membres non africains est libéré intégralement.

c) Capital d'autres institutions analogues

139. Pour se faire une idée plus précise de la manière dont le capital social initial du FMA a été déterminé, il convient de passer en revue l'expérience du Fonds de réserve andin et du Fonds monétaire arabe. Dans le premier cas, le capital social initial a été fixé à 240 millions de dollars en 1976, pour passer à 320 millions de dollars en 1982. A cet égard, il importe de préciser que ce capital a été entièrement souscrit dès le début afin de permettre au Fonds de réserve andin de devenir tout à fait opérationnel le plus tôt possible. Le Fonds de réserve andin ne compte que cinq membres; or, il a été jugé nécessaire d'en augmenter le capital pour répondre aux besoins <sup>94/</sup>. En outre, le Fonds de réserve andin n'a que des objectifs fort limités : il s'agit principalement de fournir un appui à court terme aux Etats membres éprouvant

<sup>94/</sup> Les souscriptions ont été réparties comme suit : capital initial de 240 millions de dollars : Bolivie, 30 millions de dollars; Colombie, 60 millions de dollars; Equateur, 30 millions de dollars; Pérou, 60 millions de dollars; Venezuela, 60 millions de dollars. Lorsque le capital est passé en 1982 à 320 millions de dollars, la répartition a été la suivante : Colombie, Pérou et Venezuela, 80 millions de dollars chacun; Bolivie et Equateur, 40 millions de dollars chacun.

des difficultés en matière de balance des paiements. Cette institution n'est pas expressément appelée à traiter de problèmes d'ajustement structurel à moyen et à long terme.

140. Le Fonds monétaire arabe a été créé en 1975. Son capital social initial était de 250 millions d'unités de compte arabes (soit 750 millions de DTS) et il a été décidé que les Etats membres devraient le libérer entièrement 95/. Le Fonds monétaire arabe compte 21 membres, dont beaucoup disposent d'importantes réserves de devises provenant de leurs recettes pétrolières. En 1979, les fonctionnaires du Fonds ainsi qu'un certain nombre d'experts et d'économistes ont estimé que les ressources du Fonds étaient insuffisantes et ont proposé d'en faire passer le capital social à 1 milliard 52 millions d'unités de comptes arabes (soit l'équivalent de 3 milliards 156 millions de DTS). La question qui se pose ici est que, si 21 pays, parmi lesquels on compte de nombreux Etats riches, ont jugé nécessaire de porter le capital social à un niveau si élevé, fixer le capital du FMA à 3 milliards de dollars pour servir un continent qui compte 50 pays dont la majorité est pauvre est on ne peut plus justifié. Rappelons à cet égard que la Banque asiatique de développement avait un capital initial de 1 milliard de dollars, la Banque africaine de développement (BAD) un capital de 250 millions de dollars et la Banque de développement des Caraïbes, un capital de 50 millions de dollars. Le FAD, quant à lui, avait un capital social initial de 1 milliard de dollars. Le capital initial des différentes institutions varie considérablement selon le nombre des Etats membres, l'importance des ressources disponibles, la nature des activités de ces institutions et les besoins de leurs membres.

-----

95/ Voir Abdul Aal Al-Sagban, "The Arab Monetary Fund : Objectives and Performance", dans Arab Monetary Integration : Issues and Prerequisites, Khair El-Din Haseeb et Samir Makdisi, Londres, 1980.

C. Principes généraux régissant la répartition des souscriptions

141. Les deux options proposées dans la section précédente serviraient de base pour déterminer la contribution de chaque Etat membre. Dans la présente section, on suppose que tous les Etats indépendants membres de l'OUA adhéreront au FMA. La répartition des souscriptions entre les Etats africains serait fonction de la décision en ce qui concerne la participation extérieure au capital, cette participation devant bien entendu réduire d'autant les obligations des Etats africains. Le fait de diviser le capital social en capital libéré et en capital sujet à appel et d'étaler les versements sur une période de cinq ans permettrait également d'alléger la charge financière des membres africains. Cela étant, il n'en demeure pas moins que les souscriptions des Etats membres, qu'il s'agisse d'un capital de 3 milliards de dollars ou de 2 milliards de dollars, constituent un lourd fardeau.

142. On peut envisager trois principes à suivre pour la répartition du capital du Fonds monétaire africain entre les pays membres :

a) répartition en parts égales; b) répartition selon un barème progressif fondé sur le revenu par habitant; et c) répartition proportionnelle selon le niveau de développement 96/.

143. Selon le premier principe, la répartition du capital se ferait en parts égales entre les Etats membres, abstraction faite de leur potentiel, du revenu par habitant et du niveau de développement. Si ce principe est facile à appliquer, il n'en demeure pas moins fort controversé dans la mesure où il ne prend pas en considération le niveau de développement, la taille de la population, le volume des exportations et autres variables économiques des pays africains, ce qui aura pour résultat de faire payer le même montant aux pays riches

-----  
96/ Ces trois principes ont été pris en considération dans la répartition du capital social de la Banque africaine de développement.

et aux pays pauvres. On soutient que l'application de ce principe tend à imposer une lourde charge aux pays à faible revenu, tout en favorisant ceux qui peuvent payer plus et sont disposés à le faire. Compte tenu de ce qui précède, le principe de la répartition en parts égales risque de se révéler inacceptable pour bien des pays.

144. La répartition selon un barème progressif est fondée sur les niveaux du revenu par habitant. S'il est vrai que cette méthode offre certains avantages par rapport au premier principe, elle n'en demeure pas moins inapplicable dans le contexte africain, dans la mesure où le revenu par habitant ne constitue pas le meilleur moyen de déterminer la prospérité d'un pays, d'autant plus que bien des pays africains sont maintenant classés par l'Organisation des Nations Unies parmi les pays les moins avancés 97/.

145. Selon le troisième principe, la répartition des souscriptions entre les Etats membres serait fondée sur la capacité de paiement, mesurée à l'aide d'une série d'indicateurs économiques qui portent sur les aspects ci-après : produit intérieur brut, exportations, revenu par habitant, réserves internationales, positions de la balance des paiements et recettes fiscales, et pondérée par le niveau de développement de chaque pays. C'est la méthode choisie par la plupart des organisations internationales 98/. L'avantage est que cette méthode peut être revue de temps à autre afin de tenir compte de l'évolution des indicateurs économiques.

-----  
97/ Selon la Banque mondiale, l'Afrique comptait, en 1982, 22 pays à faible revenu individuel (moins de 300 dollars) et 14 pays qui se situaient au bas de l'échelle de la catégorie des pays à revenu individuel moyen (plus de 300 dollars).

98/ La répartition des souscriptions au capital social est, aussi bien dans le cas du FMI et de la BAD que dans le cas de la Banque mondiale et de la ZEP, fondée sur ce principe.

146. Pour déterminer la méthode la plus pratique devant régir la répartition des souscriptions au capital du FMA, il a été tenu compte de l'expérience d'organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies, le FMI et la BAD. On trouvera ci-après un aperçu des méthodes appliquées par ces organisations.

1) Répartition des quotes-parts : méthode adoptée par l'Organisation des Nations Unies

147. La répartition des quotes-parts des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies était initialement fondée sur des indicateurs économiques tels que le produit intérieur brut (PIB), la taille de la population, le commerce extérieur et le niveau général de développement. Le barème des quotes-parts de l'ONU était fondé sur la capacité de paiement, qui prenait en considération les facteurs suivants : a) le revenu comparé par habitant; b) la désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale; c) la mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises 99/. Trois autres principes interviennent dans la fixation de ce barème : a) selon le principe du minimum, la quote-part d'un Etat Membre ne saurait être inférieure à 0,04 p. 100 des dépenses ordinaires de l'Organisation; b) selon le principe du maximum, la contribution maximum d'un Etat Membre aux dépenses ordinaires de l'Organisation ne doit pas en principe dépasser 30 p. 100 du total; et c) suivant le principe du maximum par habitant, en temps normal, la contribution par habitant de tout Etat Membre ne doit pas dépasser la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée.

148. Afin de déterminer le niveau convenu de revenu par habitant, certains dégrèvements sont accordés aux pays où ce revenu est inférieur à 1000 dollars. La différence entre le revenu par habitant d'un pays et 1000 dollars est exprimée par un pourcentage et 50 p. 100 de ce pourcentage sont déduits du revenu national du pays pour obtenir le montant de la quote-part. Par conséquent, le revenu imposable des pays a été calculé comme suit :

-----  
99/ Rapport du Comité des contributions (A/4775/UN, New York).

$$R = \text{PIB} - 0,5 \frac{(1000 - X)}{1000} \times \text{PIB}$$

soit R, le revenu imposable, PIB le produit intérieur brut et X le revenu par habitant. Par exemple, un pays dont le PIB est de 100 millions de dollars et le revenu par habitant de 500 dollars aurait un revenu imposable de 75 millions de dollars.

149. Cette formule a été modifiée par la suite pour tenir compte d'autres facteurs. A l'heure actuelle, la répartition des quotes-parts des Etats membres est fondée sur la capacité de paiement, le revenu national comparé étant l'unité de mesure la plus équitable. Les facteurs pris en considération sont : le revenu national global, le revenu comparé par habitant, la mesure dans laquelle les Etats Membres peuvent se procurer des devises, et la nécessité de tenir compte de la situation des pays les moins avancés. Ces dernières années, l'Assemblée générale a ajouté, à la satisfaction des Etats Membres, d'autres critères qui, malheureusement, ne sont pas encore pris en considération lors de la fixation des quotes-parts. Il s'agit notamment de a) la disparité persistante entre la situation économique des pays développés et celle des pays en développement; b) la situation particulière des Etats Membres dont les recettes sont lourdement tributaires d'un ou de quelques produits; c) la notion de patrimoine national; d) les taux d'inflation différents et leurs effets sur la comparabilité des statistiques du revenu national. La limite supérieure des quotes-parts est de 25 p. 100 du budget global, la limite inférieure étant, au cours d'un exercice, de 0,01 p. 100 100/. La formule utilisée pour fixer les quotes-parts est extrêmement complexe. A cet égard, il convient de préciser qu'il a été demandé au Comité des contributions d'éviter des anomalies résultant de l'utilisation exclusive d'estimations du revenu national. Cette formule n'est pas reproduite ici.

-----

100/ Voir résolution 36/231 A de l'Assemblée générale et rapports du Comité des contributions depuis 1977.

11) Quotes-parts du FMI

150. Les quotes-parts du FMI sont libellées en DTS. Les quotes-parts déterminent la contribution des Etats membres et les possibilités qu'ils ont d'utiliser les DTS et de bénéficier de l'appui financier du FMI. La répartition des souscriptions était initialement fondée sur la formule qui tient compte du revenu national, des balances or et dollars, du volume moyen des exportations et des fluctuations des recettes d'exportation, ainsi que du rapport valeur des exportations - revenu national - 101/. Jusqu'au début des années 60, la formule adoptée pour fixer les quotes-parts était la suivante :

$$\text{Quotes-parts} = (0,02Y + 0,05R + 0,10M + 0,10V) (1 + X/Y)$$

Soit Y le revenu national en 1940,

R les balances or et dollars au 1er juillet 1943,

M les importations moyennes au cours de la période 1934-1938,

V les fluctuations maximum des exportations au cours de la période 1934-1938,

X les exportations moyennes au cours de la période 1934-1938.

151. En 1962/63, on a adopté une formule révisée portant ajustement et des variables et de leur coefficient de pondération, et prévoyant l'utilisation de données plus actualisées et la définition des coefficients de pondération en fonction des quotes-parts effectives du FMI 102/. Cette formule a été complétée par d'autres formules comportant les mêmes variables et des coefficients de pondération destinés à permettre aux petits pays de bénéficier d'une part plus importante de l'ensemble des quotes-parts (ces coefficients ont été augmentés pour le commerce et les fluctuations et réduits pour le revenu national et

-----  
101/ Voir Oscar A. Altman, Quotas in the IMF, IMF Staff Papers, août 1956.

102/ Les données fournies dans ce paragraphe et dans le paragraphe qui sont tirées de l'article d' A.W. Hooke, The International Monetary Fund : Its Evolution, Organization and Activities (Pamphlet Series No. 37, Third Edition) (FMI, Washington D.C., 1983).

les réserves). Outre les calculs fondés sur les données relatives au revenu national, aux réserves, aux exportations, aux importations et aux fluctuations des exportations (série de données I), on a procédé à des calculs fondés sur une autre série de données (série de données II) dans lesquels les recettes courantes, les paiements courants et les fluctuations des recettes courantes ont remplacé les exportations, les importations et les fluctuations des exportations. Les résultats et les données ainsi obtenus ont été utilisés par le Conseil des gouverneurs à partir du milieu des années 60 et tout au cours des années 70, comme base de calcul pour les contributions initiales des nouveaux membres. Les Statuts prévoient des ajustements globaux et sélectifs des quotes-parts des Etats membres. Le Conseil des gouverneurs est appelé à procéder, de temps à autre et une fois au moins tous les cinq ans, à une révision générale des quotes-parts et à proposer les ajustements qu'il juge nécessaire. Le Conseil peut, à tout moment, proposer à leur demande, des ajustements des quotes-parts des pays membres. Dans le cadre de la huitième révision générale des quotes-parts, le Conseil des gouverneurs a adopté, le 31 mars 1983, une résolution en vertu de laquelle le montant global des quotes-parts a été augmenté de 47,5 p. 100, passant de 61,1 milliards de DTS à 90 milliards de DTS (Annexe I). Chaque membre avait jusqu'au 30 novembre 1983 pour approuver l'augmentation proposée de ses quotes-parts; cela étant, le Conseil exécutif pouvait, s'il le jugeait approprié, prolonger cette période. 25 p. 100 de l'augmentation des quotes-parts devront être réglés en avoirs de réserve, soit en DTS, soit dans la monnaie d'autres membres choisie par le Fonds, soit par une combinaison des deux possibilités. Le règlement en avoirs de réserve augmente les ressources disponibles du Fonds et, partant, le niveau des liquidités dont il dispose. Les 75 p. 100 restants seront réglés dans la monnaie du pays membres.

iii) Souscriptions au capital de la Banque africaine de développement

153. Pour déterminer la répartition des souscriptions au capital de la Banque africaine de développement, plusieurs facteurs ont été pris en considération afin de respecter le principe d'équité. La formule adoptée par la BAD s'inspirait de celle utilisée par le FMI pour fixer les quotes-parts. Il s'agit de la formule ci-après 103/:

$$S = \frac{YC}{P} \times \frac{X}{P}$$

Soit S = Souscriptions

Y = Quote-part de chaque pays au FMI

C = Capital de la BAD

X = Total des quotes-parts des pays africains du FMI

P = Total général des quotes-parts au FMI.

154. A l'issue d'un long débat, la méthode adoptée finalement par la BAD en 1963 consistait en une combinaison de la notion de capacité de paiement retenue par l'Organisation des Nations Unies et de la méthode décrite plus haut. Il a été fixé un montant minimum et un montant maximum de souscriptions équivalant respectivement à 1 million et à 30 millions de dollars, et ce, sur la base du PIB, des recettes fiscales et des exportations auxquels on a affecté un coefficient de pondération de 65 p. 100, 15 p. 100 et 25 p. 100, respectivement 104/.

D. Propositions concernant la répartition du capital du FMA

155. Toute décision concernant la méthode à adopter pour déterminer la répartition des souscriptions au capital d'une institution donnée a nécessairement des implications politiques. Aussi, les Etats membres

-----

103/ CEA, Banque africaine de développement : répartition des souscriptions au capital (E/CN.14/FMAB/11).

104/ Ibid.

peuvent-ils retenir l'une ou l'autre des trois formules (ONU, FMI et BAD) décrites plus haut. Il est toutefois proposé aux Etats membres d'envisager l'adoption des formules ci-après, fondées sur des indicateurs économiques tels que le produit intérieur brut, le produit intérieur brut rapporté à la population et le niveau du commerce extérieur. Ces méthodes prennent en considération l'expérience des institutions susmentionnées et pourraient s'appliquer au FMA, que la participation extérieure soit autorisée ou non.

156. Il s'agit . a) d'une combinaison des actions de chaque pays au capital de la Banque africaine de développement et de sa part du total des quotes-parts des pays africains au FMI (BAD + FMI); b) du produit intérieur brut ajusté et du commerce extérieur (PIB + CE); et c) du produit intérieur brut ajusté (PIB). Le montant souscrit par chaque pays africain varierait selon la méthode adoptée et la différence entre le montant le plus élevé et le montant le moins élevé varierait également en conséquence. Des calculs ont été effectués sur la base de chacune de ces formules pour déterminer les obligations financières de chaque pays si a) le tiers, b) la moitié et c) les deux tiers des souscriptions sont appelés. Les résultats obtenus figurent aux annexes II à V.

a) Formule BAD + FMI

157. La formule adoptée par la Banque africaine de développement pour déterminer les contributions des Etats membres est fondée sur le produit intérieur brut (PIB), les recettes fiscales et les exportations. On a affecté un coefficient de pondération de 65 p. 100 au PIB, de 15 p. 100 aux recettes fiscales et de 20 p. 100 aux exportations (voir par. 153 et 154). On a également fixé un montant minimum et un montant maximum de 1 million et de 30 millions d'unités de compte. La formule du FMI, décrite aux paragraphes 150 à 152, prend en considération certaines variables telles que les avoirs de chaque pays en or et en devises librement convertibles, le montant et les fluctuations de sa balance internationale des paiements, et son revenu national.

158. Pour déterminer la souscription de chaque pays au capital social du FMA, deux formules ont été utilisées, ce qui a donné les résultats ci-après :

$$S = 0,5 \left( \frac{\text{Part de chaque pays au capital en pourcentage du total des quotes-parts des pays africains au capital du groupe de la BAD}}{1} \right) + 0,5 \left( \frac{\text{Part de chaque pays en pourcentage du total des quotes-parts des pays africains au FMI}}{1} \right)$$

soit S = la part de chaque pays en pourcentage des souscriptions au capital social du FMA.

159. Comme en témoigne l'affectation du même coefficient de pondération de 50 p. 100, ces deux institutions n'ont accordé aucune considération spéciale à la situation particulière de chaque pays. Le pourcentage obtenu est par la suite multiplié par le capital social devant être souscrit par les Etats africains pour obtenir le montant effectif devant être alloué aux pays en question.

160. Si l'on applique cette méthode à la première option, qui consiste à fixer le capital social à 3 milliards de dollars sans participation extérieure, les résultats seront ceux qui figurent au tableau 1 de l'annexe 2. Si la participation extérieure représente le tiers du capital social de 3 milliards de dollars, les résultats seront ceux qui sont indiqués au tableau 1 de l'annexe 3. Si la participation extérieure au capital social de 2 milliards de dollars n'est pas autorisée ou si elle représente le tiers dudit capital, les résultats seront respectivement ceux qui figurent au tableau 1 de l'annexe 4 et au tableau 1 de l'annexe 5.

#### b) PIB ajusté + commerce extérieur

161. La deuxième méthode est fondée sur le produit intérieur brut et le commerce extérieur. Le PIB est ajusté en fonction de la taille relative de la population, l'objectif fondamental étant de veiller à ce que les pays à population égale payent proportionnellement à leur PIB et à ce que les pays ayant le même PIB payent de façon inversement proportionnelle à leur population. L'ajustement du PIB est fondé sur l'équation ci-après :

$$G = \frac{Y(100-F)}{100}$$

soit G le PIB imposable ou le revenu national rapporté à la taille de la population;

Y le PIB non ajusté.

P le pourcentage de la population d'un pays par rapport à la population africaine.

162. La deuxième étape consiste à affecter un coefficient de pondération de 60 p. 100 pour le PIB et de 40 p. 100 pour le commerce extérieur, pour obtenir l'équation ci-après :

$$S = 0,6 \left\{ \begin{array}{l} \text{(Le PIB ajusté d'un pays)} \\ \text{donné en pourcentage du} \\ \text{PIB global ajusté des} \\ \text{pays africains} \end{array} \right\} + 0,4 \left\{ \begin{array}{l} \text{(Le commerce extérieur)} \\ \text{d'un pays donné en} \\ \text{pourcentage du commer-} \\ \text{ce extérieur global} \\ \text{des pays africains} \end{array} \right\}$$

soit S la part d'un pays en pourcentage des souscriptions au capital social du Fonds monétaire africain.

163. Tout comme pour l'équation BAD + FMI, S est multiplié par le capital social pour obtenir le montant effectif à allouer à chaque pays. Cette méthode a été appliquée aux deux options consistant à fixer le capital à 3 milliards de dollars et à 2 milliards de dollars, respectivement. Si le capital est fixé à 3 milliards de dollars sans participation extérieure, les résultats seront ceux qui figurent au tableau 2 de l'annexe 2. Si la participation extérieure représente le tiers du capital, les résultats seront ceux qui sont indiqués au tableau 2 de l'annexe 3. Enfin, si la participation extérieure n'est pas autorisée, ou si elle représente le tiers du capital social initial de 2 milliards de dollars, les résultats seront ceux qui figurent au tableau 2 de l'annexe 4 et au tableau 2 de l'annexe 5, respectivement.

c) PIB ajusté

164. La troisième méthode est fondée sur le seul produit intérieur brut ajusté (PIB). La méthode d'ajustement déjà mentionnée donnerait la même équation obtenue sous b), à savoir  $G = Y \frac{(100-P)}{100}$

165. Pour obtenir le pourcentage des souscriptions d'un pays donné, on exprime son PIB ajusté en pourcentage du produit intérieur brut global des pays africains au moyen de l'équation ci-après :

$$S = \frac{\text{PIB ajusté d'un pays donné}}{\text{PIB ajusté des pays africains}}$$

166. Ce pourcentage est multiplié par le capital social du FMA devant être souscrit par les pays africains, pour déterminer le montant à payer par chaque pays. Cette méthode a été également appliquée aux deux options concernant le capital social. Si le capital est fixé à 3 milliards de dollars sans participation extérieure, les résultats seront ceux qui figurent au tableau 3 de l'annexe 2. Si la participation extérieure représente le tiers du capital de 3 milliards de dollars, les quotes-parts des pays africains seront celles qui figurent au tableau 3 de l'annexe 3.

167. Si le capital social est fixé à 2 milliards de dollars sans participation extérieure, on obtient les résultats indiqués au tableau 3 de l'annexe 4. Si la participation extérieure représente le tiers de ce capital, la répartition des quotes-parts sera celle qui figure au tableau 3 de l'annexe 5.

E. Autres sources de financement du FMA

168. Les souscriptions des Etats membres constitueront la principale source de financement du FMA. On estime toutefois que de nouvelles sources s'offriront au fur et à mesure que la confiance s'instaurera.

Plusieurs possibilités s'offrent au FMA, notamment celle de contracter des prêts auprès d'institutions non africaines et de créanciers privés étrangers, de devenir le dépositaire des banques centrales des Etats membres et d'obtenir des dons et subventions auprès des pays amis. On trouvera dans les quelques paragraphes qui suivent un aperçu de ces aspects.

i) Crédit

169. Le FMA peut être habilité, en vertu de ses statuts, à augmenter les souscriptions des Etats membres. Il pourrait contracter des emprunts auprès d'institutions publiques telles que les banques centrales et les fonds de réserve et de développement, le Trésor des pays membres, les banques commerciales et les institutions multilatérales et bilatérales. Tout comme le FMI, il pourrait également contracter des emprunts libellés dans la monnaie de certains pays industrialisés pour le financement d'opérations bien déterminées 105/. Il est également possible de contracter des emprunts auprès des banques centrales en leur émettant des obligations au nom du FMA. Il serait également prudent de permettre au FMA de contracter des emprunts auprès de pays non membres, à des conditions qui resteraient à définir 106/.

170. A cet égard, il convient de souligner deux facteurs importants. Premièrement, les Etats membres devraient imposer un plafond aux emprunts que le FMA serait autorisé à contracter, mesure, par ailleurs, conforme aux pratiques financières généralement admises. Il est proposé de limiter à 50 p. 100 du capital libéré les encours d'emprunt, crédits compris. Deuxièmement, c'est de l'importance du capital souscrit et de la crédibilité des actionnaires que dépendrait l'aptitude du FMA à obtenir de nouvelles sources de financement.

-----  
105/ C'est ainsi qu'au 31 janvier 1983, le FMI détenait, dans le cadre de ses Accords généraux d'emprunt (AGE), l'équivalent de 6,4 milliards de DTS en monnaie de dix pays industrialisés.

106/ En 1975, la BAD a obtenu 13 millions de dollars grâce à l'émission d'obligations à deux ans.

171. Il est également possible d'augmenter les souscriptions en contractant des prêts à des conditions libérales. On peut, à cet égard, faire appel au Trésor, aux Banques centrales et aux institutions de financement du développement, telles que la Overseas Development Administration, le Fonds européen de développement, l'Agence pour le développement international (Etats-Unis), l'Agence canadienne pour le développement international, l'organisme suédois de développement international (SIDA), le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Fonds arabe de développement économique et social, la Banque mondiale, dans les pays développés à économie de marché ou à économie planifiée 107/.

172. La capacité d'emprunt du Fonds sera fonction de son aptitude à gérer ses ressources de façon rationnelle et des résultats financiers obtenus. Si le FMA réalise, au cours des premières années, des taux de rendement élevés et une bonne position de liquidité, sa capacité d'emprunt s'en trouvera sensiblement améliorée. Cet aspect est à l'origine de la proposition faisant état de la nécessité de libérer la majeure partie du capital souscrit.

#### 11) Dépôts des banques centrales

173. Les banques centrales ont traditionnellement constitué une source de financement pour l'Etat. Certaines banques centrales africaines disposent, aux fins de transaction, de réserves de devises, actuellement déposées à l'étranger. Si le FMA peut servir de dépositaire, il devrait être possible d'amener les pays intéressés à déposer une partie de ces réserves au FMA, les conditions devant être arrêtées par le Fonds et les banques centrales. Le FMA devrait, bien entendu, démontrer qu'il est à même de garantir la rentabilité et la sécurité de ces réserves.

-----  
107/ Le Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale a obtenu auprès de l'AID (des Etats-Unis) un prêt de 10 millions de dollars à un taux d'intérêt de 3 p. 100 par an sur 20 ans et comportant une période de grâce de neuf ans.

111) Dons et subventions

174. Des dons et subventions pourraient également être obtenus auprès des pays développés et des pays en développement pour compléter les souscriptions des Etats membres. Le Conseil d'administration du FMA pourrait, à cet égard, s'adresser aux institutions africaines et non africaines. Dans le cas de l'Afrique, le Fonds pourrait s'adresser aux institutions de financement du développement telles que le Groupe de la BAD, le Fonds de la CEDEAO, la BOAD, la banque de développement de l'Afrique de l'Est et la BADEA, pour devenir tout à fait opérationnel.

F. Résumé

175. Déterminer le capital social initial du FMA n'est pas sans poser des problèmes qui nécessitent un examen approfondi. L'expérience montre que, pour que le capital d'une institution donnée soit souscrit, ce qui compte n'est pas tant l'importance du capital social initial ou le niveau de développement des Etats membres que la volonté politique de ces derniers. Pour déterminer le capital social initial du Fonds monétaire africain, il convient d'éviter tout particulièrement une trop lourde charge aux Etats membres, étant entendu que la capacité du Fonds de répondre aux besoins de ses membres ne devrait pas s'en trouver trop limitée. A cet égard, la participation extérieure au capital du FMA pourrait alléger la charge financière et renforcer la crédibilité de cette institution monétaire et financière. C'est pourquoi il est recommandé dans la présente étude que l'on envisage sérieusement de permettre aux pays non africains de participer au capital du FMA.

176. Sur la base des statistiques disponibles et autres données, il est proposé que le capital social initial du Fonds monétaire africain soit fixé à 3 milliards de dollars ou à 2 milliards de dollars. Ces chiffres sont avancés compte tenu de l'éventuelle participation d'autres institutions internationales. Si l'on décide de fixer le

capital social initial à 3 milliards de dollars sans participation extérieure et si deux tiers du capital doivent être libérés, les pays africains auront à se procurer 2 milliards de dollars et à verser, disons 300 millions de dollars en 1986 et 375 millions de dollars par an au cours de la période 1989-1992. Si la moitié du capital doit être libéré, la somme de 1,5 milliard de dollars serait sujette à appel : 524 millions de dollars, par exemple, en 1986, puis 244 millions de dollars par an entre 1989 et 1992. Si le tiers du capital doit être libéré la somme de 1 milliard de dollars serait sujette à appel : 400 millions de dollars en 1986 et 150 millions de dollars par an entre 1989 et 1992.

177. En revanche, si l'on autorise la participation extérieure au capital et que l'on alloue le tiers du capital social de 3 milliards de dollars aux souscripteurs extérieurs, la souscription des membres africains au capital restant de 2 milliards de dollars serait, si les deux tiers du capital sont appelés, de 1 333 millions de dollars à verser sur une période de cinq ans : par exemple, 330 millions de dollars en 1986 et 250 millions de dollars par an entre 1989 et 1992. Si la moitié est appelée, ces pays auront à verser 1,5 milliard de dollars : 350 millions de dollars en 1986 et 162,5 millions de dollars par an au cours des quatre années suivantes. Si le tiers est appelé, ils auront à payer 267 millions de dollars en 1986 et 100 millions de dollars par an au cours des quatre années suivantes.

178. Si l'on décide de fixer le capital social initial à 2 milliards de dollars sans participation extérieure, les implications pour les pays africains seront les mêmes que s'il s'agissait d'un capital de 3 milliards de dollars sans participation extérieure représentant le tiers du capital. Toutefois, si le tiers des actions sont allouées aux souscripteurs extérieurs, le capital à souscrire par les membres africains sera de 1 333 millions de dollars. Si, sur ce dernier montant, deux tiers sont appelés, les membres africains auront à verser 889 millions de dollars : par exemple 221 millions de dollars

en 1988 et 167 millions de dollars par an au cours de la période 1989-1992. Si la moitié est appelée, le montant à payer sera de 667 millions de dollars : 233 millions de dollars en 1988 et 108 millions de dollars par an de 1989 en 1992. Si le tiers est appelé, le montant à verser sera de 444 millions de dollars seulement : 178 millions de dollars en 1988 et le reste en quatre versements annuels de 66,5 millions de dollars.

179. Si les souscriptions au capital constituent la principale source de financement des opérations du FMA, il n'en demeure pas moins que le Fonds pourrait augmenter ses ressources en contractant des prêts en Afrique et en dehors du continent, en obtenant des crédits à des conditions libérales, en sollicitant des dons et subventions et en acceptant de servir de dépositaire des réserves des banques centrales des Etats membres. D'autres institutions africaines de financement du développement sont parvenues à obtenir ainsi d'importantes ressources supplémentaires. Le succès du FMA en la matière dépendra de la manière dont il gèrera ses opérations.

## CHAPITRE IV

### PRETS : CRITERES, POLITIQUES ET MODALITES

#### A. Critères généraux applicables au financement

180. Le chapitre II contenait une description des grands objectifs et fonctions du Fonds monétaire africain, définis sur la base des problèmes particuliers des pays africains. Ces objectifs étaient axés sur le problème du financement des déficits de la balance des paiements dans un contexte international de plus en plus hostile aux économies africaines. Pour l'essentiel, le premier objectif du FMA est d'aider à accélérer le développement social et économique des Etats membres en finançant le déficit de la balance des paiements en compte courant et en aidant les pays à mener une politique monétaire et financière plus stable. Le présent chapitre propose, en ce qui concerne l'octroi de prêts, des critères, politiques et modalités qui tiennent compte de la nécessité d'adopter des approches novatrices en la matière.

181. Pour établir les critères, politiques et modalités que le Fonds monétaire africain appliquerait en matière de prêts, il importerait de tenir compte des deux considérations fondamentales suivantes :

- a) La nécessité pour l'Afrique de disposer de sa propre institution, qui mène en matière de prêts une politique suffisamment souple pour tenir dûment compte des problèmes particuliers qu'éprouvent ses membres dans un monde interdépendant caractérisé par le recul des prix des produits de base, l'augmentation de l'inflation et des taux d'intérêt, la baisse du volume des échanges mondiaux, des tendances protectionnistes de plus en plus marquées, la hausse de la dette extérieure et les déficits

chroniques de la balance des paiements. Cette institution doit également prendre en compte la crise sociale et économique que traversent les pays africains en développement;

- b) La nécessité de faire en sorte que le Fonds monétaire africain maintienne sa crédibilité et inspire la confiance de ses membres et la communauté internationale en faisant preuve de sagesse et de prudence dans le choix de ses politiques en matière de prêts, de façon qu'il n'apparaisse pas comme une institution de crédit laxiste.

182. Concilier ces deux notions quelque peu contradictoires est un problème complexe, mais il n'est pas propre au Fonds monétaire africain : les institutions de financement pour le développement telles que le FMI en ont déjà fait l'expérience 108/. Pour répondre efficacement aux énormes besoins financiers de l'Afrique avec des fonds limités, le FMA devra fixer des critères généraux regissant l'affectation de ses ressources à des fonctions précises telles que l'appui au titre de la balance des paiements, les programmes de restructuration économique à moyen et à long terme, les mécanismes de financement compensatoire et supplémentaire et autres accords de confirmation.

183. Avant d'examiner ces questions, il importe d'en préciser d'autres. Tout d'abord, en tant qu'institution financière, le Fonds monétaire africain doit adopter les critères généraux applicables à ses activités de prêt et ses principes directeurs doivent spécifier clairement que tout membre qui désire recourir à ses facilités doit respecter ces critères. C'est pourquoi le Fonds devra peut-être tenir compte de la politique monétaire et

---

108/ Voir Thomas Reichmann, «L'aide conditionnelle du Fonds et les problèmes d'ajustement, 1973-1975», dans Finances et développement, volume 15, no. 4, (décembre 1978), p. 38 à 41.

budgétaire de l'emprunteur, de sa politique en matière de taux de change, de sa politique commerciale, de sa réglementation en matière de contrôle des changes, des barrières douanières et non douanières ainsi que de sa politique en matière d'établissement des prix sur le marché intérieur. Le Fonds devrait s'assurer que les candidats emprunteurs exécutent des programmes de stabilisation et de restructuration de l'économie visant à corriger le déséquilibre de leurs comptes courants; pour assurer le respect de ces critères, une évaluation et un suivi constants devraient faire partie intégrante des activités et fonctions du FMA.

184. Par ailleurs, les critères du FMA ne doivent pas être trop contraignants afin de ne pas empêcher les membres d'adopter une politique de développement autonome 109/.

---

109/ A titre de comparaison, voir Manuel Guitian, Conditionnalité du Fonds : évolution des principes et des pratiques (FMI, Washington D.C., 1981). L'aide du FMI en matière d'ajustement a été axée sur la nécessité d'un financement à court et à moyen terme. La facilité de financement élargie (FFE) a été conçue pour aider les membres à ajuster leur balance des paiements pendant de plus longues périodes et au moyen de montants plus élevés que ne le prévoyaient les tranches de crédit normales. Toutefois, rien n'a été fait pour assouplir les conditions régissant l'octroi de prêts ou les critères en matière de résultats. La politique d'accès élargi a remplacé la facilité de financement supplémentaire une fois que les ressources de cette dernière ont été entièrement engagées. La politique d'accès élargi complète les tranches ordinaires mais continue d'être assortie de conditions très strictes.

L'utilisation des ressources du Fonds monétaire international est soumise à des conditions que certains pays jugent inappropriées. Par exemple, il n'est pas possible de résoudre les problèmes de liquidités résultant d'ajustements sectoriels périodiques déficients en l'absence d'un programme intégré d'investissement dans d'autres secteurs, ce qui peut entraîner une longue période de gestation avant que l'offre intérieure puisse être accrue. En pareil cas, les facilités du FMA pourraient être utilisées à condition que l'on élabore et exécute des programmes d'ajustement à moyen et à long terme. En d'autres termes, les facilités à court terme du Fonds pourraient également être mises à la disposition des pays s'engageant à résoudre une fois pour toutes, à moyen ou à long terme, leurs problèmes de balance des paiements. Les tirages sur les facilités à long terme pourraient aller de pair avec des tirages sur les facilités à moyen et à long terme.

185. En pratiquant ce couplage des facilités, on reconnaît la nature structurelle du processus d'ajustement en Afrique et on se fonde sur l'hypothèse que les ressources disponibles pour les facilités à court terme serviront à s'attaquer aux problèmes à court terme, l'accroissement de la production intérieure permettant de s'attaquer aux problèmes structurels. Ainsi, les besoins à court terme sont satisfaits, cependant que l'offre intérieure s'accroît lorsqu'une facilité à moyen ou à long terme est spécifiquement liée aux problèmes de balance des paiements 110/.

---

110/ Voir Omutunde Johnson et Joanne Salop, «Un examen d'ensemble des effets à court terme des programmes soutenus par le Fonds en Bolivie, au Ghana, en Indonésie et aux Philippines», dans Finances et développement, volume 17, numéro 4, (décembre 1980).

De même, des problèmes provisoires de liquidités pour dans l'attente d'une augmentation des exportations. E l'aide à court terme destinée à résoudre les problème de paiements doit être liée à des facilités à moyen e terme de façon qu'après la période de gestation, les d'exportation puissent être utilisées pour rembourser dettes 111/.

186. Troisième élément important : il se peut que, dans le cadre du programme de prêts du Fonds, on exige que les facilités accordées soient liées aux prêts en cours des pays emprunteurs auprès d'institutions internationales de prêteurs privés. Il conviendrait d'établir une relation entre les réserves nettes de devises du système bancaire national de l'emprunteur et les montants demandés aux facilités du Fonds, en établissant des directives précises pour les membres du Fonds monétaire africain; il importe en outre d'arrêter les conditions générales régissant le droit d'un pays membre à tirer sur une facilité donnée.

187. Il faudrait accorder une attention particulière au financement des importations alimentaires, du fait que certains tirages, à court, à moyen ou à long terme, pourraient viser à développer les échanges intra-africains, améliorer l'auto-suffisance sous-régionale ou régionale ainsi que les ressources régionales. Le droit de tirage sur une facilité pourrait être assorti des conditions suivantes : adhésion au Fonds monétaire africain pendant une période minimum (par exemple six mois ou un an), réserves nettes de devises et prêts en cours auprès du FMA, d'autres institutions internationales ou de gouvernements. Par ailleurs, l'accès aux facilités du Fonds doit être fonction des disponibilités, lesquelles sont tributaires des contributions des Etats membres. Les facteurs à prendre en considération

---

111/ Ibid.

seront les suivants : plafonds pré-établis aux tirages effectués par un membre sur une facilité donnée, quotes-parts, accès de l'intéressé aux marchés de capitaux étrangers (déterminés par sa solvabilité estimée), la possibilité que le Fonds se porte garant dans le cas d'un prêt accordé par un tiers et l'effet escompté d'un prêt sur les échanges intra-africains et les ressources régionales.

188. Quatrième facteur : étant le dépositaire des contributions de ses membres et d'autres fonds, le FMA doit assurer le maintien du caractère renouvelable de ses ressources. Dans la mesure où le FMA permet d'accéder à des fonds extérieurs et offre des conditions libérales pour ce qui est la rémunération de ses services, l'exigence du respect d'une série de règles permettrait de doser les crédits de façon à répondre à des demandes en concurrence entre elles. En principe, la politique du FMA en matière d'octroi de prêts devrait être régie par une combinaison de facteurs tels que production, recettes d'exportation, épargne et investissement chez les candidats emprunteurs. Il conviendrait qu'une série bien définie de facteurs de ce type soient régulièrement contrôlés et que des objectifs en matière de réalisation soient assignés aux pays emprunteurs <sup>112/</sup>. Ces objectifs pourraient être les suivants : l'amélioration de l'utilisation des capacités (pour les facilités à court terme), un taux de croissance spécifié (sectoriel ou global), un rapport spécifique épargne du secteur privé-PIB ou un rapport stipulé déficit en compte courant-PIB, ou un taux d'inflation donné. La réalisation de ses objectifs exigerait l'élaboration d'une série d'instruments comportant un taux de croissance convenu du crédit intérieur,

---

<sup>112/</sup> Voir Joseph Gold et le Prof. Verwey, «The International Monetary Fund and Developing Countries», dans The Indian Journal of International Law, Vol. 21 (octobre-décembre 1981).

un rapport déficit budgétaire-PIB donné, un taux d'intérêt convenu et la fixation de prix favorisant l'exportation.

189. Enfin, de nombreux pays africains se sont déclarés préoccupés par les conditions imposées par le FMI pour l'utilisation de ses facilités et, en particulier, par leurs incidences à long terme. A ce sujet, la vingt-troisième réunion des Ministres du Groupe des 24 consacrée en septembre 1981 aux affaires monétaires internationales a estimé que la solution au problème des paiements que connaissent actuellement les pays en développement dans la situation défavorable de l'économie mondiale exigerait à long terme un ajustement structurel et que cet ajustement ne devrait pas être fondé sur les politiques déflationnistes traditionnelles, mais devrait en fait promouvoir la croissance économique et sociale 113/. (Les conditions auxquelles les prêts du FMI sont accordés sont reproduites en annexe VI).

190. Le financement de la balance des paiements doit faciliter le développement économique à long terme d'un pays donné. Les critères appliqués par le Fonds monétaire africain à l'octroi de prêts doivent en règle générale établir un équilibre entre les objectifs à long terme des programmes de développement et les ressources dont dispose le Fonds. En d'autres termes, le Fonds monétaire africain devrait s'efforcer d'appliquer des conditions rigoureuses que le Fonds monétaire international, sans perdre sa crédibilité sur le plan international. Par exemple, il devrait tenir compte des problèmes périodiques à court terme de liquidités qui obligent les pays africains à emprunter aux banques commerciales pour faire face aux problèmes structurels qui exigent un financement à moyen ou à long terme. L'accès à

---

113/ Voir FMI, Rapport de la vingt-troisième réunion des Ministres du Groupe des 24, (24 septembre 1981).

toute facilité du Fonds monétaire africain devrait être fondée sur la nature du problème et la nécessité pour le demandeur de recourir à des ressources extérieures, ainsi que sur l'accès de celui-ci à ces ressources, contrairement à la pratique traditionnelle du Fonds monétaire international, qui indexe le tirage sur une facilité donnée sur la quote-part du pays, ce qui signifie en fait que les pays dont la solvabilité est faible et qui éprouvent d'énormes difficultés à emprunter sur le marché des capitaux extérieurs se voient également limiter l'accès au financement par le FMI.

191. Il est proposé que les critères de base régissant toutes les formes de prêts octroyés par le Fonds monétaire africain soient les suivants . a) le pays demandeur doit avoir adhéré aux statuts du FMA six mois au moins avant d'introduire une demande d'aide financière; b) le pays en question doit apporter la preuve d'un besoin réel de financement au titre de la balance des paiements de la part du FMA; c) le pays demandeur doit être en règle dans le versement de ses souscriptions du Fonds. Il est indispensable que ces critères soient appliqués afin que soit démontrée la volonté des Etats membres de respecter les statuts du Fonds.

192. Dans un premier temps, le FMA pourrait offrir les quatre facilités de financement à court terme suivantes ; a) une facilité de financement de la balance de paiement; b) des accords de confirmation; c) un accord spécial de financement des échanges intra-africains, et d) des facilités spéciales de financement des importations alimentaires. Le Fonds pourrait également offrir des facilités de financement à moyen et à long terme pour aider à faire face à la restructuration économique exigée par le déficit de la balance des paiements. Ces facilités sont décrites ci-après.

B. Formes d'aide financière à court terme

193. Il est prévu que le Fonds monétaire africain offrira à ses membres une aide financière couvrant un large éventail de secteurs et d'activités et que sa politique en matière de prêts sera suffisamment souple pour tenir compte de faits nouveaux qui ne sont généralement pas prévus dans les mécanismes de financement des institutions régionales et internationales africaines. Il faudra réexaminer de temps à autre les types d'aide financière offerts par le Fonds, en fonction de l'évolution des économies africaines. La présente section examine les problèmes de balance des paiements et la question de l'octroi de prêts afin de les résoudre. Il est proposé que le Fonds monétaire africain puisse offrir à ses membres, non seulement des facilités de financement à court terme, mais également des mécanismes permettant de couvrir les déficits globaux de leur balance des paiements, en tenant compte des différentes phases du processus de développement 114/.

194. Comme on l'a vu au chapitre premier, les problèmes à court terme de la dette extérieure et les déficits de la balance des paiements des pays africains sont dus notamment aux facteurs suivants : a) détérioration des réserves de devises et insuffisance des recettes d'exportation, à cause d'une part de facteurs internes tels que des conditions climatiques défavorables et des politiques de fixation des prix mal adaptées et, d'autre part, à des facteurs extérieurs tels que la détérioration des termes de l'échange et des cycles économiques; b) pénurie alimentaire provoquée par des conditions climatiques défavorables, mauvaise répartition de la production agricole et politique de croissance

---

114/ Voir le Memorandum spécial de la Conférence des ministres de la CEA sur la crise économique et sociale en Afrique (E/ECA/CM.10/37/Rev.2), p. 25 à 35.

et de sécurité alimentaire inadaptée ou manquant de réalisme; et  
c) la possibilité d'effectuer les règlements au moyen des chambres  
de compensation sous-régionales, du fait de pénuries à court terme  
de devises 115/.

195. Le Fonds monétaire africain doit s'attaquer à ces problèmes, non seulement parce qu'ils concernent d'une manière générale les difficultés à court terme liées à la balance des paiements (difficultés qui proviennent également des opérations intra-africaines) mais également parce qu'en procurant des fonds pour résoudre ces problèmes, on favoriserait le développement d'opérations particulières dans le domaine du commerce extérieur générateur de devises. En l'absence de mécanismes de compensation de nature à régler les paiements tant intra-africains qu'extérieurs, le Fonds monétaire africain serait bien placé pour atténuer les problèmes de règlements en créant une facilité à court terme de financement des ajustements à la balance des paiements. La Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest éprouve d'ores et déjà des problèmes réels, car on a constaté que certains de ses membres, tels que la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) maintiennent une position créditrice alors qu'une proportion élevée de versements de compensation sont effectués par un nombre relativement réduit de pays 116/. Un pays africain qui a besoin d'une aide financière pourrait consulter le FMA et, après avoir arrêté des politiques financières visant à augmenter les ressources ou à promouvoir une croissance soutenue ainsi que

---

115/ Voir Paul Host-Madsen, Balance of Payments - Its Meaning and Uses, FMI, Pamphlet Series no. 9, Washington D.C., 1967.

116/ Voir Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, Rapport annuel - Etude préliminaire sur les mécanismes de financement au niveau des banques centrales dans la sous-région de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (UNCTAD/ECDC/141).

les résultats escomptés, pourrait utiliser une facilité donnée. Le montant qui lui serait accordé serait déterminé par la combinaison des éléments suivants : sa quote-part, la gravité de l'épuisement de ses réserves de devises, sa situation économique générale et les fonds disponibles.

1. Mécanisme d'aide financière au titre de la balance des paiements

196. En matière d'octroi de prêts, la fonction essentielle du FMA serait de fournir des crédits aux Etats membres éprouvant des problèmes de balance des paiements dus à des mouvements défavorables exogènes et provisoires des recettes d'exportation ou des prix à l'importation allant de pair avec un manque ou une diminution des réserves de devises 117/. Le recours à ce mécanisme du FMA pourrait être soumis aux conditions suivantes ;

- a) Les déficits d'exportation doivent être directement liés à un marché défavorable pour les principaux produits de base ou service d'exportation du pays demandeur et le déficit commercial doit être sensiblement supérieur aux réserves de devises disponibles. On pourrait déterminer les déficits d'exportation en comparant la moyenne des recettes enregistrées au cours de la période de 12 mois précédant la demande avec la moyenne des recettes enregistrées au cours des trois années précédant l'année de la demande;
- b) La hausse des prix à l'importation mentionnée à l'appui de la demande doit s'appliquer aux principaux biens et services importés et doit comporter une proportion

---

117/ Cette fonction correspond à celle qui a été adoptée par le FMI, le Fonds de réserve andin et le Fonds monétaire arabe.

élevée de biens intermédiaires et de biens d'équipement. Un degré de priorité élevé sera accordé aux plans de développement du pays intéressé. La hausse des prix à l'importation est calculée selon la même méthode que celle qui est utilisée pour définir les déficits d'exportation;

- c) Le montant maximum mis à la disposition d'un pays dans le cadre de ce mécanisme serait déterminé par des facteurs tels que sa quote-part préétablie au FMA, son niveau de développement économique, le montant total réservé par le FMA à ce mécanisme et la mesure dans laquelle le pays demandeur utilise à des fins analogues d'autres mécanismes du FMA et des ressources provenant d'autres institutions financières internationales;
- d) Dans le cas où les ressources du FMA doivent servir en totalité ou en partie à financer les importations, la préférence sera accordée, si les circonstances le permettent (par exemple, les approvisionnements ou les délais de livraison) aux marchés africains pour l'adjudication de marchés de fournitures et de matériel. Dans les cas où des importations doivent être acquises à l'extérieur de l'Afrique, la priorité sera accordée aux pays qui soutiennent le FMA au moyen de souscriptions au capital, sous forme, par exemple, d'achat d'obligations;
- e) Le Fonds monétaire africain peut garantir un prêt octroyé par un tiers à un pays africain au lieu d'utiliser ses propres ressources, ou encore fournir une partie du montant du prêt pour compléter la contribution d'un tiers;

- f) Le Fonds doit obtenir des garanties quant aux besoins du pays demandeur, l'usage prévu des fonds qu'il fournit et les mesures prises par le demandeur pour corriger le déséquilibre de ses comptes courants.

2. Accords de confirmation

197. Cet octroi de prêts au titre de la balance des paiements s'appliquerait aux difficultés liées aux opérations courantes. Toutefois, l'Afrique traverse depuis quelques années une crise économique d'une ampleur que les institutions de financement existantes n'avaient pas prévue. Les accords de confirmation auraient pour but d'aider les membres du FMA qui connaissent des problèmes aigus de balance des paiements et de stabilisation du fait de circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, mauvaises récoltes ou destruction de la base de production. Grâce à ces accords de confirmation, des fonds seraient libérés pour résoudre les problèmes de balance des paiements provoqués par l'importation de biens et de services servant directement à la reconstruction de l'infrastructure de production. Les prêts seraient remboursables en trois à cinq ans, en fonction de la situation particulière du pays et de l'ampleur des dommages subis par son infrastructure. Les pays souhaitant recourir aux accords de confirmation devraient présenter un rapport indiquant l'ampleur du déséquilibre de leur balance des paiements, l'échéance et l'amortissement prévus de l'emprunt ainsi que le calendrier et le montant des remboursements. L'octroi de prêts pourrait être régi par les critères suivants :

- a) Toute demande d'aide au titre des accords de confirmation doit être accompagnée d'un rapport comme indiqué ci-dessus qui constituera la base de consultation avec le FMA au sujet de l'introduction de mesures économiques et financières visant à rétablir l'équilibre de la balance des paiements conformément aux directives du Fonds;

- b) Le montant maximum qui pourrait être accordé à chaque Etat membre dans le cadre de ces accords serait précisé par le règlement du FMA, qui fixerait également les taux d'intérêt et autres frais;
- c) Dans la mesure où les programmes d'ajustement et de stabilisation conjoncturels visant à surmonter la crise exigent l'importation de matières premières pour reconstituer la capacité de production, la priorité sera d'abord accordée aux marchés africains, puis aux marchés des autres pays qui souscrivent au Fonds monétaire africain;
- d) Le Fonds monétaire africain peut garantir un prêt de tiers consenti à un pays africain ou combiner ses propres ressources avec un prêt de tiers pour atteindre le montant total dont un Etat membre a besoin, étant entendu que les conditions régissant l'usage des ressources fournies au titre des accords de confirmation doivent être remplies.

198. A la réception d'une demande de recours aux accords de confirmation, le Fonds effectue une évaluation économique et financière conformément aux directives établies par son Conseil d'administration. Le Conseil des gouverneurs du Fonds prendra sa décision sur la base de cette évaluation.

3. Accord de financement spécial au titre du commerce intra-africain

199. Un certain nombre de facteurs, dont les problèmes liés aux accords de paiements ont entravé le développement et l'expansion des échanges intra-africains qui devraient permettre d'atteindre l'autonomie prévue dans le Plan d'action de Lagos. L'expérience montre qu'un certain nombre de pays et, en particulier, les moins

avancés, éprouvent de graves problèmes de balance des paiements intra-africains. L'accord de financement spécial a pour but de compléter les chambres de compensation sous-régionales. Cet accord spécial permettrait au Fonds monétaire africain d'aider un pays qui éprouve des difficultés aiguës de balance des paiements en cas d'arriérés dans ses transactions intra-africaines et lorsqu'il est sur le point de manquer à ses obligations ou qu'il se trouve déjà en défaut de paiement d'après le règlement de sa chambre de compensation sous-régionale. Cet accord pourrait ainsi contribuer dans une large mesure à renforcer les accords de paiements et de compensation en Afrique et encouragerait le développement et l'expansion des échanges intra-africains 118/.

200. En couvrant les déficits des pays africains dont les échanges avec les autres pays souffriraient gravement de difficultés de règlement bilatéral, cet accord de financement spécial ouvrirait la voie à la création de l'Union africaine des paiements. Les pays éprouvant des difficultés de règlement du fait de l'épuisement de leurs réserves de devises solliciteraient l'aide du FMA au titre de l'accord de financement spécial, selon les critères énoncés ci-après. A la réception de la demande et après s'être assuré que les critères sont respectés, le Fonds monétaire africain garantirait le remboursement des pays créditeurs en prenant à sa charge les dettes du demandeur vis-à-vis des pays créditeurs. En contrepartie, le pays débiteur s'engagerait envers le Fonds à effectuer pendant une période convenue des versements dont le montant serait spécifié. Tous les engagements et créances seraient établis dans les monnaies convertibles utilisées pour régler les positions créditrices-débitrices dans les chambres de compensation. Les pays créditeurs auraient la possibilité de conserver auprès du FMA une partie variable de leurs créances en tant que crédits nets porteurs d'intérêt pour le Fonds. Le pays demandeur ne manipulerait pas lui-même les fonds garantis par le FMA. Une fois opérationnel, cet accord produirait ses propres liquidités, surtout si les

---

118/ Cf. le mécanisme de financement compensatoire du FMI, Voir Louis M. Goreaux, Compensatory Financing Facility, (Pamphlet Series no. 34, FMI, Washington D.C., 1984).

pays créditeurs décident de conserver des crédits porteurs d'intérêt auprès du Fonds. Il serait toutefois soutenu par un compte spécial en monnaie convertible sur lequel des crédits pourraient être prélevés et auquel les pays débiteurs verseraient des remboursements. Ce compte garantirait tous les Etats membres du FMA contre les défauts de paiement de la part de tout autre Etat membre. En outre, ce compte pourrait être alimenté dans une très large mesure grâce à des contributions porteuses d'intérêt et à des dépôts effectués par des pays développés, des institutions donatrices, les grandes banques commerciales d'Afrique et d'autres institutions africaines et non africaines.

201. Les conditions d'octroi de prêts par l'accord de financement spécial des échanges intra-africains pourraient être les suivantes :

- a) Les difficultés de règlement doivent découler d'une combinaison bien établie d'insuffisance des réserves de devises et de facteurs échappant au contrôle du pays intéressé;
- b) Le pays qui demande de l'aide dans le cadre de cet accord devrait présenter un rapport détaillant ses projets d'augmentation des exportations vers les pays créditeurs afin de réduire ses difficultés de règlement;
- c) Les montants fournis dans le cadre de l'accord de financement spécial seraient déterminés par des facteurs tels que la ligne de crédit du pays demandeur auprès de sa chambre de compensation sous-régionale, ses tirages sur d'autres mécanismes du FMA et d'autres organisations internationales, les ressources disponibles au titre de l'accord et le niveau de développement économique;

- d) L'utilisation de ce mécanisme serait assortie d'intérêts payables au créancier par le débiteur et les taux d'intérêt perçus seraient liés aux taux d'intérêt du marché. On pourrait créer, à l'intention des pays les moins avancés parmi les membres du FMA, un compte de bonification d'intérêts qui permettrait au Fonds de prélever un intérêt inférieur en fonction des liquidités du mécanisme;
- e) Toute demande de crédit introduite dans le cadre de cet arrangement doit être accompagnée d'un rapport sur les mesures prises par le pays intéressé pour libéraliser les échanges intra-africains, en particulier du point de vue des barrières douanières et non douanières. En effet, l'accord de financement spécial des échanges intra-africains a précisément pour but de promouvoir les échanges intra-sous-régionaux et intra-africains;
- f) Le Fonds monétaire africain peut garantir un prêt de tiers consenti à un pays africain au lieu d'utiliser les ressources de l'accord de financement spécial ou encore fournir une partie du montant du prêt parallèlement à une contribution de tiers au titre du financement de la balance des paiements intra-africains, à condition, bien entendu, que les critères régissant l'utilisation de ce mécanisme de financement soient respectés.

#### 4. Le mécanisme spécial de financement des importations alimentaires

202. Les problèmes liés au paiement des importations alimentaires ont des causes profondes et sont désormais chroniques dans le cas de certains pays africains. C'est pourquoi, il est proposé de créer un mécanisme de financement des importations

alimentaires pour aider les Etats membres à payer les importations alimentaires qu'exigent des situations d'urgence ou imprévues et leur permettre de faire face aux fortes hausses des prix à l'importation des céréales de base. A la différence d'autres mécanismes de financement des importations de céréales, tels que le mécanisme de financement compensatoire du FMI, ce mécanisme du FMA viserait à accorder dans toute la mesure du possible la priorité aux importations de céréales en provenance de marchés africains, ce qui contribuerait à réaliser l'objectif de l'auto-suffisance alimentaire de l'Afrique 119/. Les échanges de produits alimentaires, qui sont très faibles pour le moment, augmenteraient progressivement grâce aux opérations des chambres de compensation sous-régionales facilitant l'emploi des monnaies nationales pour le règlement des opérations commerciales sous-régionales. Le mécanisme spécial de financement des importations alimentaires couvrirait également les déficits résultant des opérations normales de compensation et de paiements relatifs aux échanges de produits alimentaires intra-africains ou sous-régionaux. Ce financement pourrait même être étendu à des articles nécessaires pour augmenter les disponibilités alimentaires nationales. L'utilisation des ressources du FMA dans le cadre du mécanisme de financement des importations alimentaires pourrait être régie par les règles ou critères ci-après :

- a) Le pays demandeur doit souffrir d'une grave pénurie alimentaire et le caractère exceptionnel des importations alimentaires doit normalement tenir à des facteurs sur lesquels il n'a aucun pouvoir, conjugué avec une baisse très nette de ses réserves de devises;

---

119/ Voir à ce sujet, à l'annexe IV, le détail des divers accords de financement compensatoire du FMI.

- b) La demande d'aide financière doit être accompagnée d'un rapport sur les mesures prises ou envisagées pour améliorer les disponibilités alimentaires nationales, les réserves, la distribution et la fixation des prix, ainsi que pour éliminer les barrières commerciales et développer l'éducation en matière de nutrition;
- c) Le montant maximum mis à la disposition d'un pays grâce à ce mécanisme serait déterminé par des facteurs tels que la quote-part au FMA, le niveau du développement économique, le montant total des ressources réservées à cette fin et la mesure dans laquelle le pays intéressé a recours à d'autres mécanismes du FMA et aux ressources d'autres institutions de financement internationales.

### C. Fonds spéciaux

203. La création de fonds spéciaux a été proposée pour répondre aux besoins des pays qui éprouvent des problèmes de balance des paiements dus à des circonstances telles que la sécheresse, la désertification et autres catastrophes naturelles échappant totalement à leur contrôle. Même la communauté financière internationale reconnaît la nécessité de fonds spéciaux. Le FMA offrirait ainsi un service très important à ces membres. La justification des fonds spéciaux ou de l'octroi d'un traitement spécial à certains membres du FMA est évidente. Le problème est de réunir à cette fin les ressources suffisantes.

204. Pour qu'ils atteignent leurs objectifs, les fonds spéciaux doivent être alimentés à des conditions extrêmement avantageuses; c'est pourquoi la source principale serait des financements et des crédits à très faible intérêt. Pour commencer, certains pays africains parmi les plus prospères seraient priés instamment de verser des subventions au FMA. Le Nigéria a pris l'initiative en la matière en créant le Fonds spécial du Nigéria dans le cadre

du groupe de la Banque africaine de développement; on peut espérer que d'autres pays feraient des offres analogues dans le cas des fonds spéciaux du FMA. Avec la reprise de plus en plus soutenue de l'économie, davantage de pays africains devraient être en mesure de constituer ces fonds et, en outre, on constate de plus en plus que les pays développés ne ménagent aucun effort pour aider financièrement les pays les moins avancés 120/.

205. Si les fonds spéciaux sont créés dans le cadre du FMA, ils ne seront peut-être pas en mesure au début de soutenir tous les ajustements nécessaires dans les pays visés. Cela ne change toutefois rien à leur raison d'être et, en fait, les fonds monétaire du Tiers Monde ont prévu la création de fonds spéciaux.

206. Les conditions régissant l'usage de fonds spéciaux seront bien entendu différentes de celles qui sont applicables au fonds de développement. Premièrement, la période de remboursement devrait être beaucoup plus courte que le délai de 50 ans accordé par le FAD de l'IDA, tout en restant suffisamment longue pour permettre un ajustement sans heurts. Deuxièmement, le taux d'intérêt devrait être beaucoup moins élevé que celui appliqué aux ressources générales du FMA. Troisièmement, il faudrait imposer des critères en matière de résultats, certes moins stricts que ceux

---

120/ Ainsi par exemple, si l'on examine la croissance de l'aide publique au développement par catégorie de pays, on constate que depuis 1975, la part des pays les moins avancés dans l'aide publique au développement est en augmentation. Les contributions annoncées au cours de la sixième session de la CNUCED, en 1983, confirment cette tendance. On pourrait demander l'intervention des organismes d'aide multilatérale. A cet égard, les responsables du Fonds européen de développement ont fait savoir que toute demande reçue dans ce sens serait examinée. Il faut toutefois se garder d'en déduire qu'il sera facile d'obtenir des subventions, compte tenu des difficultés rencontrées ces dernières années pour mobiliser l'aide internationale en faveur de l'Afrique.

qui régissent l'usage des ressources générales, si l'on veut que le FMA s'attire la confiance des pays donateurs. Si pauvre que soit le pays emprunteur, l'usage de crédits du FMA doit être lié aux efforts nationaux pour apporter des améliorations fondamentales, en particulier en matière d'approvisionnement alimentaire et en autres biens et services.

207. Compte tenu des problèmes particuliers de l'Afrique, il serait indispensable de créer les fonds spéciaux le plus tôt possible après la création du FMA. C'est pourquoi la mise sur pied de fonds spéciaux doit être prévue dans les statuts du FMA.

D. Mécanismes de financement à moyen et à long terme

208. Bien que le Fonds monétaire africain ne soit pas une institution de financement du développement au même titre que la Banque africaine de développement ou les banques de développement sous-régionales, il devra tenir compte, dans ses politiques et procédures en matière de prêts, de la nécessité de financement à long terme découlant des programmes d'ajustement de la balance des paiements. En effet, les problèmes de balance des paiements qu'éprouvent les pays en développement d'Afrique ne tiennent pas seulement à des déséquilibres conjoncturels, mais également à des difficultés d'ajustement structurelles qui, comme le prouve l'expérience ne peuvent être résolues comme il convient par des mécanismes d'appui à court terme au titre de la balance des paiements <sup>121/</sup>. De ce fait, il est proposé de créer un mécanisme de financement de la restructuration et de la stabilisation qui interviendrait en fonction des besoins. Ce mécanisme s'étendrait

---

<sup>121/</sup> A titre de comparaison, la facilité de financement élargie du FMI prévoit un remboursement dans les quatre à douze ans qui suivent chaque achat, ce qui permet de dépasser les tranches normales de crédit pour résoudre les problèmes d'ajustement structurel qu'éprouvent les Etats membres.

sur une période relativement longue, au cours de laquelle, espère-t-on, les pays intéressés pourraient procéder à la restructuration économique nécessaire pour corriger les déséquilibres à moyen ou à long terme 122/.

209. Les phases de développement à moyen et à long terme des pays africains se caractérisent par un volume élevé d'importations de biens et de services, destinés essentiellement à des activités génératrices de revenus. Cette demande provoque des pressions d'ordre économique qui finissent par se traduire par des problèmes de balance des paiements. Par exemple, toute augmentation des importations aux fins de la croissance qui ne serait pas assortie d'une augmentation correspondante des exportations conduit inévitablement à un déficit des comptes courants. Dans le vocabulaire de la macro-économie, ce déficit représente un excédent des investissements par rapport à l'épargne intérieure (écart entre les investissements et l'épargne). En comblant cet écart, on augmente l'endettement extérieur mais, faute d'emprunter, les pays verront leur croissance économique retardée.

210. La prudence exige que le mécanisme de restructuration soit fondé sur trois grandes considérations. Premièrement, les mécanismes à moyen terme devraient viser à financer pendant cinq à quinze ans les déficits de la balance des paiements liés au développement, afin de permettre aux pays d'atteindre les objectifs fixés dans leur programme de développement, ce que, bien entendu, le Fonds monétaire africain contrôlerait. Il importe

---

122/ On trouvera un exemple de la manière dont le FMI a résolu ces problèmes dans certains pays en développement dans Omutunde Johnson et Joanne Salop, «Un examen d'ensemble des effets à court terme des programmes soutenus par le Fonds en Bolivie, au Ghana, en Indonésie et aux Philippines», dans Finances et Développement, Vol. 17 (décembre 1980, p. 28 à 31) et Pierre M. Landell-Mills, «Les prêts à l'ajustement structurel : Evaluation préliminaire», dans Finances et Développement, Vol. 18 (décembre 1981, p. 17-21).

de tenir compte du fait que les ressources du Fonds sont auto-renouvelables pour définir la durée des prêts. On peut s'attendre à ce que le mécanisme de financement de la restructuration à moyen terme défavorise les biens de consommation dans les comptes courants en faveur des importations liées à la transformation structurelle des secteurs de production et commerciaux.

211. Deuxièmement, les pays qui ont recours aux mécanismes à moyen terme devraient atteindre certains objectifs de croissance autonome précisés par le Fonds monétaire africain. Les critères et indicateurs des réalisations visant à resserrer le lien entre les programmes financiers et le processus de croissance seraient conçus sur la base d'études sur les pays intéressés.

212. Troisièmement, il convient d'accorder une attention particulière au financement des importations de matières premières et autres produits en provenance de pays africains, car ce serait un moyen de promouvoir les échanges intra-africains de matières premières et d'encourager un développement industriel fondé sur les ressources locales, développement qui ne pourra avoir que des effets bénéfiques sur la balance des paiements.

213. La durée des prêts consentis au titre du mécanisme de financement de la restructuration serait de 15 à 25 ans. Les conditions ordinaires d'utilisation des ressources du FMA seraient applicables et les mesures précises à prendre pour réaliser l'ajustement de l'économie seraient les suivantes : série de mesures touchant la masse monétaire, les taux d'intérêt, le crédit intérieur, les déficits budgétaires et en compte courant, les taux de change et les cours des produits de base. A l'appui de leur demande d'aide au titre de ce mécanisme, les pays seraient tenus de présenter un programme d'ajustement et de stabilisation établi en étroite collaboration avec le FMA. Les services financiers à ce titre pourraient être offerts sous forme de transactions

globales combinant un service à court terme et un service à moyen ou à long terme dans le cadre du mécanisme de liaison des facilités 123/.

214. Les services financiers offerts dans le cadre du mécanisme de financement de la restructuration pourraient être régis par les critères suivants :

- a) Toute demande d'aide financière dans le cadre de ce mécanisme doit être accompagnée d'un programme d'ajustement de l'économie et de stabilisation financière;
- b) Les montants maximum seraient précisés dans les statuts et règlements du FMA et seraient adaptés à chaque pays;
- c) Dans la mesure où le programme d'ajustement et de stabilisation exige des importations, la priorité sera accordée d'abord aux marchés africains, ensuite aux marchés d'autres pays souscripteurs au Fonds monétaire africain;
- d) Selon son échéance, le prêt accordé au titre de ce mécanisme peut consister en un accord de confirmation selon lequel les tirages sont autorisés à mesure que les objectifs économiques sont atteints. Le FMA présenterait des rapports périodiques d'évaluation au Conseil d'administration et au Conseil des gouverneurs pour justifier les décaissements supplémentaires.

---

123/ Cf. le programme de prêts à l'ajustement structurel (PAS) de la Banque mondiale. Voir Wright E. Peter, «World Bank Lending for Structural Adjustments» dans Finance and Development, Vol. 17 (septembre 1980).

215. Les services à moyen et à long terme proposés sont fondés sur certaines caractéristiques fondamentales des besoins financiers des pays africains. Etant un continent en développement, l'Afrique aura besoin pendant longtemps d'importer des biens d'investissement et intermédiaires. C'est une telle situation qui crée la nécessité d'un financement à moyen et à long terme. Dès lors que les importations de biens d'investissements et intermédiaires sont directement destinées à des activités économiques donnant un produit réel plus élevé, le FMA devrait fournir une aide financière.

E. Autres formes d'aide

216. Le FMA peut également offrir d'autres formes d'aide financière à ses membres. Par exemple, l'absence d'accès aux monnaies africaines et leur non-convertibilité dans les opérations en compte courant intra-africaines ont toujours entravé les échanges intra-africains et la coopération monétaire et financière du continent. L'une des principales formes d'aide que le FMA pourrait fournir à ses membres serait donc de mettre d'autres monnaies africaines à leur disposition aux fins des opérations financières. Ainsi, un Etat membre pourrait échanger sa propre monnaie contre la monnaie d'un autre Etat pour effectuer des paiements dans le cas d'opérations justifiées 124/.

217. Cette forme d'aide pourrait être assortie des critères suivants :

---

124/ L'article V des statuts du Fonds monétaire international prévoit une fonction analogue, à cette différence que le FMA rendrait davantage de monnaies africaines convertibles aux fins d'opérations intra-africaines.

- a) Un membre pourrait acheter la monnaie d'un autre membre à condition de fournir la preuve qu'il a réellement besoin de cette monnaie pour ses opérations courantes et que cet achat de devises n'épuiserait pas les avoirs du Fonds en monnaie de ce pays au point de compromettre les propres fonctions du Fonds.
- b) Un pays peut également acheter les montants en sa propre monnaie détenus par le FMA qui dépassent la quote-part statutaire;
- c) Le Fonds monétaire africain peut envisager de garantir des prêts de tiers à ses membres, à condition que lesdits prêts visent directement des ajustements monétaires ou de la balance des paiements.

218. L'inclusion de monnaies nationales non convertibles dans les souscriptions des Etats membres au FMA constitue une question importante. Bien que la plupart des monnaies africaines soient non convertibles, le FMA innoverait en utilisant pleinement ces contributions. De tels avoirs pourraient être porteurs d'intérêts au profit du Fonds et pourraient servir à financer les opérations intra-africaines, ce qui contribuerait dans une large mesure à promouvoir l'intégration économique et monétaire de l'Afrique. Toutefois, ces efforts pourraient être réduits à néant si les membres ne s'engageaient pas de manière irrévocable auprès du FMA à autoriser l'emploi de leurs monnaies respectives pour des achats effectués en Afrique faute de quoi le FMA aurait à faire face aux mêmes problèmes que la BAD, la BID et le Fonds monétaire arabe, qui éprouvent des difficultés à utiliser leurs monnaies non convertibles.

219. Si l'on veut que le FMA bénéficie de l'appui d'autres institutions non régionales, son rôle devrait venir compléter celui d'institutions analogues. Il est indispensable que l'on considère

que le Fonds s'occupe des besoins propres à l'Afrique. C'est dans cet esprit qu'ont été conçues certaines des fonctions opérationnelles du FMA présentées dans ce chapitre.

F. Taux d'intérêt, frais bancaires et réserves

220. Depuis quelques années, la question des taux d'intérêt et des frais bancaires préoccupe particulièrement l'Afrique. Le FMA pourrait fournir des services consultatifs à ses membres à ce sujet. Le niveau des taux d'intérêt pratiqués par le FMA influencerait manifestement le niveau de ses fonds. Le taux d'intérêt appliqué aux placements sera déterminé par les marchés internationaux et peut être considéré comme étant indépendant du FMA. Par ailleurs, le taux d'intérêt appliqué aux crédits prélevés sur des fonds empruntés est également fonction de dépenses fixées à l'extérieur. Toutefois, les dirigeants du FMA seraient en mesure d'influer sur le niveau des frais bancaires exigés au titre des crédits. Ils pourraient également appliquer des taux d'intérêts inférieurs au coût des fonds empruntés en combinant ces fonds avec ses propres fonds, à condition qu'une telle politique ne présente aucun risque. Quant aux crédits prélevés sur les ressources propres du FMA, il reviendrait à la direction du FMA de fixer le taux d'intérêt à prélever. Si le FMA fonctionne comme une entreprise commerciale, ce taux devra être fondé sur ceux des marchés financiers 125/.

221. Cette méthode se justifie par le fait que les contributions des membres du FMA constituent des réserves de devises bloquées qui ne peuvent être placées dans d'autres instruments rémunérateurs.

---

125/ Dans le cas du Fonds monétaire arabe, par exemple, le taux appliqué aux prêts est le LIBOR augmenté de 0,5 p. 100, tandis que, dans le cas du Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale, le taux prêté est de 1 p. 100 inférieur aux taux de base en vigueur sur la place de New York.

La façon la plus rentable d'utiliser ces fonds serait de les prêter au taux d'intérêt du marché (c'est-à-dire leur coût d'opportunité) au lieu d'un taux d'intérêt bonifié, cette méthode garantissant presque à coup sûr une rentabilité élevée pour le Fonds. Le Fonds monétaire arabe et le Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale ont utilisé ces bénéfices pour augmenter les quotes-parts de leurs membres à une époque où il leur aurait été très difficile d'accroître leurs apports.

222. Au cas où les Etats membres décideraient que le taux d'intérêt appliqué au crédit consenti par le FMA serait inférieur au taux du marché (comme c'est le cas au FMI, dans le Système monétaire européen et au Fonds monétaire arabe), le taux de base pourrait se situer entre les taux moyens du FMI et un taux commercial tel que le taux inter-bancaire moyen des eurodollars à Londres (LIBOR). La raison pour laquelle on appliquerait des taux d'intérêt bonifiés est que les taux commerciaux alourdiraient le service de la dette des Etats membres. Cette méthode paraît réaliste dans une région où certains pays membres sont suffisamment développés pour pouvoir subsidier d'autres pays et augmenter leurs contributions en fonction des besoins. Toutefois, dans le cas de l'Afrique, où la quasi-totalité des pays sont pauvres, souffrent d'un déficit chronique de leur comptes courants et sont tributaires de l'extérieur pour leur développement, on voit difficilement d'où pourrait provenir les ressources nécessaires aux subventions. Si, comme on peut s'y attendre, on estime que les pays les moins avancés doivent payer des taux bonifiés, un mécanisme spécial financé par les pays développés devrait être mis sur pied.

223. Il est indispensable de souligner ici que la crédibilité financière sur le plan international du FMA sera très largement tributaire de sa rentabilité et de la façon dont il utilise ses bénéfices. C'est pourquoi, quel que soit le taux d'intérêt appliqué aux crédits du FMA, il devra produire des bénéfices élevés, surtout au cours des premières années, de façon que le Fonds puisse constituer des réserves et augmenter le plus rapidement possible les

contributions à son capital. Lorsqu'un fonds monétaire commence à fonctionner avec un capital modeste (ce qui sera vraisemblablement le cas du FMA) il doit constituer des réserves le plus rapidement possible afin d'accroître son degré de solvabilité estimé. A cette fin, une solution efficace serait que le Fonds prélève un taux proche du taux commercial sur les crédits qu'il accorde à ses membres sur ses propres fonds. Une fois que le capital et la solvabilité du Fonds auront atteint un niveau suffisant, on pourra envisager la question d'un taux d'intérêt bonifié, encore que, même dans ce cas, il semblerait plus approprié d'établir un fonds spécial pour les crédits assortis de taux bonifiés. La solution des taux pratiqués sur le marché semble devoir s'imposer si la baisse actuelle des disponibilités offertes à des conditions avantageuses devait se maintenir 126/.

224. Les responsables du FMA devraient pouvoir arrêter le taux d'intérêt à appliquer aux crédits octroyés afin de garantir le niveau de revenu visé et le taux voulu d'accumulation de réserves. L'objectif en matière de revenu devrait être tel que les recettes du Fonds dépassent toujours ces dépenses.

225. Jusqu'il y a peu, le FMI enregistrait des pertes en assortissant ses crédits de taux d'intérêt insuffisants pour couvrir le coût de ses opérations. Il a réexaminé sa politique en 1981. Si le FMI, appuyé par la plupart des pays développés, a dû réduire ses subventions, il est difficile d'imaginer comment le FMA pourrait fonctionner avec des taux d'intérêt bonifiés.

---

126/ Ce qui est l'avis des responsables du Fonds monétaire arabe et du Fonds de stabilisation monétaire de l'Amérique centrale.

G.        Résumé

226.     Le Fonds monétaire africain devant desservir une région essentiellement sous-développée, les critères, politiques et modalités de crédit proposés dans le présent chapitre tiennent compte des problèmes et besoins des pays africains en matière de développement. Le Fonds serait conçu de façon à répondre à ces besoins tout en exigeant des principes de gestion monétaire et financière rationnels et reconnus sur le plan international. Pour l'essentiel, les conditions dont seraient assortis tous les crédits et autres services financiers du FMA seraient les suivantes : a) le pays intéressé doit avoir réellement besoin d'une aide au titre de la balance des paiements; b) il doit être membre du FMA depuis six mois au moins avant de solliciter cette aide; et c) il ne doit pas être en retard de paiement en ce qui concerne ses souscriptions au Fonds. Chaque forme de financement serait assortie à d'autres conditions en fonction du type de service fourni.

## CHAPITRE V

### STRUCTURE DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN

227. Le Fonds monétaire africain s'occupera de politiques économiques et monétaires au niveau régional ainsi que de programmes d'ajustement de la balance des paiements de ses membres. A ce titre, il valorisera la restructuration et la stabilisation de l'économie nationale et fournira les fonds nécessaires à cette fin. Il doit être doté de l'infrastructure et du mécanisme de gestion nécessaires à l'exécution de ces fonctions.

228. Les attributions du FMA seront de trois ordres :

- a) Fonctions de direction;
- b) Fonctions de réglementation;
- c) Fonctions consultatives.

229. Les fonctions de direction consistent à appliquer les critères et politiques en matière de prêts et à aider les Etats membres à résoudre leurs problèmes financiers et monétaires. Les fonctions de réglementation consistent à influencer les politiques financières et monétaires des membres et à imposer des restrictions ou des sanctions aux membres qui n'appliqueraient pas l'Accord portant création du Fonds. Ces fonctions peuvent également consister à s'occuper de questions telles que les fluctuations des taux de change, en particulier si ces fluctuations risquent de porter atteinte aux droits et privilèges des membres. Dans le cadre de ses fonctions consultatives, le Fonds consultera et conseillera les Etats membres au sujet des modalités à adopter en vue de la réalisation de ses objectifs ainsi que de l'évolution de la situation monétaire et financière intérieure.

230. Les organes et responsables du FMA seront les suivants :

- a) Un conseil des gouverneurs;
- b) Un conseil d'administration;

- c) Un Directeur général et un Directeur général adjoint;
- d) Un secrétariat.

Le FMA peut également créer les comités spécialisés qu'il jugerait nécessaires. Ces différents organes et responsables sont brièvement décrits ci-après :

#### A. Le Conseil des gouverneurs

231. Le Conseil des gouverneurs sera l'autorité suprême du Fonds monétaire africain. Tous les pouvoirs du Fonds monétaire africain seront dévolus au Conseil des gouverneurs, qui fixera la politique générale du Fonds et en surveillera les activités, en matière de politiques d'ajustement et de prêts, en déléguant la direction générale des opérations aux autres organes du Fonds. En tant qu'autorité suprême du Fonds monétaire africain, le Conseil des gouverneurs sera composé de personnes possédant le plus haut degré d'aptitude, de compétence et d'expérience en matière monétaire et financière. Chaque Etat membre désignera un gouverneur et un gouverneur suppléant qui seront respectivement le Ministre des finances et le gouverneur de la Banque centrale. Les membres du Conseil des gouverneurs ne seraient pas nommés pour un mandat de durée déterminée mais resteraient en fonction jusqu'à ce que leur successeur soient désignés. Les pouvoirs du Conseil des gouverneurs, qui seront précisés dans les statuts du Fonds, seraient les suivants :

- a) Fixer la politique générale du Fonds monétaire africain et veiller à ce que les objectifs et fonctions énoncés dans ses Statuts soient respectés;
- b) Déléguer aux Administrateurs tous ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs;
  - i) de nommer le Directeur général et le Directeur général adjoint;
  - ii) d'amender modifier ou interpréter les Statuts;
  - iii) de déterminer ou de modifier la structure financière du Fonds monétaire africain;

- iv) de créer ou de dissoudre tous fonds spéciaux ou d'en assurer la gestion;
  - v) de fixer, de réviser ou de répartir les souscriptions et les quotes-parts;
  - vi) d'admettre ou d'expulser des membres, ou de déterminer les conditions d'admission de nouveaux membres ou d'expulsion de membres;
  - vii) de déterminer la répartition du revenu net du Fonds monétaire africain ou de toutes autres réserves détenues pour le compte de ses membres;
  - viii) de fixer la rémunération des administrateurs, des suppléants, du Directeur général et du Directeur général adjoint, et d'approuver le règlement de salaires du personnel du secrétariat;
  - ix) de fixer la parité de la monnaie de ses membres;
  - x) de conclure des accords de coopération avec toute autre organisation, africaine ou non africaine, sauf dans l'exécution des tâches particulières ou dans l'exercice des fonctions purement administratives qui lui sont confiées;
- c) Adopter son règlement intérieur.

232. Le Conseil des gouverneurs tient normalement une assemblée annuelle consacrée notamment à l'examen du rapport du Conseil d'administration et à l'élaboration de la politique du Fonds. Le Directeur général peut convoquer des réunions extraordinaires du Conseil des gouverneurs à la demande de membres représentant au moins un tiers des voix attribuées aux Etats membres. Le quorum, pour toute assemblée du Conseil des gouverneurs, est constitué par une majorité du nombre total des gouverneurs représentant au moins les deux tiers des voix attribuées aux Etats membres. Chaque gouverneur peut faire usage du nombre maximum de voix attribuées à son pays par les Statuts du Fonds. Bien entendu, les suppléants ne peuvent voter si les gouverneurs sont présents.

233. Les gouverneurs et leurs suppléants ne reçoivent aucune rétribution du Fonds monétaire africain, mais le Fonds peut les défrayer des dépenses raisonnables qu'ils encourrent pour assister aux assemblées annuelles ou à toute réunion extraordinaire convoquée en application des Statuts.

#### B. Conseil d'administration

234. Les membres du Conseil d'administration sont nommés par le Conseil des gouverneurs, conformément aux Statuts. Il est proposé qu'il n'y ait pas plus de 12 administrateurs et 12 administrateurs suppléants. Etant donné que la souscription au capital du Fonds serait ouverte à la participation étrangère, il est proposé que deux administrateurs soient des non-Africains, le reste des sièges étant réservés à l'Afrique. Les administrateurs sont élus pour trois ans et les suppléants, dont le mandat est de la même durée, sont automatiquement éligibles au poste d'administrateur à l'expiration du mandat de celui-ci.

235. Le mode d'élection des administrateurs et de leurs suppléants sera déterminé par le Conseil des gouverneurs, mais il est proposé que les élections soient fondées sur la formule utilisée par le Groupe de la Banque africaine de développement et acceptée par les pays africains. Cette formule est présentée à la section F du présent chapitre.

236. Les attributions du Conseil d'administration seront les suivantes :

- a) Le Conseil d'administration est en session permanente au siège du Fonds monétaire africain pour s'acquitter de ses fonctions et exercer les pouvoirs qui lui sont confiés par le Conseil des gouverneurs, et se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire;

- b) Il mettra en pratique les politiques générales et poursuivra les objectifs du Fonds en exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés par les Statuts;
- c) Conformément aux directives générales du Conseil des gouverneurs, il prendra des décisions relatives aux programmes de restructuration et de stabilisation de l'économie, à la fourniture de crédits et à l'octroi de garanties, aux emprunts contractés par le Fonds, aux taux d'intérêt et au montant des prêts, aux demandes de financement au titre de divers mécanismes et, en général, aux services financiers du Fonds.

237. Le Conseil d'administration peut confier certaines de ses fonctions à des comités et groupes de travail créés à cet effet et qui peuvent être composés de membres du Conseil et de toutes autres personnes compétentes. Il adopte son propre règlement intérieur. Le quorum et la procédure de vote sont analogues à ceux du Conseil des gouverneurs. Chaque administrateur dispose de toutes les voix qui lui sont attribuées.

#### C. Le Directeur général

238. Le Directeur général et le Directeur général adjoint sont nommés pour cinq ans par le Conseil des gouverneurs et sont rééligibles. Ils ne peuvent avoir la qualité de gouverneur, d'administrateur ou de suppléant. Le Directeur général doit posséder le plus haut degré d'aptitude, de compétence technique et d'expérience dans le domaine monétaire et financier. Il préside le Conseil d'administration et assiste aux assemblées annuelles du Conseil des gouverneurs. Il est le Chef du secrétariat du FMA.

239. Les attributions du Directeur général sont les suivantes :

- a) Gérer les affaires courantes du FMA et diriger et superviser le personnel technique;
- b) Présider toutes les réunions du Conseil d'administration;
- c) Nommer ou révoquer, sous le contrôle global du Conseil d'administration, tous les fonctionnaires de l'organisation;
- d) Convoquer et organiser les assemblées annuelles et les réunions extraordinaires du Conseil des gouverneurs;
- e) S'acquitter de toute autre tâche qui pourrait lui être confiée par le Conseil d'administration ou le Conseil des gouverneurs.

D. Comités spécialisés du Fonds monétaire africain

240. Lorsque la situation l'exige, le Conseil des gouverneurs peut créer un ou plusieurs comités, permanents ou spéciaux, chargés de questions particulières. La création de tout comité doit être justifiée par la nature des problèmes à résoudre. L'expérience de la Banque mondiale et du FMI montre que ces comités sont indispensables.

E. Composition et contrôle du Fonds monétaire africain

241. En tant qu'institution financière africaine, le Fonds monétaire africain sera la propriété des pays membres africains et sera contrôlé par ceux-ci. Tous les Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine peuvent être membres du FMA, à condition de signer ou de ratifier les Statuts du FMA et d'adhérer à ceux-ci.

242. Au cours de la première réunion du Groupe intergouvernemental d'experts des ministères des finances et des banques centrales, il a été décidé que la qualité de membres du futur Fonds monétaire africain devait être réservée aux pays africains et que tous les pays africains membres de la Banque africaine de développement devaient être encouragés à devenir membres du Fonds monétaire africain 127/. Il semblerait toutefois qu'il faille faire preuve de souplesse en ce qui concerne la propriété, si l'on veut faire du Fonds monétaire africain une institution viable qui tienne compte de la situation monétaire et financière actuelle de l'Afrique, de la nécessité d'appuyer la balance des paiements des pays africains ainsi que du caractère interdépendant des relations monétaires et financières internationales 128/. Cette question est examinée plus en détail au chapitre VI. Si l'on décidait qu'une participation extérieure est souhaitable, le caractère africain du FMA pourrait

-----

127/ Voir Rapport de la première réunion du Groupe intergouvernemental d'experts des ministères des finances et des banques centrales de la région africaine sur la création d'un Fonds monétaire africain, Addis-Abeba, 4-7 octobre 1983.

128/ Il importe de tirer parti de l'expérience d'institutions analogues comme le Fonds monétaire international, le Fonds monétaire arabe et le Fonds de réserve andin. Peut être membre du FMI tout Etat souverain qui a la possibilité et la volonté de remplir les obligations qui découlent de la qualité de membre. Chaque membre du FMI verse une quote-part qui détermine sa souscription au Fonds ainsi que sa part de droits de tirage spéciaux. Cette quote-part détermine également le nombre de voix des membres ainsi que le plafond des crédits qu'il peut obtenir du FMI. Au départ, les quotes-parts des participants étaient déterminées, de manière toutefois non rigide, par une formule dans laquelle intervenaient le revenu national les avoirs en or et en dollars, la moyenne des importations, la variabilité des exportations, ainsi que le rapport exportations-revenu national. Le Conseil des gouverneurs du FMI est tenu, au moins une fois tous les cinq ans, de procéder à une révision générale des quotes-parts et de proposer les ajustements qu'il juge nécessaires. Le FMA serait organisé selon une structure quelque peu différente, essentiellement du point de vue de la propriété, de la composition et de la nécessité de conserver le caractère africain du Fonds. Un deuxième aspect concerne les voix attribuées dans le cadre du Fonds monétaire africain.

être maintenu par une participation majoritaire au capital et une représentation majoritaire au Conseil des gouverneurs, au Conseil d'administration et au secrétariat 129/. Il est proposé que les membres africains détiennent les deux tiers du capital social du FMA, les membres non africains en détenant le dernier tiers. Les Africains pourraient ainsi contrôler le Fonds monétaire africain.

243. Chaque pays africain devrait envisager de désigner sa banque centrale ou une autre institution monétaire pour acquérir pour son compte des parts sociales d'un montant à convenir (voir chapitre III) et assurer la liaison avec le FMA. Les gouvernements pourraient infléchir la politique du FMA par l'intermédiaire de leurs ministres des finances ou des gouverneurs de leurs banques centrales agissant en qualité de membres du Conseil des gouverneurs. Compte tenu de la nature des opérations commerciales et de la nécessité d'assurer l'efficacité du FMA, l'expérience montre que les gouvernements seraient bien avisés de traiter avec le FMA par l'intermédiaire de leurs banques centrales.

F. Vote

244. Il est proposé que les voix attribuées à chaque membre du FMA soient fonction de la part du capital social qui lui est attribuée conformément à une formule convenue. Lorsqu'il a examiné, à sa première réunion, la question du droit de vote, le Groupe intergouvernemental d'experts a décidé d'adopter un compromis entre la formule «un pays, une voix» et l'attribution des voix en fonction des souscriptions ou quotes-parts des membres. Cette formule de compromis est analogue à celle utilisée par la Banque africaine de développement (voir annexe VII). Selon cette

---

129/ L'expérience du Groupe de la Banque africaine de développement à cet égard peut servir de référence.

formule, un nombre de voix uniforme est attribué à chaque membre, auquel s'ajoute une voix par action détenue. Ainsi, si 625 voix sont attribuées uniformément, un membre détenant :

100 actions aurait  $625 + 100 = 725$  voix;

500 actions aurait  $625 + 500 = 1125$  voix;

2000 actions aurait  $625 + 2000 = 2625$  voix.

(une action = 10 000 unités de compte = 10 000 dollars des Etats-Unis)

245. Si cette formule semble à première vue une solution de compromis, les différences dans le nombre de voix sont finalement déterminées par le nombre d'actions détenues par chaque pays. Si cette formule est jugée acceptable, les voix de chaque pays devraient être établies compte tenu du capital social initial convenu; la participation d'institutions étrangères devrait être envisagée avec beaucoup de circonspection afin de sauvegarder l'indépendance du FMA. Toutefois, si la participation étrangère ne dépasse pas un tiers des souscriptions au capital du FMA, les pays membres africains seraient toujours assurés de détenir la majorité des voix et, partant, les rênes du FMA.

#### G. Le secrétariat du Fond monétaire africain

246. La structure optimale du secrétariat du Fonds monétaire africain n'est pas facile à déterminer. En règle générale, on crée au départ un noyau que l'on étoffe à mesure que les opérations se développent. Vu l'urgence des problèmes africains, la structure du FMA doit toutefois lui permettre d'exécuter au plus tôt un certain nombre de tâches fondamentales. Au fur et à mesure que ses activités se développeront, la nécessité de recruter du personnel supplémentaire sera examinée périodiquement, comme c'est généralement l'usage.

247. Il est proposé de créer dans un premier temps, en plus du cabinet du Directeur général, cinq départements. La composition du secrétariat serait ainsi la suivante ;

- a) Cabinet du Directeur général;
- b) Département de l'administration et des services de conférence;
- c) Département du crédit, des finances et de la trésorerie;
- d) Département des politiques, de la planification et des programmes;
- e) Département de la recherche et des statistiques;
- f) Département de l'assistance technique, de la coopération et de la mise en valeur des ressources humaines.

248. On trouvera à la fin du présent chapitre l'organigramme proposé pour le secrétariat.

1. Cabinet du Directeur général

249. Le cabinet du Directeur général sera composé du Directeur général, du Directeur général adjoint, de conseillers spéciaux et d'un service juridique. La désignation de conseillers spéciaux sera fonction des besoins; le service juridique constituera une entité permanente dirigée par un chef de section et non par un directeur, et sera chargé entre autres de l'élargissement de la composition du FMA et des traités.

2. Département de l'administration et des services de conférence

250. Ce département sera chargé de l'administration et comprendra des sections chargées du personnel, du budget de fonctionnement et des finances du Fonds des services généraux, des services de conférence et de la sécurité. Il assurera les services suivants ; imprimerie et publication, gestion des bâtiments, déplacements, recrutement, achats et fournitures, matériel et fournitures de bureau.

3. Département du crédit, des finances et de la trésorerie

251. Ce département sera chargé des programmes de prêts et de crédit du FMA, des mécanismes d'aide à court terme au titre de la balance des paiements, ainsi que des prêts à moyen et à long terme. Il remplira les fonctions de trésorier du FMA et sera chargé de recueillir et de gérer les ressources financières du Fonds. Il suivra également tous les mouvements de trésorerie du FMA ainsi que les opérations des différents mécanismes.

4. Département des politiques, de la planification et des programmes

252. Ce département aura pour fonction de définir la politique générale du FMA, d'analyser la situation économique, monétaire et financière des Etats membres, de suivre les programmes de stabilisation et de restructuration de l'économie, d'évaluer l'efficacité des programmes d'appui au titre de la balance des paiements et des politiques budgétaires et monétaires, et de superviser l'harmonisation des réglementations en matière de change. Il sera également chargé des programmes liés aux monnaies et notamment de la création et de l'utilisation d'une unité de compte commune.

5. Département de la recherche et des statistiques

253. Ce département sera chargé de toutes les activités de recherche du FMA; collecte, évaluation et diffusion de statistiques monétaires et commerciales et de données relatives à la balance des paiements, exécution d'enquêtes financières et économiques et établissement des rapports annuels. Il sera également chargé de la bibliothèque et de la mise sur pied de liaisons informatisées avec le Système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS) de la Commission économique pour l'Afrique.

6. Département de l'assistance technique, de la coopération,  
et de la mise en valeur des ressources humaines

254. Ce département centralisera toutes les activités d'assistance technique du FMA. Il veillera à ce qu'il soit donné suite, dans les meilleurs délais, aux demandes d'assistance dans tous les aspects des politiques monétaires financières et budgétaires adoptées par les Etats membres. En outre, il aidera les Etats membres à améliorer les compétences techniques et administratives dans le domaine monétaire et financier et à mettre sur pied des programmes de formation dans ce domaine. Il favorisera la coopération avec les autres organisations internationales, notamment en ce qui concerne l'exécution des programmes du FMA, et encouragera la coopération monétaire et financière régionale et sous-régionale.

255. Chacun de ces départements devrait être dirigé par un directeur hautement qualifié et expérimenté. Les chefs de section devraient également être des spécialistes. Les définitions d'emploi des différents fonctionnaires seraient établies ultérieurement. Le Directeur exécutif peut dissoudre les départements ou sections existants ou, le cas échéant, en créer de nouveaux afin de permettre au Fonds monétaire africain de s'acquitter de son mandat. La création de toute nouvelle structure devrait recueillir l'agrément du Conseil des gouverneurs.

H. Résumé

256. L'organigramme d'une institution est important pour son bon fonctionnement. C'est pourquoi on a pris soin de doter le FMA des structures qui lui sont nécessaires pour réaliser ses objectifs. Il est aussi proposé que le FMA comprenne :

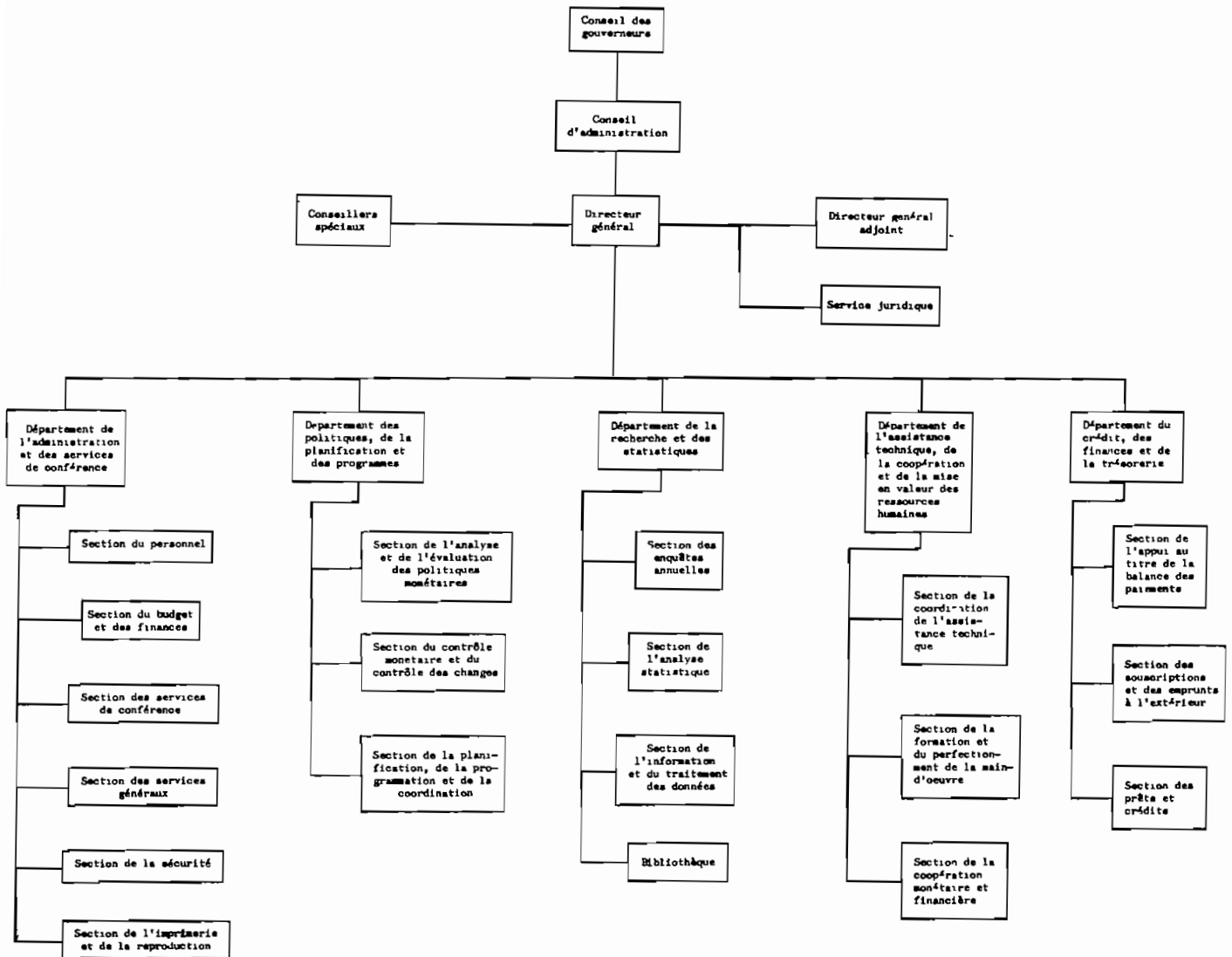
- a) un Conseil des gouverneurs qui serait son autorité suprême;

- b) un Conseil d'administration chargé des affaires courantes;
- c) un Directeur général et un Directeur général adjoint;
- d) un secrétariat.

Les fonctions proposées pour ces différents organes sont fondées sur l'expérience d'institutions analogues, et autres. Il est proposé que le Conseil d'administration soit composé au total de 12 administrateurs, dont 2 pourraient être non africains. Le secrétariat devrait compter au moins 5 départements en plus du cabinet du Directeur général : un département de l'administration et des services des conférences; un département du crédit, des finances et de la trésorerie; un département des politiques, de la planification et des programmes; un département de la recherche et des statistiques et un département de l'assistance technique, de la coopération et de la mise en valeur des ressources humaines.

257. La FMA doit être contrôlé et géré par des Africains qui doivent également en être propriétaires. Compte tenu de l'état actuel des relations monétaires et financières, les pays africains devraient toutefois envisager d'ouvrir le FMA à des participants extérieurs, et ce, dans des conditions clairement définies, afin de sauvegarder l'autonomie régionale; le système devrait, de ce fait, être conçu de manière à empêcher que des éléments extérieurs n'exercent une influence abusive sur le Fonds.

SECRETARIAT DU FONDS MONETAIRE AFRICAINE



## CHAPITRE VI

### VIABILITE DU FONDS MONETAIRE AFRICAIN SUR LES PLANS FINANCIER ET INSTITUTIONNEL

258. La question de la viabilité du FMA en tant qu'institution monétaire et financière est préoccupante depuis trois ou quatre ans. Il est généralement admis que, pour être efficace, le FMA doit disposer de ressources suffisantes pour effectuer ses opérations; cet aspect a été examiné au chapitre III. La viabilité du FMA a été également traitée indirectement dans les sections consacrées aux problèmes économiques et financiers des pays africains et à la justification de la création du Fonds monétaire africain. Le présent chapitre examine la viabilité du FMA, compte tenu de ses ressources financières, de ses politiques et procédures en matière de crédit et de sa structure organisationnelle.

259. A cet égard, on peut parler de viabilité financière, opérationnelle, institutionnelle et politique. Dans la présente étude, on n'examine en détail que la viabilité du FMA sur les plans financier et institutionnel. Le capital social initial, le montant libéré, la méthode à adopter pour la répartition des souscriptions entre les Etats membres africains et l'échéance sont autant de questions qui ont trait à la viabilité du FMA. A cet égard, la capacité du Fonds de mobiliser des ressources supplémentaires et sa structure organisationnelle et ses méthodes de gestion sont également importants.

260. La question qui se pose ici n'est pas tant de savoir s'il faut ou non créer un fonds monétaire africain - cette décision ayant déjà été prise par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA - que d'assurer le succès du FMA. On ne saurait donc trop souligner que la viabilité du FMA dépend de la volonté des Etats membres. Il est indispensable que les Etats membres fassent preuve de volonté politique et versent l'intégralité de leurs souscriptions en temps voulu. Quant au FMA, il est appelé à gérer rationnellement les ressources mises à sa disposition. Cela signifie que le Directeur, son adjoint

et les membres du secrétariat doivent être choisis sur la base de leur compétence et de leur expérience, abstraction faite de considérations politiques. La viabilité du FMA dépendra essentiellement de la confiance et de l'appui dont cette institution pourrait jouir en dehors de l'Afrique. Si, aux yeux des créanciers internationaux, la gestion du FMA est fondée sur des principes économiques judicieux, il lui sera accordé tout l'appui nécessaire ce qui garantira la viabilité du FMA. Un autre élément important est la nature et l'intensité des relations de coopération avec les autres institutions. Cet aspect est examiné au chapitre VII.

#### A. Viabilité financière de FMA

##### 1) Souscriptions des Etats membres

261. Les options concernant le capital social initial du FMA ont été examinées au chapitre III et il a été proposé un calendrier des versements à affectuer par les Etats membres. Il a été également proposé d'ouvrir la souscription à la participation extérieure, les opérations de crédit ne devant pas commencer (elles n'auraient de toute façon qu'une faible incidence) avant que le FMA ne dispose d'un montant de départ de 1 milliard de dollars. Etant donné que les Etats membres risquent de rejeter la participation extérieure et que les ressources extérieures risquent de se révéler difficiles à obtenir, notamment pendant les premières années, les calculs effectués dans la présente section sont tous fondés sur les contributions des Etats membres africains. On peut donc dire que ces chiffres illustrent la viabilité d'un fonds monétaire régional tout à fait autonome, que les pays africains sollicitent ou non des apports extérieurs.

262. Il ressort de ces données que, théoriquement, le FMA pourrait fonctionner avec un capital disponible de 444 millions de dollars seulement; il n'en demeure pas moins qu'une institution aux moyens si modestes n'aurait, compte tenu des énormes problèmes que connaît

l'Afrique, qu'une portée pratique extrêmement limitée, et n'inspirant guère confiance aux milieux financiers internationaux. Les tableaux ci-après comportent un état détaillé concernant le capital libéré par les Etats membres africains, et ce, dans le cas où l'on fixe le capital social à 3 milliards de dollars ou à 2 milliards de dollars sans participation extérieure, et si deux tiers, la moitié ou le tiers du capital souscrit est appelé. Si la souscription extérieure au capital social de 3 milliards de dollars représente le tiers, les flux de capitaux et la position financière seront ceux qui figurent au tableau 20. Ces chiffres s'appliqueraient également au cas où le capital social initial serait fixé à 2 milliards de dollars sans participation extérieure.

Tableau 19 : Capital des 3 milliards de dollars sans participation  
extérieure : Versement des souscriptions, 1988-1992  
(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992	Total
1) Si les deux tiers du capital sont libérés, 25 p. 100 sont payables la première année et le solde est payable à raison de 18,75 p. 100 par an	500	375	375	375	375	2000
Montant cumulatif	-	875	1250	1625	2000	
ii) Si la moitié du capital est libérée, 35 p. 100 sont payables la première année et le solde est payable à raison de 16,25 p. 100 par an	524	244	244	244	244	1500
Montant cumulatif	-	768	1012	1256	1500	
iii) Si le tiers du capital est libéré, 40 p. 100 sont payables la première année et le solde est payable à raison de 15 p. 100 par an	400	150	150	150	150	1000
Montant cumulatif	-	550	750	850	1000	

Tableau 20. Versement des souscriptions au capital de 3 milliards de dollars avec participation extérieure d'un tiers ou au capital de 2 milliards de dollars sans participation extérieure, 1988-1992

(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992	Total
1) Si les deux tiers du capital sont libérés, 25 p. 100 sont payables la première année et le solde est payable à raison de 18,75 p. 100 par an	333	250	250	250	250	1333
Montant cumulatif	-	583	833	1083		
11) Si la moitié du capital est libérée, 35 p. 100 sont payables la première année et le solde est payable à raison de 16,25 p. 100 par an	350	162,5	162,5	162,5	162,5	1000
Montant cumulatif	-	512	675	837	1000	
111) Si le tiers du capital est libéré, 40 p. 100 sont payables la première année et le solde est payable à raison de 15 p. 100 par an	267	100	100	100	100	667
Montant cumulatif	-	367	467	567	667	

263. Le versement annuel des souscriptions au capital social initial de 2 milliards de dollars dont le tiers est souscrit par des souscripteurs extérieurs, et la position financière qui en résulte pour le Fonds monétaire africain, figurent au tableau 21 ci-dessous.

Tableau 21 : Versement des souscriptions au capital social de  
2 milliards de dollars avec participation extérieure  
1988-1982

(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992	Total
i) Si les deux tiers du capital sont libérés, 25 p. 100 sont payables la première année et le solde est payable à raison de 18,75 p.100 par an	221	167	167	167	167	889
Montant cumulatif		388	555	722	889	
11) Si la moitié du capital est libérée, 35 p. 100 sont payables la première année et le solde est payable à raison de 16,24 par an	233	108,5	108,5	108,5	108,5	667
Montant cumulatif		341,5	450	558,5	667	
111) Si le tiers du capital est libéré, 40 p. 100 sont payables la première année et le solde est payable à raison de 15 p. 100 par an	178	66,5	66,5	66,5	66,5	444
Montant cumulatif		244,5	311	377,5	444	

ii) Recettes d'exploitation

264. Les opérations effectuées par le FMA dans le cadre de ses objectifs se traduiront par des entrées de liquidités. Une bonne partie de ces ressources proviendra des intérêts sur les prêts octroyés au titre de l'appui à la balance des paiements et des programmes de restructuration de l'économie. Le tableau 22 comporte des projections détaillées des entrées et des sorties de capitaux au cours des cinq premières années, si le capital libéré pendant cette même période s'élève à 1 milliard de dollars. On verra que, au bout de la cinquième année, le FMA sera à même d'effectuer des opérations de crédit d'un montant de 370 millions de dollars au moins. Les chiffres concernant les entrées de liquidités et les avoirs liquides nets ne portent pas sur le revenu provenant d'opérations de crédit, cet aspect étant examiné plus loin.

Tableau 22: Projections concernant l'engagement de prêt, les versements et la marge brute d'autofinancement dans le cas où le capital libéré est de 1 milliard de dollars, 1988-1992

(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992
Engagement de prêt	-	150	150	200	250
Versements annuels	-	150	150	200	250
Versements cumulatifs	-	150	300	500	750
Remboursement des prêts	-	-	60	150	170
Prêts versés non réglés	-	150	240	290	370
Marge brute d'autofinancement :					
a) Entrées :	350	162,5	222,5	312,5	332,5
dont : souscriptions	350	162,5	162,5	162,5	162,5
remboursement de prêts	-	-	60,0	150,0	170,0
dons et subventions	-	-	-	-	-
b) Sorties	-	150,0	150,0	200,0	250,0
Sorties de liquidités nettes	350	12,5	72,5	112,5	82,5
Disponibilités à court terme (à reporter)	-	350,0	362,5	435,0	547,5
Avoirs liquides nets à la fin de l'exercice	350	362,5	435,0	547,0	630,0

Source : Chiffres calculés sur la base des données des tableaux figurant au chapitre III.

265. Le tableau 23 comporte les mêmes projections dans le cas où le capital libéré se monte à 667 millions de dollars (voir tableaux 20 et 21).

Tableau 23 : Projections concernant l'engagement de prêt, les versements et la marge brute d'autofinancement dans le cas où le capital libéré est de 667 millions de dollars, 1988-1992

(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992
Engagement de prêt	-	100	100	135	155
Versements annuels	-	100	100	135	155
Versements cumulatifs	-	100	200	335	490
Remboursement des prêts	-	-	40	100	114
Prêts versés non réglés	-	100	160	195	236
Marge brute d'autofinancement :					
a) Entrées :	267	100	140	200	214
dont : souscriptions	267	100	100	100	100
remboursement de prêts	-	-	40	100	114
emprunts	-	-	-	-	-
dons et subventions	-	-	-	-	-
b) Sorties	-	100	100	135	155
Sorties de liquidités nettes	267	0	40	65	59
Disponibilités à court terme	-				
(à reporter)	-	267	267	307	372
Avoirs liquides nets à la fin de					
l'exercice	267	267	307	372	431

Source : Chiffres calculés sur la base des données des tableaux figurant au chapitre III.

266. Si le volume des prêts approuvés chaque année est fonction du capital libéré au cours des années précédentes, il n'y aurait pas de versements en 1988; par contre, en 1989 et 1990, ces versements atteindraient déjà 150 millions de dollars par an. Il convient de se rappeler que du moment que le FMA aurait à accumuler des ressources le plus rapidement possible, les versements effectués au cours des premières années seraient, bien entendu, modestes. A partir de 1990, le volume des crédits accordés pourrait augmenter.

267. Il importe de se rappeler que tout au long de 1988 et pendant une bonne partie de 1989, le FMA devrait, en tout cas, s'occuper de questions administratives et organisationnelles telles que le recrutement du personnel l'élaboration des politiques, critères et modalités régissant les opérations de crédit, et la mise au point des modalités à suivre pour ce qui est de l'appui au titre de la balance des paiements. Les opérations de crédit ne devraient commencer qu'à la fin de 1989. Dans les tableaux 22 et 23, on s'est fondé sur l'hypothèse que tous les crédits accordés pendant la période initiale s'inscrivent dans le cadre de l'appui au titre de la balance des paiements, que l'échéance est de 3 ans au plus et la période de grâce d'une année au maximum, et que le remboursement de 40 p. 100 du principal doit s'effectuer au cours de la deuxième année, le solde devant être payé au cours de la troisième année.

268. Comme on l'a mentionné ci-dessus, les tableaux 22 et 23 donnent des estimations prudentes des entrées de liquidités; en effet, ils portent sur les versements des souscriptions, les versements des prêts et leur remboursement, sans tenir compte du revenu provenant des opérations de crédit ou des dépenses occasionnées par ces opérations. Il va de soi que le FMA en tant qu'institution financière, devra percevoir, outre les commissions des intérêts sur tout crédit accordé aux Etats membres. Il s'agit là d'une pratique commerciale courante. Dans la présente étude, tous les prêts accordés pour appuyer la balance des paiements porteront, par hypothèse, 10 p. 100 d'intérêt et 0,5 p. 100 de commission au titre des versements annuels. Si ce taux d'intérêt semble trop faible en regard des taux actuellement pratiqués sur les marchés internationaux, il n'en permet pas moins d'indiquer la marge brute d'autofinancement du FMA.

### iii) Revenu des investissements

269. De même, les ressources nettes de trésorerie (c'est-à-dire les fonds non décaissés) seront, par hypothèse investis en Afrique et en dehors du continent en éléments d'actif réalisables à court terme à 10 p. 100 d'intérêt par an, les fonds placés pendant un exercice

donné étant, par hypothèse, le total des fonds reportés de l'exercice en cours, plus les bénéfices nets réalisés pendant l'exercice précédent, moins les décaissements effectués pendant l'année en cours, moins les dépenses administratives encourues pendant l'exercice précédent. Sur la base de ces hypothèses et compte tenu des projections concernant les flux de ressources (tableaux 22 et 23), les revenus que pourrait obtenir le FMA sont ceux qui sont indiqués aux tableaux 24 et 25.

Tableau 24 : Projections concernant le revenu provenant des crédits octroyés pour appuyer la balance des paiements et revenus des placements si le capital libéré est de 1 milliard de dollars, 1988-1992  
(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992
<b>Prêts pour appuyer la balance des paiements portant un intérêt de 10 p. 100</b>	-	15,00	30,00	44,00	54,00
<b>Commission de 0,5 p. 100</b>	-	0,75	0,75	1,00	1,25
<b>Revenu des placements (10 p. 100)</b>	17,50	26,68	33,74	37,88	46,46
<b>Revenu global</b>	17,50	45,43	64,49	82,88	101,71

Source : Chiffres calculés sur la base des données du tableau 22.

Tableau 25 : Projections concernant le revenu provenant des crédits octroyés pour appuyer la balance des paiements et revenus des placements dans le cas où le capital libéré est de 667 millions de dollars, 1988-1992

(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992
Prêts pour appuyer la balance des paiements portant un intérêt de 10 p. 100	-	10 000	20 000	29 500	35 000
Commission de 0,5 p. 100	-	0,500	0,500	0,675	0,775
Revenu des placements (10 p. 100)	13 350	22 840	24 850	22 540	25 220
Revenu global	13 350	33 340	45 350	52 715	57 995

Source : Chiffres calculés sur la base des données qui figurent au tableau 23

270. Les chiffres concernant le revenu provenant des prêts octroyés au titre de la balance des paiements sont fondés sur l'hypothèse selon laquelle des intérêts peuvent être prélevés sur le montant global versé au cours d'une année civile donnée. En réalité, il est peu probable, comme on l'a déjà mentionné, que les opérations de crédit commencent avant la fin de 1989. Aussi le produit financier projeté pour 1989 est-il exagéré. Fait plus important, le remboursement des prêts à partir de 1990 se traduira par une réduction du capital non remboursé sur lequel le FMA peut recevoir des intérêts et, partant, du produit financier. Cet aspect n'a pas été défini, dans la mesure où l'on suppose que l'Administration du Fonds adoptera des pratiques financières rationnelles et investira rapidement

le capital remboursé en éléments d'actifs productifs de revenu. L'augmentation du revenu des placements qui en résulte devrait compenser la diminution du produit financier; aussi peut-on dire que les chiffres concernant le "revenu global" qui figurent aux tableaux 24 et 25 sont assez précis.

iv) Revenu des emprunts

271. Une autre source de revenu pour le FMA serait de contracter des emprunts publics et privés en Afrique et hors d'Afrique. Il pourrait s'agir de crédits à court terme ou d'emprunts à long terme à des taux d'intérêt fluctuants ou fixes. Le FMA pourrait également envisager d'émettre des bons et billets de trésorerie à court et à moyen terme, et ce, par le biais des banques centrales des Etats membres. Des fonds pourraient être recueillis grâce à des crédits cartellaires, un groupe de banquiers et financiers internationaux fournissant un prêt à gérer par l'un des membres du consortium.

272. Il est difficile, pour l'instant, d'évaluer les crédits et emprunts qui seraient disponible, pour le FMA. Par conséquent, aucune estimation du revenu provenant de cette source ne figure aux tableaux 22 et 23 et les calculs effectués dans le présent chapitre n'en tiennent pas compte. Il est tout à fait possible qu'au cours des quelques premières années, aucun crédit ne puisse être obtenu. Comme on l'a mentionné au chapitre III, le volume des prêts et crédits disponibles pour le FMA sera très largement tributaire de l'aptitude du Fonds à persuader la communauté internationale du caractère rationnel de sa gestion.

v) Dépenses d'administration

273. Les dépenses d'administration constituent un élément important de la viabilité financière du FMA. Le tableau 26 présente des projections concernant les dépenses d'administration au cours de la période 1988-1992. On suppose que les dépenses d'administration

seraient de l'ordre de 2 p. 100 des engagements annuels de prêt pendant les cinq premières années, pour augmenter progressivement et atteindre 5 à 6 p. 100. Le poste de dépense le plus important est constitué par les traitements, salaires et indemnités, qui représentent 50 p. 100 du budget de fonctionnement d'autres institutions analogues dans les pays en développement, tels que notamment le Fonds monétaire arabe et le Fonds de réserve andin. On suppose que, au cours des quelques premières années, toutes les dépenses d'administration seront couvertes par les souscriptions. Toutefois, au fur et à mesure que le FMA intensifiera ses opérations, ces dépenses seront couvertes par les revenus provenant des prêts et crédits et par le revenu des placements.

274. Les autres postes comprenant la location de bureaux et la location ou l'achat de mobilier et de matériel de bureau, d'installations de télex et de matériel téléphonique, de machines à écrire, de véhicules, d'ordinateurs et de matériel informatique. Les projections concernant ces articles sont fondées sur les prix en 1984. Le budget comporte une provision pour reconstitution des réserves au taux forfaitaire de 20 p. 100 portant sur le mobilier, les machines de bureau et les véhicules. Il comporte également une provision pour le recrutement de consultants au cours des premières années de fonctionnement du FMA, les dépenses étant estimées à quelque 9 p. 100 des dépenses d'administration annuelles.

Tableau 26 : Projections des dépenses d'administration, 1988-1992  
(en dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992
Dépenses totales d'administration	1 459 338	1 779 085	1 966 745	2 433 471	2 962 035
dont :					
- Traitements, salaires, indemnités	893 745	1 123 345	1 217 745	1 542 945	1 931 745
- Frais de voyage et hébergement	149 597	190 740	225 000	275 526	344 954
- Location de bureaux	168 539	195 000	220 000	235 000	240 937
- Services de consultants	127 678	150 000	180 000	225 000	275 964
- Autres	110 779	120 000	124 000	155 000	168 435
Dépenses d'équipement	540 662	20 915	-	50 000	100 000
Dépenses globales	2 000 000	1 800 000	1 966 745	2 483 471	3 062 035

275. Sur la base des données des tableaux 24, 25 et 26, il devient possible d'évaluer le revenu net du Fonds monétaire africain au cours des cinq premières années et d'estimer le rendement du capital libéré. On trouvera les données y relatives aux tableaux 27 et 28. Il ressort clairement que, même si l'on retient les chiffres les plus pessimistes pour ce qui est du capital disponible, des apports extérieurs et du taux de rendement des capitaux que le FMA investit sur les marchés, le Fonds peut fonctionner de façon tout à fait autonome et peut donc être considéré comme financièrement viable.

Tableau 27 : Projections concernant le revenu net du capital libéré  
(1 milliard de dollars), 1988-1992

(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992
Revenu global	17,50	45,43	64,48	82,88	107,71
Dépenses globales	2,00	1,80	1,97	2,48	3,06
Revenu net	15,50	43,63	62,51	80,40	98,65
Taux de fluctuation du revenu net	-	181,00	43,00	29,00	23,00
Taux de rendement du capital libéré (en pourcentage)	4,40	8,50	9,20	9,60	9,80

Tableau 28 : Projections concernant le revenu net du capital libéré  
(667 millions de dollars), 1988-1992

(en millions de dollars)

	1988	1989	1990	1991	1992
Revenu global	13,35	33,34	45,35	52,72	57,94
Dépenses globales	2,00	1,80	1,97	2,48	3,06
Revenu net	11,35	31,54	43,38	50,24	54,88
Taux de fluctuation du revenu net	-	178,00	38,00	16,00	9,00
Taux de rendement du capital libéré (en pourcentage)	4,20	8,60	9,20	8,80	8,20

B. Viabilité du FMA sur le plan institutionnel

276. Après avoir examiné et démontré la viabilité financière du FMA, il convient maintenant de déterminer si le Fonds est viable en tant qu'institution de financement du développement. On a souligné au chapitre IV la nécessité de définir une série de critères devant régir les opérations de crédit du Fonds. S'il convient de tenir dûment compte des problèmes particuliers des pays africains, il n'en demeure pas moins que le FMA ne doit pas être considéré comme une institution qui vise simplement à sortir les pays de l'impasse. La réalisation des objectifs du FMA ne dépend pas seulement du volume des ressources financières disponibles, mais également de la rationalité des principes régissant ses activités commerciales et sa gestion et de la mise en service progressive de certains mécanismes dont on propose la création.

277. Pour que le Fonds soit financièrement viable, ses opérations de crédit doivent être fonction de ses recettes financières. Dans la section A ci-dessus, l'ensemble des opérations de crédit effectuées au cours des premières années seront, par hypothèse, fonction des souscriptions annuelles des Etats membres africains et des dépenses de fonctionnement. Si tel est le cas, le FMA aurait intérêt à créer le nombre limité de facilités de crédit proposées au chapitre IV, les mécanismes de financement à moyen et à long terme devant être lancés une fois le Fonds bien établi. Il importerait alors d'opérer un choix judicieux quant aux mécanismes de financement susceptibles d'appuyer les programmes et projets jugés par les pays africains (et autres) comme étant les mieux aptes à contribuer à résoudre les problèmes monétaires et financiers conjoncturels. Les mécanismes de financement ainsi choisis doivent avoir une incidence profonde sur l'économie des pays africains. L'aptitude du FMA à atténuer la gravité des problèmes de balance des paiements témoignerait de sa viabilité sur le plan institutionnel.

278. Il a été indiqué au chapitre IV que la mise en place de mécanismes de crédit à court terme visant à appuyer la balance des paiements atténuerait les pressions exercées sur l'économie des pays africains. Il a été proposé, à cet égard, un certain nombre de programmes d'assistance financière à court terme, à savoir :

- a) Le mécanisme d'appui au titre de la balance des paiements;
- b) Les accords de confirmation;
- c) Les arrangements spéciaux de financement des échanges intra-africains;
- d) Le mécanisme spécial de financement des importations alimentaires.

279. La mise en service de ces mécanismes, notamment le mécanisme d'appui au titre de la balance des paiements et les arrangements spéciaux de financement des échanges intra-africains, auront incontestablement au cours des premières années, une incidence immédiate. A cet égard, toute institution susceptible d'imprimer une forte impulsion aux échanges intra-africains et, partant, à l'autonomie collective, constitue une entreprise méritoire. L'octroi d'une assistance financière à court terme au titre des arrangements spéciaux de financement des échanges intra-africains ne pourrait que renforcer la viabilité du FMA sur le plan institutionnel. Dans ce cadre, si l'autorité monétaire ou une banque centrale éprouve des difficultés à régler le solde accusé par un pays africain vis-à-vis d'un autre au titre des échanges intra-africains, soit directement, soit par le biais d'une chambre de compensation sous-régionale, elle pourrait recourir au FMA pour obtenir une assistance temporaire. Le FMA devrait établir les créances et obligations des parties concernées et garantirait le remboursement à l'autorité monétaire créditrice en prenant à sa charge les dettes du demandeur vis-à-vis de l'autorité monétaire créditrice. En contrepartie, l'autorité monétaire débitrice s'engagerait vis-à-vis du Fonds à effectuer pendant une période convenue des versements dont le montant

serait spécifié. Les autorités monétaires créditrices auraient la possibilité de conserver auprès du FMA une partie de leurs créances en tant que crédits nets porteurs d'intérêt, et de payer le solde.

280. En contribuant à réduire les restrictions aux règlements des opérations commerciales intra-africaines, le FMA ferait des arrangements de compensation et de paiements existants, un arrangement régional unique, facilitant ainsi la création d'une unité de compte africaine. Ces activités auront essentiellement pour résultat d'assurer une utilisation plus rationnelle des devises, d'intensifier les échanges intra-africains et d'harmoniser les politiques de contrôle des changes. Les résultats que l'on pourrait obtenir dans tous ces domaines renforce la viabilité du Fonds en tant qu'institution monétaire et financière régionale.

281. La viabilité du FMA sur le plan institutionnel pourrait également être mesurée en fonction des avantages que comporte pour les Etats membres la réalisation des objectifs du Fonds. C'est ainsi que la stabilisation accrue des monnaies africaines grâce à l'adoption, aux niveaux national, sous-régional et régional, de politiques judicieuses, permettrait d'atténuer considérablement les effets négatifs de l'instabilité monétaire et des fluctuations des taux de change. Dans la mesure où les activités du FMA permettraient de mettre de l'ordre dans ce domaine, le Fonds serait incontestablement d'une grande utilité pour les pays africains, pris individuellement et collectivement. En matière monétaire et financière, le FMA pourrait harmoniser les positions des pays africains lors des négociations monétaires et financières internationales et, parant, contribuer largement à recueillir, en Afrique et en dehors du continent, des fonds à des conditions qu'aucun pays ne saurait obtenir.

282. La gestion rationnelle est d'une importance cruciale pour la viabilité du FMA en tant qu'institution financière. De la répartition des ressources décidée par le Directeur général dépendrait essentiellement le succès du FMA.

283. Le Directeur général, les directeurs de division et les administrateurs doivent être des spécialistes confirmés des questions monétaires et financières, ceux-ci doivent tenir constamment présent à l'esprit que les souscriptions des Etats membres représentent des investissements qui devraient produire un rendement raisonnable. Si le FMA est doté d'effectifs suffisants, il sera également à même de fournir une assistance technique et des services consultatifs notamment en matière de politiques budgétaires et fiscales.

### C. Résumé

284. La viabilité du FMA sur le plan financier et institutionnel dépendra de nombreux facteurs extrêmement complexes. A ce stade, on ne saurait affirmer catégoriquement que le FMA sera viable; cela étant, tout porte à croire qu'il pourrait devenir une institution viable et fort dynamique.

285. Au cours des quelques premières années, il est peu probable que le FMA puisse, outre les souscriptions des Etats membres africains, recueillir des fonds importants. En supposant que seuls quelques mécanismes de crédit seront initialement mis en activité, le Fonds serait toujours financièrement viable. Il va de soi que plus les programmes de crédit sont importants, plus les ressources financières nécessaires à leur exécution doivent être importantes. Pour déterminer le nombre des programmes à mettre en oeuvre et l'importance de chaque programme, il convient toutefois de tenir compte et des ressources disponibles et de l'impact que ces programmes pourraient avoir sur l'économie des pays africains. Faute d'avoir un impact considérable dès les premières années, le FMA ne saurait inspirer confiance aux Etats membres ni s'imposer en tant qu'institution financière crédible, tant en Afrique qu'hors d'Afrique.

286. Le FMA étant une institution africaine, les pays africains sont appelés à en assurer la viabilité. La volonté politique des pays africains sera illustrée par leur volonté et leur aptitude à souscrire rapidement au capital du Fonds. Cela est d'autant plus important que les souscriptions constitueront pendant très longtemps la principale source de financement. A cet égard, la communauté internationale s'est ouvertement déclarée en faveur de programmes visant à arracher l'Afrique de la profonde misère où elle se trouve actuellement. Il est à espérer que ces nobles intentions se traduiront par un flux de ressources en faveur du FMA.

287. Pour ce qui est des opérations de crédit, la viabilité du Fonds dépend de la mise en service de mécanismes de crédit susceptibles d'assister les Etats membres à résoudre leurs problèmes immédiats, et de la connaissance approfondie de l'essence de ces problèmes, étant entendu qu'il faut s'en tenir strictement à une politique financière réaliste et à des pratiques de gestion rationnelles. Les activités du Fonds visant à promouvoir la stabilité des monnaies africaines grâce à l'adoption de politiques monétaires et financières judicieuses, à réduire les restrictions en matière de règlement des opérations commerciales intra-africaines et à harmoniser les politiques de contrôle des changes, sont toutes au service des pays africains. La réalisation de ces objectifs constituerait la preuve irréfutable de la viabilité du FMA sur le plan institutionnel et financier.

## CHAPITRE VII

### COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

288. Du fait de l'interdépendance actuelle de l'économie mondiale, il est hautement souhaitable que le Fonds monétaire africain coopère avec les institutions africaines et non africaines qui poursuivent des objectifs analogues ou mènent des activités semblables 130/.

La nature de cette coopération variera bien entendu d'une organisation à l'autre. On analyse dans les paragraphes qui suivent les formes de coopération possibles propres à contribuer à atteindre les objectifs du Fonds monétaire africain, étant entendu que le présent chapitre n'énumère pas de manière exhaustive tous les domaines où une coopération serait utile.

#### a) Appui à court terme au titre de la balance des paiements

289. Il ressort du chapitre IV que les mécanismes d'appui à court terme au titre de la balance des paiements proposés pour le FMA (financement de la balance des paiements, accords de compensation, financement spécial des échanges intra-africains et mécanisme spécial de financement des importations alimentaires) exigeront des crédits dépassant largement les possibilités du Fonds, même une fois qu'il sera entièrement opérationnel. Le FMI ayant des mécanismes analogues, 131/ les deux fonds devraient collaborer

---

130/ Le FMA devra par exemple tenir compte des programmes exécutés par le FMI, la Banque mondiale, le Groupe de la BAD et d'autres organisations.

131/ Le FMI mène actuellement les activités suivantes : a) Tirage dans les tranches de réserve; b) Tirage dans les tranches de crédit et accords de confirmation; c) Facilité élargie; d) Un mécanisme de financement compensatoire; e) Système de financement des stocks régulateurs; f) Facilité de financement supplémentaire; g) Politique d'accès élargie. A cela s'ajoute un compte de subvention du mécanisme pétrolier, un fonds d'affectation spécial et un compte de subvention au titre du financement complémentaire.

afin que leurs activités se complètent et ne fassent pas double emploi. Par exemple, l'une des activités les plus importantes du FMA, l'appui au titre de la balance des paiements, est également une activité du FMI 132/. Bien que les objectifs du FMA diffèrent de ceux du FMI, du fait que leur composition est différente et que leurs membres éprouvent des difficultés monétaires et financières différentes, du point de vue des opérations, les deux fonds devront oeuvrer à partir d'une base analogue. Leur collaboration dans le domaine de l'appui au titre de la balance des paiements devrait notamment consister en un échange régulier de renseignements sur les programmes nationaux qu'ils financent, le niveau de l'appui financier et les conditions d'octroi des crédits.

290. Le Fonds monétaire africain devra sans doute compléter les souscriptions de ses membres à son capital. Il pourrait, dans des conditions clairement définies, accepter en dépôt des fonds de banques centrales africaines et d'autres institutions africaines et non africaines. Il en irait de même si le Fonds décidait d'entreprendre des opérations d'open market pour assurer la régulation des liquidités globales et de la masse monétaire dans la région. De même, dans le cadre de sa politique d'emprunt, le Fonds pourrait également collaborer avec les banques centrales en contractant des prêts à court terme et en ouvrant des lignes de crédit pour financer ses opérations, et en négociant des dépôts avec des institutions financières détenant des réserves de devises hors d'Afrique 133/.

291. La coopération entre le Fonds monétaire africain et le FMI devrait également viser à éviter que le système monétaire international aille à l'encontre des intérêts des pays africains.

---

132/ Voir Thomas M. Reichmann, "Experience with Programmes of Balance of Payments Adjustment: Stand-by Arrangements in the Higher Tranches, 1963-72", FMI, Staff Papers, Vol 25 (juin 1978), pp. 293-300.

133/ A cet égard, les partenaires possibles sont la BADEA, la BDAE, la Banque de développement de la ZEP, la BCEAO, et la Banque ECO.

Le FMA et le FMI devraient également fournir aux pays africains des renseignements divers, par exemple sur la gestion de la dette, l'organisation des données relatives à la dette, le rééchelonnement de la dette, le déficit de la balance des paiements, les politiques d'emprunt et la rentabilité de services particuliers chargé par exemple d'effectuer des études de pré faisabilité et de faisabilité. Les deux fonds pourraient également oeuvrer de concert en aidant les pays africains à élaborer des politiques appropriées dans les domaines monétaires et financiers.

292. Certaines des fonctions du Fonds monétaire africain sont telles qu'elles exigent une collaboration très étroite avec le FMI. On a souligné au cours de la présente étude que les problèmes de balance des paiements que connaissent actuellement les pays africains sont d'ordre structurel et que leur solution exige une combinaison de mécanismes de financement à court et à long terme. La coopération entre le FMA et le FMI est particulièrement indispensable dans les cas où les problèmes de liquidité découlent de déséquilibres sectoriels chroniques et où il est impossible de résoudre les problèmes sans assortir une aide à court terme de programmes d'investissements intégrés à moyen et à long terme visant à accroître la production intérieure. Tout en variant ses efforts sur la fourniture de mécanismes de financement à court terme, le Fonds monétaire africain pourrait faire appel au FMI pour financer les aspects qu'il ne peut couvrir aux moyens de ses propres fonds.

b) Opérations de crédit à moyen et à long terme

293. La coopération pourrait également porter sur l'appui à moyen et à long terme au titre de la balance des paiements, sous forme de programmes de restructuration de l'économie et de projets de stabilisation visant à corriger les déséquilibres de la balance des paiements provoqués par des perturbations à court, moyen et long terme de l'économie intéressée. Le FMA devra donc obligatoirement

collaborer étroitement avec le Groupe de la Banque mondiale, le Groupe de la BAD et le FMI pour fournir un appui à moyen et à long terme au titre de la balance des paiements. Les travaux de recherche effectués en la matière semblent indiquer que la durée des programmes en cours n'est pas suffisante pour permettre aux pays de procéder à tous les ajustements requis. C'est pourquoi la durée des programmes de restructuration du FMA serait beaucoup plus longue que celle du programme d'ajustement structurel du FMI 134/ ou celle des prêts au titre de l'ajustement structurel consentis par la Banque mondiale et le Groupe de la Banque africaine de développement 135/. Bien entendu, le FMA ne saurait prétendre à égaler les ressources du FMI, de la Banque mondiale ou du Groupe de la BAD. Ses activités devraient être conçues de façon à éviter tout double emploi avec les programmes en cours, ce qui exige des consultations extrêmement étroites.

294. Le FMA devrait également collaborer étroitement avec le Groupe de la Banque africaine de développement, l'objectif de celui-ci étant de "contribuer au développement économique et au progrès social des Etats membres, individuellement et collectivement" 136/, objectif conforme aux objectifs généraux du FMA. Il y aurait lieu de définir clairement et de bien structurer les domaines techniques de coopération entre le FMA et le Groupe de la Banque africaine de développement si, compte tenu de leurs fonctions et objectifs respectifs, les deux organisations peuvent définir des domaines où leurs activités sont complémentaires.

---

134/ Voir Thomas M. Reichmann, "L'aide conditionnelle du Fonds et les problèmes d'ajustement, 1973-1975", dans Finances et développement, Vol. 15 (décembre 1976).

135/ Voir E. Peter Wright, "World Bank Lending for Structural Adjustment", dans Finances et développement, Vol. 17 (septembre 1980).

136/ Voir l'article premier de l'accord portant création de la Banque africaine de développement, 3 juillet 1963.

295. A cet égard, le Groupe de la BAD occupe une position particulière : il pourrait exécuter des projets conjointement avec le FWA, du stade de la conception à celui de l'achèvement et de l'évaluation. Enfin, il est possible d'envisager que le Groupe de la BAD, tout en contribuant activement à financer des programmes de restructuration à moyen ou à long terme, participe à l'évaluation périodique des résultats obtenus par les pays qui reçoivent une aide des deux institutions financières. Dans les cas où le Groupe identifie des projets visant au développement et à l'expansion des échanges intra-africains ayant des incidences importantes du point de vue de la balance des paiements, le Fonds monétaire africain pourrait intervenir en élargissant ses facilités afin de permettre aux pays de développer leurs échanges et de stimuler leur production.

c) Coopération technique et recherche

296. D'autres domaines se prêtent à une coopération utile entre le FWA et d'autres institutions : l'assistance technique, la formation, la recherche et la fourniture de services consultatifs aux pays africains. Cette coopération pourrait être recherchée avec toutes les institutions s'occupant de ces questions en Afrique et notamment le FMI, la Banque mondiale, la BAD et le Centre africain d'études monétaires (CAEM). Ces institutions possèdent une vaste expérience de l'aide aux pays en développement dans les domaines des prêts-programmes, de l'ajustement structurel, de l'élaboration de politiques et du rééchelonnement de la dette. Les activités du FWA tendant à promouvoir la stabilité entre les monnaies africaines constituent également un domaine important dans lequel la coopération contribuerait à la réalisation des objectifs du Fonds, tout en renforçant sa viabilité en tant qu'institution financière.

297. Le Centre africain d'études monétaires occupe une position exceptionnelle dans le domaine de la recherche monétaire et financière. Il a consacré des études à la plupart des questions auxquelles s'adressent les objectifs du FWA. La coopération entre

les deux institutions serait indispensable, d'autant plus que le CAEM assume également les fonctions de secrétariat de l'Association des banques centrales africaines et que ses multiples activités de recherche dans les Etats membres de cette association seraient utiles aux opérations du FMA.

d) Coopération dans d'autres domaines

298. La coopération avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux <sup>137/</sup> renforcerait considérablement la capacité du Fonds monétaire africain de répondre efficacement aux demandes de ses Etats membres et pourrait être indispensable à l'obtention de fonds supplémentaires sous forme de subventions et de dons ou de prêts à des conditions libérales. La coopération avec ces organismes ne doit pas être systématique dans tous les domaines et devrait être définie en fonction des besoins, compte tenu des statuts du Fonds. En tout état de cause, il est évident que le Fonds monétaire africain chercherait à nouer des relations fonctionnelles avec des organismes de l'Ouest comme de l'Est. Cette coopération pourrait aboutir au financement en commun d'activités de recherche, de formation et d'études de pré faisabilité et de faisabilité. Les organismes et institutions avec lesquels le Fonds pourrait coopérer sont extrêmement nombreux.

---

<sup>137/</sup> Tels que l'Overseas Development Administration (Royaume-Uni), le Fonds européen de développement, l'Organisme suédois pour le développement international, la Banque des règlements internationaux, l'Association internationale de développement (Banque mondiale) et le Conseil d'assistance économique mutuelle, pour n'en citer que quelques-uns.

## CHAPITRE VIII

### RESUME DES CONCLUSIONS

299. Soulignant la nécessité de créer une institution monétaire et financière africaine autonome, le Plan d'action de Lagos préconisait la restructuration et la réorientation complètes des programmes et politiques des institutions monétaires et financières importées en Afrique (banques centrales, banques commerciales, etc.) de manière à mieux les adapter aux objectifs de développement de chaque pays. De nombreux milieux africains s'accordent à penser que la création d'un fonds monétaire africain constitue l'un des moyens les plus efficaces d'encourager la coopération monétaire et financière aux niveaux sous-régional et régional, coopération qui renforcera la prospérité du continent.

300. Depuis leur accès à l'indépendance, la plupart des pays africains ont éprouvé des difficultés à adopter des politiques nationales leur permettant de s'attaquer efficacement à leurs problèmes monétaires et financiers chroniques. En fait, les politiques de ces pays ont été modelées ou au moins influencées par des notions et facteurs extérieurs, même si leur droit souverain d'assurer la régulation de leurs monnaies a été en principe respecté. En outre, les relations monétaires internationales ont empêché les pays en développement d'Afrique d'exercer une influence suffisante sur des décisions relatives à des questions aussi importantes que les taux d'intérêt, les ajustements des taux de change et le niveau des réserves extérieures. L'Afrique a toutefois accompli des progrès considérables dans la création d'institutions sous-régionales de financement et de développement afin de résoudre les problèmes socio-économiques : BAD, Centre africain d'études monétaires, Association africaine des banques centrales, CCAO, CCAC et Chambre de compensation de la ZEP. Toutefois, ces efforts ne diminuent en

rien la nécessité de créer à l'échelon régional un organe de régulation et de stabilisation qui serait le Fonds monétaire africain.

a) Principales questions d'intérêt pour l'Afrique

301. Sur la scène monétaire africaine, l'effet conjugué de plusieurs facteurs suscite de profondes inquiétudes au sein des gouvernements africains. Il s'agit notamment du fait que a) les politiques monétaires nationales sont de moins en moins à même de juguler la crise économique actuelle; b) qu'elles sont de plus en plus déterminées par des facteurs exogènes; c) le niveau des recettes d'exportation a connu une chute vertigineuse, qui s'est traduite par un épuisement des réserves de change et le ralentissement, voire la paralysie de la croissance économique; d) le déficit croissant de la balance des paiements a un effet néfaste sur l'économie des pays africains; e) les taux d'intérêt et les commissions payées au titre d'emprunts extérieurs ont augmenté; et f) la dette extérieure s'est inévitablement alourdie. A moins que l'on ne procède immédiatement à un véritable changement de cap en procédant à une réforme économique, l'Afrique se trouverait à la fin du siècle aux prises avec une situation économique encore plus grave. La création d'un Fonds monétaire africain répondrait à la nécessité de procéder d'urgence à ces réformes par le biais de politiques monétaires et financières.

b) Objectifs et fonctions

302. Les objectifs et fonctions du Fonds monétaire africain proposés dans la présente étude ont été conçus pour faire face aux problèmes chroniques de paiement que connaît l'Afrique. On a tenu compte de la possibilité d'instaurer, à partir du Fonds, un véritable système monétaire africain inspirant la confiance aux Etats membres et s'attirant le respect de la communauté internationale. Ces

objectifs et besoins concernent nécessairement et des opérations à court terme et des programmes de restructuration économique à moyen et long terme.

303. Il est proposé au chapitre II, sans que cette liste soit exhaustive, que les objectifs du FMA soient les suivants :

- a) Contribuer au développement économique et au progrès social des Etats membres en élaborant un système inter-africain qui inspire confiance aux Etats membres en promouvant la coopération monétaire et financière au niveau régional et jouer le rôle d'un mécanisme consultatif qui favorise une croissance économique plus équilibrée des Etats membres;
- b) Fournir, au titre de la balance des paiements, un appui aux Etats membres dont la balance des opérations courantes est déficitaire, afin qu'ils puissent maintenir leur croissance économique au moyen d'ajustements appropriés tenant compte des besoins fondamentaux des Etats membres en matière de développement;
- c) Promouvoir la stabilité des monnaies africaines grâce à des politiques efficaces de stabilisation, comportant notamment des systèmes de taux de change, aux niveaux national, sous-régional et régional;
- d) Promouvoir la libéralisation des réglementations d'échanges en vue d'éliminer les restrictions aux paiements entre pays africains, en favorisant la libre convertibilité des monnaies nationales et en fixant les parités, et faciliter l'harmonisation des dispositions en vigueur en matière de compensation ou de paiement afin d'encourager la coopération et les échanges intra-africains;

- e) Aider les Etats membres à mettre sur pied des programmes à long terme de restructuration et de stabilisation économique visant à résoudre la crise socio-économique que provoquent à long terme en Afrique les problèmes de balance des paiements, à mobiliser les capitaux et à rationaliser l'allocation des ressources au développement;
- f) Constituer un mécanisme qui permette d'harmoniser les législations et pratiques monétaires et bancaires des pays africains, de résoudre la question des monnaies nationales afin d'en promouvoir la libre convertibilité ainsi que l'utilisation d'une unité de compte commune, et élaborer des mécanismes permettant de résoudre les problèmes dus à la multiplicité des monnaies et des zones monétaires, l'objectif final étant la création d'une monnaie commune africaine;
- g) Prêter une assistance technique et des services consultatifs aux Etats membres en ce qui concerne les politiques financières, fiscales et budgétaires ainsi que la création d'institutions monétaires nationales capables de gérer et d'exploiter les ressources financières au fin du développement économique;
- h) Coordonner et harmoniser la position des Etats membres lors des négociations internationales sur les questions monétaires et financières, de façon à servir au mieux leurs intérêts et à contribuer plus efficacement à la recherche de solutions aux problèmes monétaires internationaux;
- i) S'acquitter de toute autre fonction qui pourra être stipulée dans ses Statuts.

c) Ressources du Fonds monétaire africain

304. Le chapitre III analyse cette question dans le cadre des sous chapitres ci-après : a) définition des besoins financiers, b) capital social initial du FMA, c) principes généraux régissant la répartition des souscriptions de capital entre les Etats membres et d) autres sources de financement.

305. Déterminer les ressources financières du FMA et son capital social initial exige une analyse très approfondie. Le succès du FMA dépend essentiellement de la volonté politique des Etats membres et de leur volonté de verser leurs souscriptions régulièrement et rapidement. Tout le long de cette étude, on a tenu présente à l'esprit la nécessité de ne pas imposer aux pays membres une trop lourde charge financière, compte tenu, bien entendu, de la nécessité de ne pas limiter la capacité du Fonds à répondre aux besoins de ses membres. Il serait donc nécessaire de définir un maximum et un minimum de souscriptions. Pour ce qui est du capital social initial, deux options sont envisagées : fixer le capital à 3 milliards de dollars ou à 2 milliards de dollars. Dans chaque cas, trois possibilités sont retenues. L'élément critique est que le montant de départ doit être mis à la disposition du Fonds, condition sans laquelle les opérations de crédit n'auraient qu'une portée pratique très limitée. L'étude propose que ce montant soit fixé à un milliard de dollars. Les opérations telles que celles ayant trait à la recherche, à l'assistance technique et aux services consultatifs pourraient, bien entendu, être menées avant que la totalité de la somme susmentionnée ne soit recueillie. Autre point important est la question de savoir si la souscription au capital devrait être ou non ouverte à la participation extérieure. Selon la décision prise, la marge brute d'autofinancement du FMA et les souscriptions des pays africains varieront considérablement.

306. Pour ce qui est de la méthode adoptée pour déterminer la répartition des souscriptions au capital, il est recommandé

d'adopter l'une des trois formules proposées, à savoir a) une combinaison de la formule de la Banque africaine de développement et de celle du Fonds monétaire international, b) une formule fondée sur le produit intérieur brut ajusté et le commerce extérieur auxquels on a affecté un coefficient de pondération de 60 p. 100 et 40 p. 100 respectivement, et c) la formule fondée sur le produit intérieur brut ajusté. Les souscriptions des Etats membres au capital social initial de 3 milliards de dollars ou de 2 milliards de dollars ont été calculées sur la base de chacune de ces formules. Les résultats figurent aux annexes II à V.

307. Il est également reconnu qu'il est nécessaire de compléter les souscriptions au capital par d'autres apports. Il est suggéré que l'Administration du Fonds recueille des fonds additionnels en contractant des prêts à des conditions libérales ou aux conditions du marché, en acceptant de servir de dépositaire de réserves pour les institutions africaines et en sollicitant des dons et subventions auprès de la communauté internationale.

#### d) Prêts : critères, politiques et modalités

308. Les critères et modalités régissant l'octroi de prêts par le FMA est une tâche extrêmement complexe, du fait que la majorité des pays africains non seulement ont besoin d'un appui au titre de la balance des paiements, mais également figurent, au sens où l'entend l'Organisation des Nations Unies, parmi les "moins avancés". Les effets catastrophiques de la sécheresse généralisée en Afrique qui, dans certains cas, a marqué de son empreinte l'infrastructure économique, ne sont pas pour faciliter cette tâche.

309. C'est pourquoi, pour établir les politiques et modalités que le Fonds monétaire appliquerait en matière de prêt (voir chapitre IV), on s'est fondé sur les deux considérations fondamentales suivantes :

- a) Une institution authentiquement africaine doit mener en matière de prêts une politique suffisamment souple pour tenir dûment compte des problèmes particuliers qu'éprouvent ses membres dans un monde interdépendant caractérisé par l'effondrement des cours des produits de base, l'aggravation de l'inflation et la hausse des taux d'intérêt, la baisse du volume des échanges internationaux, la recrudescence du protectionnisme, l'alourdissement de la dette extérieure et la chronicité des déficits de la balance des paiements; cette institution doit prendre particulièrement en compte la crise économique que traversent actuellement les pays africains en développement;
- b) Le Fonds monétaire africain doit maintenir sa crédibilité et inspirer la confiance à la communauté internationale en faisant preuve de sagesse et de prudence dans le choix de ses politiques en matière de prêts, de façon qu'il n'apparaisse pas comme une institution de crédit laxiste.

310. Il est vivement recommandé que, dans toutes ses opérations de prêt, le FMA applique à l'octroi de crédits et à l'utilisation d'autres mécanismes financiers, les critères fondamentaux suivants :

- a) le pays demandeur doit apporter la preuve d'un besoin réel de financement au titre de la balance des paiements; b) il doit avoir adhéré aux Statuts du FMA six mois au moins avant d'introduire une demande d'aide financière; et c) il doit être en règle dans le versement de ses souscriptions au Fonds. D'autres conditions propres à chaque mécanisme de financement seront également applicables.

311. Quatre types de mécanismes de financement à court terme ont été proposés a) un mécanisme d'appui au titre de la balance des paiements; b) des accords de confirmation; c) un accord spécial de financement des échanges intra-africains; d) des facilités spéciales

de financement des importations alimentaires. En outre, on a proposé la création de facilités spéciales pour répondre aux besoins découlant de circonstances exceptionnelles telles que sécheresse, désertification et autres catastrophes naturelles.

312. Les déficits de la balance des paiements ayant des répercussions très profondes sur l'économie des pays africains, il est également proposé de créer d'autres facilités pour aider les pays membres à procéder à une restructuration de l'économie afin de corriger les déséquilibres à moyen ou à long terme. Les facilités à moyen et à long terme auraient pour but le financement du développement en vue de résoudre définitivement les problèmes de balance des paiements et les problèmes de développement, en général.

e) Structure du Fonds monétaire africain

313. La structure du Fonds monétaire africain a été examinée au chapitre V. Il est proposé que le Fonds soit doté :

- a) d'un Conseil des gouverneurs;
- b) d'un Conseil d'administration chargé des affaires courantes;
- c) d'un Directeur général et d'un Directeur général adjoint;
- d) d'un secrétariat.

314. Le Conseil des gouverneurs, auquel tous les membres seraient représentés, serait l'organe directeur suprême du Fonds. Il est proposé que le Conseil d'administration compte au total 12 administrateurs, dont deux pourraient être désignés par les souscripteurs extérieurs si le Fonds est ouvert à une participation étrangère. En plus du cabinet du Directeur général, qui comporterait également un service juridique, il est proposé de créer les cinq départements suivants : a) un Département de l'administration

et des services de conférence; b) un Département du crédit, des finances et de la trésorerie; c) un Département des politiques, de la planification et des programmes; d) un Département de la recherche et des statistiques; et e) un Département de l'assistance technique, de la coopération et de la mise en valeur des ressources humaines.

f) Viabilité du Fonds monétaire africain

315. La question fondamentale est de savoir si le FMA pourrait être une institution viable (voir chapitre VI). A cet égard, il convient de préciser que toute analyse serait, dans le meilleur des cas, d'une portée purement théorique. Toutefois, sur la base des projections concernant le versement des souscriptions des Etats membres, les revenus des opérations menées par le Fonds et des revenus des investissements et des emprunts, il a été possible de parvenir à des conclusions générales. La viabilité du FMA en tant qu'institution a été examinée en supposant que les mécanismes de crédit envisagés seront mis en activité au fur et à mesure que les fonds seront disponibles. On a également tenu compte des dépenses d'administration.

316. Le nombre des programmes à mettre en oeuvre devrait dépendre des ressources disponibles et de l'impact que chaque programme pourrait avoir sur l'économie des pays africains. Il ressort de la présente étude que le Fonds peut fonctionner en tant qu'institution financière autonome et peut offrir aux Etats membres des facilités qui pourraient avoir une importante incidence sur leur économie, et ce, avec des capitaux relativement modestes provenant exclusivement des pays africains. En théorie, le Fonds serait donc viable. En pratique, sa viabilité dépendra de la volonté politique des pays africains qui doivent souscrire rapidement la part du capital qui leur avait été allouée. Cet élément est crucial dans la mesure où, tout comme d'autres institutions analogues, les souscriptions au capital constitueraient probablement la principale source de financement pendant une très longue période.

g) Coopération avec d'autres institutions

317. Il ressort de l'analyse des problèmes que connaissent les pays africains en matière monétaire et financière et des méthodes proposées en vue de les résoudre, que la coopération entre le FMA et les autres institutions constituera incontestablement une condition sine qua non. Dans le chapitre VII, on examine certains domaines prioritaires de coopération. Le Fonds devrait établir avec ces institutions des relations fonctionnelles et institutionnelles afin d'éviter les doubles emplois et le gaspillage de ressources. La coopération - cela tombe sous le sens - peut améliorer la qualité de l'assistance et de l'appui techniques que le Fonds peut offrir aux Etats membres, renforçant ainsi sa viabilité.

318. En résumé, le bouleversement du système monétaire et financier mondial et le fait que les méthodes et politiques actuellement en vigueur n'ont pas permis de juguler la crise qui sévit en Afrique font ressortir la nécessité pour le continent d'adopter une politique de restructuration de l'économie. L'expérience montre que la crise économique et sociale en Afrique ne saurait être jugulée sans la mise à contribution du secteur monétaire et financier. La réalisation d'une croissance économique auto-entretenu grâce à la restructuration de l'économie et la remise en état des secteurs industriel et agricole actuellement dévastés, la solution des problèmes de balance des paiements des pays africains passe obligatoirement par un système monétaire et financier stable, géré et contrôlé par une institution authentiquement africaine. De même, la relance de l'économie africaine nécessite une institution monétaire régionale solide et rigoureuse, capable d'inspirer confiance aux pays africains et à la communauté internationale en adoptant des systèmes de gestion monétaire et financière acceptables sur le plan international. Telle est la raison d'être du Fonds monétaire africain.

- xii) Définir les rapports et les liens de coopération que le Fonds entretiendra avec les institutions et organisations financières et monétaires sous-régionales, régionales et interrégionales;
- xiii) Etudier les politiques et pratiques en matière de taux de change suivies actuellement par les pays africains en vue de recommander la meilleure façon de coordonner ces politiques et pratiques dans le cadre du Fonds et de réduire au minimum les problèmes de paiement que rencontrent ces pays;
- xiv) Proposer une unité de compte pour le Fonds monétaire africain;
- xv) Formuler toutes autres recommandations appropriées sur l'ensemble des questions relatives à la création du Fonds.

Les participants ont également fait remarquer que la présentation ci-dessus ne traduit pas l'ordre de priorité ou l'importance des questions traitées.

## ANNEXE I

### MANDAT EN VUE DE LA REALISATION DE L'ETUDE DE FAISABILITE SUR LA CREATION D'UN FONDS MONETAIRE AFRICAIN (FMA)

(Texte adopté par le Groupe intergouvernemental d'experts des ministères des finances et des banques centrales lors de sa première réunion)

Conformément à la décision qu'ils avaient prise lors du Sommet économique tenu en avril 1980 à Lagos (Nigéria) de créer un Fonds monétaire africain au cours des années 80 pour aider les pays africains à surmonter leurs difficultés financières et monétaires et notant qu'il était urgent et indispensable de créer une telle institution, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ont ordonné «qu'un groupe d'experts de haut niveau soit constitué, dès que possible, pour examiner et recommander les modalités de la création d'un Fonds monétaire africain et soumettre son rapport sur la question au Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en vue du développement de l'Afrique au plus tard en 1982».

Conformément à ce qui précède, le Groupe intergouvernemental d'experts des banques centrales et des ministères de finances, lors de sa réunion tenue du 4 au 7 octobre 1982 à Addis-Abeba (Ethiopie), a recommandé que l'étude de faisabilité sur la création du Fonds envisagé soit effectuée par les experts conformément au mandat ci-après :

- i) Identifier et examiner les difficultés d'ordre économique, financier et monétaire de la région africaine;
- ii) Examiner les déficits des balances des paiements actuels ou éventuels découlant :
  - a) des échanges intra-africains et d'autres opérations;
  - b) des échanges africains globaux;

- iii) Identifier et examiner les sources actuelles et les possibilités de financement des déficits des balances des paiements et déterminer les insuffisances dans le financement de ces déficits;
- iv) Fixer les objectifs et définir les attributions du Fonds monétaire africain dont la création est envisagée, en tenant compte de la situation monétaire internationale actuelle;
- v) Déterminer les ressources financières nécessaires au Fonds et le mécanisme à utiliser pour fixer le montant des souscriptions des membres à son capital social;
- vi) Examiner les possibilités d'obtenir un financement de sources extérieures pour compléter les contributions des membres au Fonds;
- vii) Examiner la possibilité de créer un ou des fonds spéciaux au sein du Fonds monétaire africain auxquels les futurs pays membres, les pays non-africains et les institutions et organisations multinationales qui en ont les moyens verseraient des contributions volontaires;
- viii) Proposer une structure administrative et de direction du Fonds;
- ix) Déterminer la viabilité du Fonds sur le plan financier, c'est-à-dire procéder à des projections de bilans, de comptes de pertes et profits et de mouvements de trésorerie pour la période quinquennale initiale;
- x) Déterminer la capacité d'emprunt du Fonds et fixer les modalités éventuelles des emprunts et des prêts du Fonds;
- xi) Formuler des propositions relatives aux facilités que le Fonds pourrait offrir aux pays membres et les conditions dont il les assortirait;

**Tableau 1**  
**Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain**

**Capital de 3 milliards de dollars EU sans participation extérieure**

**Base: Souscriptions au capital de la BAD et du FMI**  
**(Valeurs en millions de dollars EU)**

Pays	Pour centage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	9.84	295.20	49.20	36.90	196.80	51.66	23.99	147.60	39.36	14.76	98.60
Angola.....	1.49	44.70	7.45	5.59	29.80	7.82	3.63	22.35	5.96	2.23	14.90
Benin.....	.43	12.90	2.15	1.61	8.60	2.26	1.05	6.45	1.72	.64	4.30
Botswana.....	.36	10.80	1.80	1.35	7.20	1.89	.88	5.40	1.44	.54	3.50
Burkina Faso.....	.42	12.60	2.10	1.58	8.40	2.21	1.02	6.30	1.68	.63	4.20
Burundi.....	.04	19.20	3.20	2.40	12.80	3.36	1.56	9.60	2.56	.96	6.60
Cameroun.....	1.89	56.70	9.45	7.09	37.80	9.92	4.61	28.35	7.56	2.83	18.90
Cap Vert.....	.13	3.90	.65	.49	2.60	.68	.32	1.95	.52	.19	1.30
Comores.....	.13	3.90	.65	.49	2.60	.68	.32	1.95	.52	.19	1.30
Congo.....	.71	21.30	3.55	2.66	14.20	3.73	1.73	10.65	2.84	1.07	7.10
Côte d'Ivoire.....	3.24	97.20	16.20	12.15	64.80	17.01	7.90	48.80	12.96	4.86	32.40
Djibouti.....	.15	4.50	.75	.56	3.00	.79	.37	2.25	.60	.23	1.50
Egypte.....	7.19	215.70	35.95	26.96	143.80	37.75	17.53	107.85	29.75	10.78	71.90
Ethiopie.....	1.82	54.60	9.10	6.82	36.40	9.56	4.44	27.30	7.28	2.73	18.20
Gabon.....	1.40	42.00	7.00	5.25	28.00	7.35	3.41	21.00	5.60	2.10	14.30
Gambie.....	.23	6.90	1.15	.86	4.60	1.21	.56	3.45	.92	.34	2.50
Ghana.....	3.56	106.80	17.80	13.35	71.20	18.69	8.68	53.40	14.24	5.34	35.50
Guinée.....	.87	26.10	4.35	3.26	17.40	4.37	2.12	13.05	3.48	1.30	8.70
Guinée-Bissau.....	.19	5.70	.95	.71	3.80	1.00	.46	2.85	.76	.28	1.90
Guinée équatoriale.....	.24	7.20	1.20	.90	4.80	1.26	.58	3.60	.96	.36	2.60
J. Arab. Libyenne.....	8.24	247.20	41.20	30.90	164.80	43.26	20.08	123.60	32.96	12.36	82.60
Kenya.....	2.43	72.90	12.15	9.11	48.60	12.76	5.92	36.45	9.72	3.64	24.30
Lesotho.....	.26	7.80	1.30	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.80
Liberia.....	1.21	36.30	6.05	4.54	24.20	6.35	2.95	18.15	4.84	1.82	12.10
Madagascar.....	1.10	33.00	5.50	4.12	22.00	5.77	2.68	16.50	4.40	1.65	11.20
Malawi.....	.63	18.90	3.15	2.36	12.60	3.31	1.54	9.45	2.52	.95	6.30
Mali.....	.69	20.70	3.45	2.59	13.80	3.62	1.68	10.35	2.76	1.04	6.90
Maroc.....	4.74	142.20	23.70	17.78	94.80	24.89	11.53	71.10	19.96	7.11	47.40
Maurice.....	.99	29.70	4.95	3.71	19.80	5.20	2.41	14.85	3.96	1.48	9.90
Mauritanie.....	.48	14.40	2.40	1.80	9.60	2.52	1.17	7.20	1.92	.72	4.80
Mozambique.....	1.68	50.40	8.40	6.30	33.60	8.82	4.10	25.20	6.72	2.52	16.80
Niger.....	.70	21.00	3.50	2.63	14.00	3.68	1.71	10.50	2.80	1.05	7.20
Nigeria.....	13.76	412.80	68.80	51.60	275.20	72.24	33.54	206.40	53.04	20.64	137.50
Ouganda.....	1.49	44.70	7.45	5.59	29.80	7.82	3.63	22.35	5.96	2.23	14.90
Rep. centrafricaine.....	.38	11.40	1.90	1.42	7.60	2.00	.93	5.70	1.52	.57	3.90
Rep. U. de Tanzanie.....	2.00	50.00	10.00	7.50	40.00	10.50	4.88	30.00	8.00	3.00	20.00
Rwanda.....	.50	15.00	2.50	1.88	10.00	2.63	1.22	7.50	2.00	.75	5.00
Sao Tome & Principe.....	.13	3.90	.65	.49	2.60	.68	.32	1.95	.52	.19	1.30
Sénégal.....	1.59	47.70	7.95	5.96	31.80	8.35	3.88	23.85	6.36	2.38	15.90
Seychelles.....	.13	3.90	.65	.49	2.60	.68	.32	1.95	.52	.19	1.30
Sierra Leone.....	.83	24.90	4.15	3.11	16.60	4.34	2.02	12.45	3.32	1.24	8.30
Somalie.....	.69	20.70	3.45	2.59	13.80	3.62	1.68	10.35	2.76	1.04	6.90
Soudan.....	2.89	86.70	14.45	10.84	57.80	15.17	7.04	43.35	11.56	4.34	28.90
Swaziland.....	.48	14.40	2.40	1.80	9.60	2.52	1.17	7.20	1.92	.72	4.80
Tchad.....	.50	15.00	2.50	1.88	10.00	2.63	1.22	7.50	2.00	.75	5.00
Togo.....	.56	16.80	2.80	2.10	11.20	2.94	1.36	8.40	2.24	.84	5.50
Tunisie.....	2.34	70.20	11.70	8.77	46.80	12.28	5.70	35.10	9.36	3.51	23.40
Zaire.....	5.95	178.50	29.75	22.31	119.00	31.24	14.50	89.25	23.80	8.93	59.50
Zambie.....	4.14	124.20	20.70	15.53	82.80	21.74	10.09	62.10	16.56	6.21	41.60
Zimbabwe.....	3.56	106.80	17.80	13.35	71.20	18.69	8.68	53.40	14.24	5.34	35.60
<b>Afrique en voie de développement, total</b>	<b>100.00</b>	<b>3000.00</b>	<b>500.00</b>	<b>375.00</b>	<b>2000.00</b>	<b>525.00</b>	<b>243.75</b>	<b>1500.00</b>	<b>400.00</b>	<b>150.00</b>	<b>1000.00</b>

Tableau 2

Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain

Capital de 3 milliards de dollars EU sans participation extérieure

Base 60% PIB ajusté et 40% Commerce extérieur  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pourcentage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	14.88	446.40	74.40	55.80	297.60	78.12	36.27	223.20	59.52	22.32	148.80
Angola.....	1.54	46.20	7.70	5.77	30.80	8.08	3.75	23.10	6.16	2.31	15.40
Benin.....	.38	11.40	1.90	1.42	7.60	2.00	.93	5.70	1.52	.57	3.80
Botswana.....	.45	11.50	2.25	1.69	9.00	2.36	1.10	6.75	1.80	.68	4.50
Burkina Faso.....	.50	11.70	1.95	1.46	7.80	2.05	.95	5.85	1.56	.59	3.90
Burundi.....	.30	9.00	1.50	1.13	6.00	1.58	.73	4.50	1.20	.45	3.00
Cameroun.....	2.34	70.20	11.70	8.77	46.80	12.28	5.70	35.10	9.36	3.51	23.40
Cap Vert.....	.04	1.20	.20	.15	.80	.21	.10	.60	.16	.06	.40
Comores.....	.04	1.20	.20	.15	.80	.21	.10	.60	.16	.06	.40
Congo.....	.93	27.90	4.65	3.49	18.60	4.88	2.27	13.95	3.72	1.39	9.30
Côte d'Ivoire.....	3.14	94.20	15.70	11.77	62.80	15.49	7.65	47.10	12.56	4.71	31.40
Djibouti.....	.15	4.50	.75	.56	3.00	.79	.37	2.25	.60	.23	1.50
Egypte.....	10.50	315.00	52.50	39.38	210.00	55.13	25.59	157.50	42.00	15.75	105.00
Éthiopie.....	1.19	35.70	5.95	4.46	23.80	6.25	2.90	17.85	4.76	1.78	11.70
Gabon.....	1.52	45.60	7.60	5.70	30.40	7.98	3.70	22.80	6.08	2.28	15.20
Gambie.....	.11	3.30	.55	.41	2.20	.58	.27	1.65	.44	.16	1.10
Ghana.....	.94	28.20	4.70	3.53	18.80	4.94	2.29	14.10	3.76	1.41	9.60
Guinée.....	.04	19.70	3.20	2.40	12.80	3.36	1.56	9.60	2.56	.96	6.40
Guinée-Bissau.....	.06	1.80	.30	.22	1.20	.31	.15	.90	.24	.09	.60
Guinée équatoriale.....	.02	.60	.10	.06	.40	.11	.05	.30	.08	.03	.20
J. Arabe Libyenne.....	12.05	385.50	64.25	48.19	257.00	67.46	31.32	192.75	51.40	19.28	128.50
Kenya.....	2.10	63.00	10.50	7.88	42.00	11.03	5.12	31.50	8.40	3.15	21.00
Lesotho.....	.21	6.30	1.05	.79	4.20	1.10	.51	3.15	.84	.31	2.10
Liberia.....	.47	14.10	2.35	1.76	9.40	2.47	1.15	7.05	1.88	.71	4.70
Madagascar.....	.81	24.30	4.05	3.04	16.20	4.25	1.97	12.15	3.24	1.21	8.10
Malawi.....	.43	12.90	2.15	1.61	8.60	2.26	1.05	6.45	1.72	.64	4.30
Mali.....	.35	10.50	1.75	1.31	7.00	1.84	.85	5.25	1.40	.52	3.50
Maroc.....	4.70	141.00	23.50	17.63	94.00	24.68	11.46	70.50	18.80	7.05	47.00
Maurice.....	.47	14.10	2.35	1.76	9.40	2.47	1.15	7.05	1.88	.71	4.70
Mauritanie.....	.31	9.30	1.55	1.16	6.20	1.63	.76	4.65	1.24	.46	3.10
Mozambique.....	1.32	39.60	6.60	4.95	26.40	6.93	3.22	19.80	5.28	1.98	13.20
Niger.....	.72	21.60	3.60	2.70	14.40	3.78	1.75	10.80	2.88	1.08	7.20
Nigeria.....	20.75	622.50	103.75	77.81	415.00	108.94	50.58	311.25	83.00	31.13	207.50
Ouganda.....	.31	9.30	1.55	1.16	6.20	1.63	.76	4.65	1.24	.46	3.10
Rep. centrafricaine.....	.21	6.30	1.05	.79	4.20	1.10	.51	3.15	.84	.31	2.10
Rep. U. de Tanzanie.....	1.34	40.20	6.70	5.02	26.80	7.03	3.27	20.10	5.36	2.01	13.40
Rwanda.....	.39	11.70	1.95	1.46	7.80	2.05	.95	5.85	1.56	.59	3.90
Sao Tomé & Príncipe.....	.02	.60	.10	.06	.40	.11	.05	.30	.08	.03	.20
Sénégal.....	.95	28.50	4.75	3.56	19.00	4.99	2.32	14.25	3.80	1.42	9.50
Seychelles.....	.07	2.10	.35	.26	1.40	.37	.17	1.05	.28	.10	.70
Sierra Leone.....	.46	13.80	2.30	1.72	9.20	2.41	1.12	6.90	1.84	.69	4.60
Somalie.....	.38	11.40	1.90	1.42	7.60	2.00	.93	5.70	1.52	.57	3.80
Soudan.....	1.94	58.20	9.70	7.27	38.80	10.18	4.73	29.10	7.76	2.91	19.40
Swaziland.....	.31	9.30	1.55	1.16	6.20	1.63	.76	4.65	1.24	.46	3.10
Tchad.....	.26	7.80	1.30	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.60
Togo.....	.37	11.10	1.85	1.39	7.40	1.94	.90	5.55	1.48	.55	3.70
Tunisie.....	3.16	94.80	15.80	11.85	63.20	16.59	7.70	47.40	12.64	4.74	31.60
Zaire.....	1.63	48.90	8.15	6.11	32.60	8.56	3.97	24.45	6.52	2.45	16.30
Zambie.....	1.35	40.50	6.75	5.06	27.00	7.09	3.29	20.25	5.40	2.02	13.50
Zimbabwe.....	1.80	54.00	9.00	6.75	36.00	9.45	4.39	27.00	7.20	2.70	18.00
Afrique en voie de développement total	100.00	3000.00	500.00	375.00	2000.00	525.00	243.75	1500.00	400.00	150.00	1000.00

Tableau 3  
Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain.

Capital de 3 milliards de dollars EU sans participation extérieure

Base: PIB ajusté  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pour- centage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	14.84	445.20	74.20	55.65	296.80	77.91	36.17	222.60	59.36	22.26	148.40
Angola.....	1.36	40.80	6.80	5.10	27.20	7.14	3.31	20.40	5.44	2.04	13.60
Benin.....	.37	11.10	1.85	1.35	7.40	1.94	.90	5.55	1.48	.55	3.70
Botswana.....	.31	9.30	1.55	1.16	6.20	1.63	.76	4.65	1.24	.46	3.10
Burkina Faso.....	.42	12.60	2.10	1.58	8.40	2.21	1.02	6.30	1.68	.63	4.20
Burundi.....	.39	11.70	1.95	1.46	7.80	2.05	.95	5.85	1.56	.59	3.90
Cameroun.....	2.61	78.30	13.05	9.79	52.20	13.70	6.36	39.15	10.44	3.91	26.10
Cap Vert.....	.04	1.20	.20	.15	.60	.21	.10	.60	.16	.06	.40
Comores.....	.04	1.20	.20	.15	.60	.21	.10	.60	.16	.06	.40
Congo.....	.69	20.70	3.45	2.59	13.80	3.62	1.68	10.35	2.76	1.04	6.90
Côte d'Ivoire.....	2.84	85.20	14.20	10.63	56.80	14.91	6.92	42.60	11.36	4.26	28.40
Djibouti.....	.12	3.60	.60	.45	2.40	.63	.29	1.80	.48	.18	1.20
Egypte.....	10.09	302.70	50.45	37.84	201.80	52.97	24.59	151.35	40.36	15.14	100.90
Ethiopie.....	1.46	43.80	7.30	5.48	29.20	7.67	3.56	21.90	5.84	2.19	14.60
Gabon.....	1.25	37.50	6.25	4.69	25.00	6.56	3.05	18.75	5.00	1.88	12.50
Gambie.....	.09	2.70	.45	.34	1.80	.47	.22	1.35	.36	.13	.90
Ghana.....	1.38	41.40	6.90	5.18	27.60	7.25	3.36	20.70	5.52	2.07	13.80
Guinée.....	.71	21.30	3.55	2.66	14.20	3.73	1.73	10.65	2.84	1.07	7.10
Guinée-Bissau.....	.05	1.50	.25	.19	1.00	.26	.12	.75	.20	.08	.50
Guinée Equatoriale.....	.01	.30	.05	.04	.20	.05	.02	.15	.04	.02	.10
J. Arabe Libyenne.....	11.25	337.50	56.25	42.19	225.00	59.06	27.42	168.75	45.00	16.88	112.50
Kenya.....	2.12	63.60	10.60	7.95	42.40	11.13	5.17	31.80	8.48	3.18	21.20
Lesotho.....	.13	3.90	.65	.49	2.60	.68	.32	1.95	.52	.19	1.30
Liberia.....	.39	11.70	1.95	1.46	7.80	2.05	.95	5.85	1.56	.59	3.90
Madagascar.....	.96	28.80	4.80	3.60	19.20	5.04	2.34	14.40	3.84	1.44	9.60
Malawi.....	.45	13.50	2.25	1.69	9.00	2.36	1.10	6.75	1.80	.68	4.50
Mali.....	.40	12.00	2.00	1.50	8.00	2.10	.98	6.00	1.60	.60	4.00
Maroc.....	4.99	149.70	24.95	18.71	99.80	26.20	12.16	74.85	19.96	7.49	49.90
Maurice.....	.38	11.40	1.90	1.42	7.60	2.00	.93	5.70	1.52	.57	3.80
Mauritanie.....	.27	8.10	1.35	1.01	5.40	1.42	.66	4.05	1.08	.40	2.70
Mozambique.....	1.52	45.60	7.60	5.70	30.40	7.98	3.70	22.80	6.08	2.28	15.20
Niger.....	.74	22.20	3.70	2.78	14.80	3.89	1.80	11.10	2.96	1.11	7.40
Nigeria.....	21.70	651.00	108.50	81.36	434.00	113.93	52.89	325.50	86.80	32.55	217.00
Ouganda.....	.44	13.20	2.20	1.65	8.80	2.31	1.07	6.60	1.76	.66	4.40
Rep. centrafricaine.....	.24	7.20	1.20	.90	4.80	1.26	.58	3.60	.96	.36	2.40
Rep. U. de Tanzanie.....	1.65	49.50	8.25	6.19	33.00	8.66	4.02	24.75	6.60	2.47	16.50
Rwanda.....	.46	13.80	2.30	1.72	9.20	2.41	1.12	6.90	1.84	.69	4.60
Sao Tome & Principe.....	.02	.60	.10	.08	.40	.11	.05	.30	.08	.03	.20
Sénégal.....	.89	26.70	4.45	3.34	17.80	4.67	2.17	13.35	3.56	1.34	8.90
Seychelles.....	.06	1.80	.30	.22	1.20	.31	.15	.90	.24	.09	.60
Sierra Leone.....	.50	15.00	2.50	1.88	10.00	2.63	1.22	7.50	2.00	.75	5.00
Somalie.....	.46	13.80	2.30	1.72	9.20	2.41	1.12	6.90	1.84	.69	4.60
Soudan.....	2.59	77.70	12.95	9.71	51.80	13.60	6.31	38.85	10.36	3.88	25.90
Swaziland.....	.20	6.00	1.00	.75	4.00	1.05	.49	3.00	.80	.30	2.00
Tchad.....	.27	8.10	1.35	1.01	5.40	1.42	.66	4.05	1.08	.40	2.70
Togo.....	.32	9.60	1.60	1.20	6.40	1.68	.78	4.80	1.28	.48	3.20
Tunisie.....	2.76	82.80	13.80	10.35	55.20	14.49	6.73	41.40	11.04	4.14	27.60
Zaire.....	1.53	45.90	7.65	5.74	30.60	8.03	3.73	22.95	6.12	2.30	15.30
Zambie.....	1.28	38.40	6.40	4.80	25.60	6.72	3.12	19.20	5.12	1.92	12.80
Zimbabwe.....	1.96	58.90	9.80	7.35	39.20	10.29	4.78	29.40	7.84	2.94	19.60
Afrique en voie de developpement total	100.00	3000.00	500.00	375.00	2000.00	525.00	243.75	1500.00	400.00	150.00	1000.00

Tableau 1

Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain

Capital de 3 milliards de uollars EU avec 1/3 de participation extérieure

Base : Souscriptions au capital de la BAD et du FMI  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pour-centage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	9.84	196.80	32.20	24.60	131.20	34.44	15.99	98.40	26.24	9.84	65.50
Angola.....	1.49	29.80	4.97	3.72	19.87	5.22	2.42	14.90	3.97	1.49	9.75
Benin.....	.43	8.60	1.43	1.08	5.73	1.51	.70	4.30	1.15	.43	2.37
Botswana.....	.36	7.20	1.20	.90	4.80	1.26	.58	3.60	.96	.36	2.40
Burkina Faso.....	.42	8.40	1.40	1.05	5.60	1.47	.68	4.20	1.12	.42	2.50
Burundi.....	.64	12.80	2.13	1.60	8.53	2.24	1.04	6.40	1.71	.64	4.27
Cameroun.....	1.89	37.80	6.30	4.73	25.20	5.62	3.07	18.90	5.04	1.89	12.50
Cap Vert.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Comores.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Congo.....	.71	14.20	2.37	1.78	9.47	2.49	1.15	7.10	1.89	.71	4.73
Côte d'Ivoire.....	3.24	64.80	10.80	8.10	43.20	11.34	5.27	32.40	8.64	3.24	21.50
Djibouti.....	.15	3.00	.50	.38	2.00	.53	.24	1.50	.40	.15	1.30
Egypte.....	7.19	143.80	23.97	17.97	95.87	25.17	11.68	71.90	19.17	7.19	47.93
Ethiopie.....	1.82	36.40	6.07	4.55	24.27	5.37	2.96	18.20	4.85	1.82	12.13
Gabon.....	1.40	28.00	4.67	3.50	18.67	4.90	2.28	14.00	3.73	1.40	9.33
Gambie.....	.23	4.60	.77	.58	3.07	.81	.37	2.30	.61	.23	1.53
Ghana.....	3.56	71.20	11.87	8.90	47.47	12.46	5.78	35.60	9.49	3.56	23.73
Guinée.....	.87	17.40	2.90	2.18	11.60	3.05	1.41	8.70	2.32	.87	5.30
Guinée-Bissau.....	.19	3.80	.63	.48	2.53	.67	.31	1.90	.51	.19	1.27
Guinée équatoriale.....	.24	4.80	.80	.60	3.20	.84	.39	2.40	.64	.24	1.50
J. Arabe Libyenne.....	8.24	164.80	27.47	20.60	139.87	28.84	13.39	82.40	21.97	8.24	54.93
Kenya.....	2.43	48.60	8.10	6.07	32.40	5.51	3.95	24.30	5.48	2.43	15.20
Lesotho.....	.26	5.20	.87	.65	3.47	.91	.42	2.60	.69	.26	1.73
Liberia.....	1.21	24.20	4.03	3.02	16.13	4.24	1.97	12.10	3.23	1.21	8.37
Madagascar.....	1.10	22.00	3.67	2.75	14.67	3.85	1.79	11.00	2.93	1.10	7.33
Malawi.....	.63	12.60	2.10	1.58	8.40	2.21	1.02	6.30	1.68	.63	4.20
Mali.....	.69	13.80	2.30	1.72	9.20	2.41	1.12	6.90	1.84	.69	4.50
Maroc.....	4.74	94.80	15.80	11.85	53.20	15.59	7.70	47.40	12.64	4.74	31.50
Maurice.....	.99	19.80	3.30	2.47	13.20	3.47	1.61	9.90	2.64	.99	6.50
Mauritanie.....	.48	9.60	1.60	1.20	6.40	1.68	.78	4.80	1.23	.48	3.20
Mozambique.....	1.68	33.60	5.60	4.20	22.40	5.88	2.73	16.80	4.48	1.68	11.20
Niger.....	.70	14.00	2.33	1.75	9.33	2.45	1.14	7.00	1.87	.70	4.57
Nigeria.....	13.76	275.20	45.87	34.40	183.47	48.16	22.36	137.50	35.69	13.76	91.73
Ouganda.....	1.49	29.80	4.97	3.72	19.87	5.22	2.42	14.90	3.97	1.49	9.75
Rep. centrafricaine.....	.38	7.60	1.27	.95	5.07	1.33	.62	3.80	1.01	.38	2.53
Rep. U. de Tanzanie.....	2.00	40.00	6.67	5.00	26.67	7.00	3.25	20.00	5.33	2.00	13.33
Rwanda.....	.50	10.00	1.67	1.25	6.67	1.75	.81	5.00	1.33	.50	3.53
Sao Tome & Principe.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Sénégal.....	1.59	31.80	5.30	3.97	21.20	5.57	2.58	15.90	4.24	1.59	10.50
Seychelles.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Sierra Leone.....	.83	16.60	2.77	2.07	11.07	2.90	1.35	8.30	2.21	.83	5.53
Somalie.....	.69	13.80	2.30	1.72	9.20	2.41	1.12	6.90	1.84	.69	4.50
Soudan.....	2.89	57.80	9.63	7.23	38.53	10.12	4.70	28.90	7.71	2.89	19.27
Swaziland.....	.48	9.60	1.60	1.20	6.40	1.68	.78	4.80	1.23	.48	3.20
Tchad.....	.50	10.00	1.67	1.25	6.67	1.75	.81	5.00	1.33	.50	3.53
Togo.....	.56	11.20	1.87	1.40	7.47	1.96	.91	5.60	1.49	.56	3.73
Tunisie.....	2.34	46.80	7.80	5.85	31.20	8.19	3.80	23.40	6.24	2.34	15.50
Zaire.....	5.95	119.00	19.83	14.88	79.33	23.83	9.67	59.50	15.87	5.95	39.57
Zambie.....	4.14	82.80	13.80	10.35	55.20	14.49	5.73	41.40	11.04	4.14	27.50
Zimbabwe.....	3.56	71.20	11.87	8.90	47.47	12.46	5.78	35.60	9.49	3.56	23.73
Afrique en voie de développement, total	100.00	2000.00	333.33	250.00	1333.33	350.00	162.50	1000.00	266.67	100.00	666.67

Tableau 2

Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain

Capital de 3 milliards de dollars EU avec 1/3 de participation extérieure

Base: 60% PIB ajusté et 40% Commerce extérieur  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pourcentage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	14.88	297.60	49.60	37.20	198.40	52.08	24.18	148.80	39.68	14.88	99.20
Angola.....	1.54	30.80	5.13	3.85	20.53	5.39	2.50	15.40	4.11	1.54	10.27
Benin.....	.38	7.60	1.27	.95	5.07	1.33	.62	3.80	1.01	.38	2.53
Botswana.....	.45	9.00	1.50	1.13	6.00	1.58	.73	4.50	1.20	.45	3.30
Burkina Faso.....	.39	7.80	1.70	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.50
Burundi.....	.30	6.00	1.00	.75	4.00	1.05	.49	3.00	.80	.30	2.30
Cameroun.....	2.34	46.80	7.80	5.85	31.20	8.19	3.80	23.40	6.24	2.34	15.50
Cap Vert.....	.04	.80	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Comores.....	.04	.80	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Congo.....	.93	18.60	3.10	2.32	12.40	3.26	1.51	9.30	2.48	.93	6.20
Côte d'Ivoire.....	3.14	62.80	10.47	7.85	41.87	10.99	5.10	31.40	8.37	3.14	20.93
Djibouti.....	.15	3.00	.50	.38	2.00	.53	.24	1.50	.40	.15	1.30
Egypte.....	10.50	210.00	35.00	26.25	140.00	36.75	17.06	105.00	28.00	10.50	70.30
Ethiopie.....	1.19	23.80	3.97	2.97	15.87	4.16	1.93	11.90	3.17	1.19	7.93
Gabon.....	1.52	30.40	5.07	3.80	20.27	5.32	2.47	15.20	4.05	1.52	10.13
Gambie.....	.11	2.20	.37	.27	1.47	.38	.18	1.10	.29	.11	.73
Ghana.....	.94	18.80	3.13	2.35	12.53	3.29	1.53	9.40	2.51	.94	6.27
Guinée.....	.64	12.80	2.13	1.60	8.53	2.24	1.04	6.40	1.71	.64	4.27
Guinée-Bissau.....	.06	1.20	.20	.15	.80	.21	.10	.60	.16	.06	.40
Guinée équatoriale.....	.02	.40	.07	.05	.27	.07	.03	.20	.05	.02	.13
J. Arabe Libyenne.....	12.85	257.00	42.83	32.13	171.33	46.98	20.88	128.50	34.27	12.85	85.57
Kenya.....	2.10	42.00	7.00	5.25	28.00	7.35	3.41	21.00	5.60	2.10	14.30
Lesotho.....	.21	4.20	.70	.52	2.80	.74	.34	2.10	.56	.21	1.40
Liberia.....	.47	9.40	1.57	1.17	6.27	1.64	.76	4.70	1.25	.47	3.13
Madagascar.....	.81	16.20	2.70	2.03	10.80	2.84	1.32	8.10	2.16	.81	5.40
Malawi.....	.43	8.60	1.43	1.08	5.73	1.51	.70	4.30	1.15	.43	2.97
Mali.....	.35	7.00	1.17	.87	4.67	1.23	.57	3.50	.93	.35	2.33
Maroc.....	4.70	94.00	15.67	11.75	62.67	15.45	7.64	47.00	12.53	4.70	31.53
Maurice.....	.47	9.40	1.57	1.17	6.27	1.64	.76	4.70	1.25	.47	3.13
Mauritanie.....	.31	6.20	1.03	.77	4.13	1.09	.50	3.10	.83	.31	2.37
Mozambique.....	1.32	26.40	4.40	3.30	17.60	4.62	2.14	13.20	3.52	1.32	8.90
Niger.....	.72	14.40	2.40	1.80	9.60	2.52	1.17	7.20	1.92	.72	4.80
Nigeria.....	20.75	415.00	69.17	51.87	276.67	72.63	33.72	207.50	55.33	20.75	138.33
Ouganda.....	.31	6.20	1.03	.77	4.13	1.09	.50	3.10	.83	.31	2.37
Rep. centrafricaine.....	.21	4.20	.70	.52	2.80	.74	.34	2.10	.56	.21	1.40
Rep. U. de Tanzanie.....	1.34	26.80	4.47	3.35	17.87	4.69	2.18	13.40	3.57	1.34	8.93
Rwanda.....	.39	7.80	1.30	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.50
Sao Tome & Principe.....	.02	.40	.07	.05	.27	.07	.03	.20	.05	.02	.13
Sénégal.....	.95	19.00	3.17	2.38	12.67	3.33	1.54	9.50	2.53	.95	6.33
Seychelles.....	.07	1.40	.23	.18	.93	.25	.11	.70	.19	.07	.47
Sierra Leone.....	.46	9.20	1.53	1.15	6.13	1.61	.75	4.60	1.23	.46	3.37
Somalie.....	.38	7.60	1.27	.95	5.07	1.33	.62	3.80	1.01	.38	2.53
Soudan.....	1.94	38.80	6.47	4.85	25.87	6.79	3.15	19.40	5.17	1.94	12.93
Swaziland.....	.31	6.20	1.03	.77	4.13	1.09	.50	3.10	.83	.31	2.37
Tchad.....	.26	5.20	.87	.65	3.47	.91	.42	2.60	.69	.26	1.73
Togo.....	.37	7.40	1.23	.92	4.93	1.30	.60	3.70	.99	.37	2.47
Tunisie.....	3.16	63.20	10.53	7.90	42.13	11.06	5.13	31.60	8.43	3.16	21.37
Zaire.....	1.63	32.60	5.43	4.07	21.73	5.70	2.65	16.30	4.35	1.63	10.87
Zambie.....	1.35	27.00	4.50	3.38	18.00	4.73	2.19	13.50	3.60	1.35	9.30
Zimbabwe.....	1.80	36.00	6.00	4.50	24.00	6.30	2.92	18.00	4.80	1.80	12.00
Afrique en voie de développement, total	100.00	2000.00	333.33	250.00	1333.33	330.00	162.50	1000.00	266.67	100.00	666.67

Tableau 3

Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain

Capital de 3 milliards de dollars EU avec 1/3 de participation extérieure

Base: PIB ajusté  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pour-centage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	14.84	296.80	49.47	37.10	197.87	51.94	24.11	148.40	39.57	14.84	98.93
Angola.....	1.36	27.20	4.53	3.40	18.13	4.76	2.21	13.60	3.63	1.36	9.07
Benin.....	.37	7.40	1.23	.92	4.93	1.30	.60	3.70	.99	.37	2.47
Botswana.....	.31	6.20	1.03	.77	4.13	1.09	.50	3.10	.83	.31	2.07
Burkina Faso.....	.42	8.40	1.40	1.05	5.60	1.47	.68	4.20	1.12	.42	2.80
Burundi.....	.39	7.80	1.30	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.60
Cameroon.....	2.61	52.20	8.70	6.52	34.80	9.14	4.24	26.10	6.96	2.61	17.40
Cap Vert.....	.04	.80	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Comores.....	.04	.80	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Congo.....	.09	13.80	2.30	1.72	9.20	2.41	1.12	6.90	1.84	.69	4.60
Côte d'Ivoire.....	2.84	56.80	9.47	7.10	37.87	9.94	4.61	28.40	7.57	2.84	18.93
Djibouti.....	.12	2.40	.40	.30	1.60	.42	.19	1.20	.32	.12	.80
Egypte.....	10.09	201.80	33.63	25.22	134.53	35.32	16.40	100.90	26.91	10.09	67.27
Ethiopie.....	1.46	29.20	4.87	3.65	19.47	5.11	2.37	14.60	3.89	1.46	9.73
Gabon.....	1.25	25.00	4.17	3.12	16.67	4.38	2.03	12.50	3.33	1.25	8.33
Gambie.....	.09	1.80	.30	.22	1.20	.31	.15	.90	.24	.09	.60
Ghana.....	1.38	27.60	4.60	3.45	18.40	4.83	2.24	13.80	3.68	1.38	9.20
Guinée.....	.71	14.20	2.37	1.78	9.47	2.49	1.15	7.10	1.89	.71	4.73
Guinée-Bissau.....	.05	1.00	.17	.13	.67	.18	.08	.50	.13	.05	.33
Guinée équatoriale.....	.01	.20	.03	.02	.13	.04	.02	.10	.03	.01	.07
J. Arabe Libyenne.....	11.25	225.00	37.50	28.13	150.00	39.38	18.28	112.50	30.00	11.25	75.00
Kenya.....	2.12	42.40	7.07	5.30	28.27	7.42	3.45	21.20	5.65	2.12	14.13
Lesotho.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Liberia.....	.39	7.80	1.30	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.60
Madagascar.....	.96	19.20	3.20	2.40	12.80	3.36	1.56	9.60	2.56	.96	6.40
Malawi.....	.45	9.00	1.50	1.13	6.00	1.58	.73	4.50	1.20	.45	3.00
Mali.....	.40	8.20	1.33	1.00	5.33	1.40	.65	4.00	1.07	.40	2.67
Moroc.....	4.99	99.80	16.63	12.47	66.53	17.47	8.11	49.90	13.31	4.99	33.27
Maurice.....	.33	7.60	1.27	.95	5.07	1.33	.62	3.80	1.01	.33	2.53
Mauritanie.....	.27	5.40	.90	.67	3.60	.95	.44	2.70	.72	.27	1.80
Mozambique.....	1.52	30.40	5.07	3.80	20.27	5.32	2.47	15.20	4.05	1.52	10.13
Niger.....	.74	14.80	2.47	1.85	9.87	2.59	1.20	7.40	1.97	.74	4.93
Nigeria.....	21.70	434.00	72.33	54.25	289.33	75.95	35.26	217.00	57.87	21.70	144.67
Ouganda.....	.44	8.80	1.47	1.10	5.87	1.54	.71	4.40	1.17	.44	2.93
Rep. centrafricaine.....	.24	4.80	.80	.60	3.20	.84	.39	2.40	.64	.24	1.60
Rep. U. de Tanzanie.....	1.65	33.00	5.50	4.13	22.00	5.78	2.68	16.50	4.40	1.65	11.00
Rwanda.....	.46	9.20	1.53	1.15	6.13	1.61	.75	4.60	1.23	.46	3.07
Sao Tome & Principe.....	.02	.40	.07	.05	.27	.07	.03	.20	.05	.02	.13
Senegal.....	.09	17.80	2.97	2.22	11.87	3.12	1.45	8.90	2.37	.89	5.93
Seychelles.....	.06	1.20	.20	.15	.80	.21	.10	.60	.16	.06	.40
Sierra Leone.....	.30	10.70	1.67	1.25	6.67	1.75	.81	5.00	1.33	.50	3.33
Somalie.....	.46	9.20	1.53	1.15	6.13	1.61	.75	4.60	1.23	.46	3.07
Soudan.....	2.59	51.80	8.63	6.46	34.53	9.07	4.21	25.90	6.91	2.59	17.27
Swaziland.....	.20	4.00	.67	.50	2.67	.70	.32	2.00	.53	.20	1.33
Tchad.....	.27	5.40	.90	.67	3.60	.95	.44	2.70	.72	.27	1.80
Togo.....	.32	6.40	1.07	.80	4.27	1.12	.52	3.20	.85	.32	2.13
Tunisie.....	2.76	55.20	9.20	6.90	36.80	9.66	4.48	27.60	7.36	2.76	18.40
Zaire.....	1.53	30.60	5.10	3.82	20.40	5.36	2.49	15.30	4.08	1.53	10.20
Zambie.....	1.28	25.60	4.27	3.20	17.07	4.48	2.08	12.80	3.41	1.28	8.53
Zimbabwe.....	1.96	39.20	6.53	4.90	26.13	6.86	3.18	19.60	5.23	1.96	13.07
Afrique en voie de développement, total	100.00	2000.00	333.33	250.00	1333.33	350.00	162.50	1000.00	266.67	100.00	666.67

## ANNEXE IV

**Tableau 1**  
**Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain**

**Capital de 2 milliards de dollars EU sans participation extérieure**

**Base: Souscriptions au capital de la BAD et du FMI**  
**(Valeurs en millions de dollars EU)**

Pays	Pourcentage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	9.84	196.80	32.80	24.60	131.20	34.44	15.99	98.40	26.24	9.84	65.50
Angola.....	1.49	29.80	4.97	3.72	19.87	5.22	2.42	14.90	3.97	1.49	9.73
Benin.....	.43	8.60	1.43	1.08	5.73	1.51	.70	4.30	1.15	.43	2.37
Botswana.....	.36	7.20	1.20	.90	4.80	1.26	.58	3.60	.96	.36	2.40
Burkina Faso.....	.42	8.40	1.40	1.05	5.60	1.47	.68	4.20	1.12	.42	2.30
Burundi.....	.64	12.80	2.13	1.60	8.53	2.24	1.04	6.60	1.71	.64	4.27
Cameroun.....	1.89	37.80	6.30	4.73	25.20	6.62	3.07	18.90	5.04	1.89	12.50
Cap Vert.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Comores.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Congo.....	.71	14.20	2.37	1.78	9.47	2.49	1.15	7.10	1.89	.71	4.73
Côte d'Ivoire.....	3.24	64.80	10.80	8.10	43.20	11.34	5.27	32.40	8.64	3.24	21.50
Djibouti.....	.15	3.00	.50	.38	2.00	.53	.24	1.50	.40	.15	1.00
Egypte.....	7.19	143.80	23.97	17.97	95.87	25.17	11.68	71.90	19.17	7.19	47.73
Ethiopie.....	1.82	36.40	6.07	4.55	24.27	5.37	2.96	18.20	4.85	1.82	12.13
Gabon.....	1.40	28.00	4.67	3.50	18.67	4.90	2.28	14.00	3.73	1.40	9.33
Gambie.....	.23	4.60	.77	.58	3.07	.81	.37	2.30	.61	.23	1.53
Ghana.....	3.56	71.20	11.87	8.90	47.47	12.45	5.78	35.60	9.49	3.56	23.73
Guinée.....	.87	17.40	2.90	2.18	11.60	3.05	1.41	8.70	2.32	.87	5.30
Guinée-Bissau.....	.19	3.80	.63	.48	2.53	.67	.31	1.90	.51	.19	1.27
Guinée équatoriale.....	.24	4.80	.80	.60	3.20	.84	.39	2.40	.64	.24	1.50
J. Arabe Libyenne.....	8.24	164.80	27.47	20.60	109.87	28.84	13.39	82.40	21.97	8.24	54.93
Kenya.....	2.43	48.60	8.10	6.07	32.40	8.51	3.95	24.30	6.48	2.43	16.20
Lesotho.....	.26	5.20	.87	.65	3.47	.91	.42	2.60	.69	.26	1.73
Liberia.....	1.21	24.20	4.03	3.02	16.13	4.24	1.97	12.10	3.23	1.21	8.07
Madagascar.....	1.10	22.00	3.67	2.75	14.67	3.85	1.79	11.00	2.93	1.10	7.33
Malawi.....	.63	12.60	2.10	1.58	8.40	2.21	1.02	6.30	1.68	.63	4.20
Mali.....	.69	13.80	2.30	1.72	9.20	2.41	1.12	6.90	1.84	.69	4.50
Maroc.....	4.74	94.80	15.80	11.85	53.20	15.59	7.70	47.40	12.64	4.74	31.50
Maurice.....	.99	19.80	3.30	2.47	13.20	3.47	1.61	9.90	2.64	.99	6.50
Mauritanie.....	.48	9.60	1.60	1.20	6.40	1.68	.78	4.80	1.28	.48	3.20
Mozambique.....	1.68	33.60	5.60	4.20	22.40	5.88	2.73	16.80	4.48	1.68	11.20
Niger.....	.70	14.20	2.33	1.75	9.33	2.45	1.14	7.00	1.87	.70	4.57
Nigeria.....	13.76	275.20	45.87	34.40	183.47	48.16	22.36	137.60	36.69	13.76	91.73
Ouganda.....	1.49	29.80	4.97	3.72	19.87	5.22	2.42	14.90	3.97	1.49	9.73
Rep. centrafricaine.....	.38	7.60	1.27	.95	5.07	1.33	.62	3.80	1.01	.38	2.53
Rep. U. de Tanzanie.....	2.00	40.00	6.67	5.00	26.67	7.00	3.25	20.00	5.33	2.00	13.33
Rwanda.....	.30	10.00	1.67	1.25	6.67	1.75	.81	5.00	1.33	.30	3.33
Sao Tome & Principe.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Sénégal.....	1.59	31.80	5.30	3.97	21.20	5.57	2.58	15.90	4.24	1.59	10.50
Seychelles.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Sierra Leone.....	.83	16.60	2.77	2.07	11.07	2.90	1.35	8.30	2.21	.83	5.53
Somalie.....	.69	13.80	2.30	1.72	9.20	2.41	1.12	6.90	1.84	.69	4.50
Soudan.....	2.89	57.80	9.63	7.23	38.53	10.12	4.70	28.90	7.71	2.89	19.27
Swaziland.....	.48	9.60	1.60	1.20	6.40	1.68	.78	4.80	1.28	.48	3.20
Tchad.....	.50	10.00	1.67	1.25	6.67	1.75	.81	5.00	1.33	.50	3.33
Togo.....	.56	11.20	1.87	1.40	7.47	1.96	.91	5.60	1.49	.56	3.73
Tunisie.....	2.34	46.80	7.80	5.85	31.20	8.19	3.80	23.40	6.24	2.34	15.50
Zaire.....	5.95	119.00	19.83	14.88	79.33	20.83	9.67	59.50	15.87	5.95	39.57
Zambie.....	4.14	82.80	13.80	10.35	55.20	14.49	6.73	41.40	11.04	4.14	27.50
Zimbabwe.....	3.56	71.20	11.87	8.90	47.47	12.46	5.78	35.60	9.49	3.56	23.73
<b>Afrique en voie de développement, totale</b>	<b>100.00</b>	<b>2000.00</b>	<b>333.33</b>	<b>250.00</b>	<b>1333.33</b>	<b>350.00</b>	<b>162.50</b>	<b>1000.00</b>	<b>266.67</b>	<b>100.00</b>	<b>566.67</b>

Tableau 2

Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain

Capital de 2 milliards de dollars EU sans participation extérieure

Base: 60% PIB ajusté et 40% Commerce extérieur  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pour-centage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	14.88	297.60	49.60	37.20	198.40	52.08	24.18	148.80	39.68	14.88	99.20
Angola.....	1.54	30.80	5.13	3.85	20.53	5.39	2.50	15.40	4.11	1.54	10.27
Benin.....	.38	7.60	1.27	.95	5.07	1.33	.62	3.80	1.01	.38	2.53
Botswana.....	.45	9.00	1.50	1.13	6.00	1.58	.73	4.50	1.20	.45	3.30
Burkina Faso.....	.39	7.80	1.30	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.60
Burundi.....	.30	6.00	1.00	.75	4.00	1.05	.49	3.00	.80	.30	2.30
Cameroun.....	2.34	46.80	7.80	5.85	31.20	8.19	3.80	23.40	6.24	2.34	15.50
Cap Vert.....	.04	.80	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Comores.....	.04	.80	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Congo.....	.93	18.60	3.10	2.32	12.40	3.26	1.51	9.30	2.48	.93	6.20
Côte d'Ivoire.....	3.14	62.80	10.47	7.85	41.87	10.99	5.10	31.40	8.37	3.14	20.93
Djibouti.....	.15	3.00	.50	.38	2.00	.53	.24	1.50	.40	.15	1.00
Egypte.....	10.50	210.00	35.00	26.25	140.00	35.75	17.06	105.00	28.00	10.50	70.30
Ethiopie.....	1.19	23.90	3.97	2.97	15.87	4.16	1.93	11.90	3.17	1.19	7.93
Gabon.....	1.52	30.40	5.07	3.80	20.27	5.32	2.47	15.20	4.05	1.52	10.13
Gambie.....	.11	2.20	.37	.27	1.47	.38	.18	1.10	.29	.11	.73
Ghana.....	.94	18.80	3.13	2.35	12.53	3.29	1.53	9.40	2.51	.94	6.27
Guinée.....	.64	12.80	2.13	1.60	8.53	2.24	1.04	6.40	1.71	.64	4.27
Guinée-Bissau.....	.06	1.20	.20	.15	.80	.21	.10	.60	.15	.06	.40
Guinée équatoriale.....	.02	.40	.07	.05	.27	.07	.03	.20	.05	.02	.13
J. Arabe Libyenne.....	12.85	257.00	42.83	32.13	171.33	44.98	22.88	128.50	34.27	12.85	85.57
Kenya.....	2.10	42.00	7.00	5.25	28.00	7.35	3.41	21.00	5.60	2.10	14.30
Lesotho.....	.21	4.20	.70	.52	2.80	.74	.34	2.10	.56	.21	1.40
Liberia.....	.47	9.40	1.57	1.17	6.27	1.64	.76	4.70	1.25	.47	3.13
Madagascar.....	.81	16.20	2.70	2.03	10.80	2.84	1.32	8.10	2.16	.81	5.40
Malawi.....	.43	8.60	1.43	1.08	5.73	1.51	.70	4.30	1.15	.43	2.97
Mali.....	.35	7.00	1.17	.87	4.67	1.23	.57	3.50	.93	.35	2.33
Maroc.....	4.70	94.00	15.67	11.75	62.67	16.45	7.64	47.00	12.53	4.70	31.33
Maurice.....	.47	9.40	1.57	1.17	6.27	1.64	.76	4.70	1.25	.47	3.13
Mauritanie.....	.31	6.20	1.03	.77	4.13	1.09	.50	3.10	.83	.31	2.07
Mozambique.....	1.32	26.40	4.40	3.30	17.60	4.62	2.14	13.20	3.52	1.32	8.50
Niger.....	.72	14.40	2.40	1.80	9.60	2.52	1.17	7.20	1.92	.72	4.80
Nigeria.....	20.75	415.00	69.17	51.87	276.67	72.63	33.72	207.50	55.33	20.75	138.33
Ouganda.....	.31	6.20	1.03	.77	4.13	1.09	.50	3.10	.83	.31	2.07
Rep. centrafricaine.....	.21	4.20	.70	.52	2.80	.74	.34	2.10	.56	.21	1.40
Rep. U. de Tanzanie.....	1.34	26.80	4.47	3.35	17.87	4.69	2.18	13.40	3.57	1.34	8.93
Réunion.....	.39	7.80	1.30	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.60
Sao Tomé & Principe.....	.02	.40	.07	.05	.27	.07	.03	.20	.05	.02	.13
Sénégal.....	.95	19.00	3.17	2.38	12.67	3.33	1.54	9.50	2.53	.95	6.33
Seychelles.....	.07	1.40	.23	.18	.93	.25	.11	.70	.19	.07	.47
Sierra Leone.....	.46	9.20	1.53	1.15	6.13	1.61	.75	4.60	1.23	.46	3.07
Somalie.....	.38	7.60	1.27	.95	5.07	1.33	.62	3.80	1.01	.38	2.53
Soudan.....	1.94	38.80	6.47	4.85	25.87	6.79	3.15	19.40	5.17	1.94	12.93
Swaziland.....	.31	6.20	1.03	.77	4.13	1.09	.50	3.10	.83	.31	2.07
Tchad.....	.26	5.20	.87	.65	3.47	.91	.42	2.60	.69	.26	1.73
Togo.....	.37	7.40	1.23	.92	4.93	1.30	.60	3.70	.99	.37	2.67
Tunisie.....	3.16	63.20	10.53	7.90	42.13	11.06	5.13	31.60	8.43	3.16	21.37
Zaire.....	1.63	32.60	5.43	4.07	21.73	5.70	2.65	16.30	4.35	1.63	10.87
Zambie.....	1.35	27.00	4.50	3.38	18.00	4.73	2.19	13.50	3.60	1.35	9.30
Zimbabwe.....	1.80	36.00	6.00	4.50	24.00	6.30	2.92	18.00	4.80	1.80	12.00
Afrique en voie de développement, total	100.00	2000.00	333.33	250.00	1333.33	350.00	162.50	1000.00	266.67	100.00	666.67

Tableau 3  
-----  
Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain

Capital de 2 milliards de dollars EU sans participation extérieure

Base PIB ajusté  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pour-centage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie..	14.84	296.80	49.47	37.10	197.87	51.94	24.11	148.40	39.57	14.84	98.93
Angola.....	1.36	27.20	4.53	3.40	18.13	4.76	2.21	13.60	3.63	1.36	9.37
Benin.....	.37	7.40	1.23	.92	4.93	1.30	.60	3.70	.99	.37	2.67
Botswana.....	.31	6.20	1.03	.77	4.13	1.09	.50	3.10	.83	.31	2.37
Burkina Faso.....	.42	8.40	1.40	1.05	5.60	1.47	.68	4.20	1.12	.42	2.30
Burundi.....	.30	7.80	1.30	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.50
Cameroon.....	2.61	52.20	8.70	6.52	34.80	9.14	4.24	26.10	6.96	2.61	17.40
Cap Vert.....	.04	.90	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Comores.....	.04	.90	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Congo.....	.69	13.80	2.30	1.72	9.20	2.41	1.12	6.90	1.84	.69	4.50
Côte d'Ivoire.....	2.64	56.30	9.47	7.10	37.87	9.94	4.61	28.40	7.57	2.84	19.93
Djibouti.....	.12	2.40	.40	.30	1.60	.42	.19	1.20	.32	.12	.80
Egypte.....	10.09	201.80	33.63	25.22	134.53	35.32	16.40	100.90	26.91	10.09	67.27
Ethiopie.....	1.46	29.20	4.87	3.65	19.47	5.11	2.37	14.60	3.89	1.46	9.73
Gabon.....	1.25	25.00	4.17	3.14	16.67	4.38	2.03	12.50	3.33	1.25	8.33
Gambie.....	.09	1.80	.30	.22	1.20	.31	.15	.90	.24	.09	.50
Ghana.....	1.38	27.40	4.60	3.45	18.40	4.83	2.24	13.80	3.68	1.38	9.20
Guinée.....	.71	14.20	2.37	1.78	9.47	2.49	1.15	7.10	1.89	.71	4.73
Guinée-Bissau.....	.05	1.00	.17	.13	.67	.18	.08	.50	.13	.05	.33
Guinée équatoriale.....	.01	.20	.03	.02	.13	.04	.02	.10	.03	.01	.07
J. Arabe Libyenne.....	11.25	225.00	37.50	28.13	150.00	39.38	18.28	112.50	30.00	11.25	75.00
Kenya.....	2.12	42.40	7.07	5.36	28.27	7.42	3.45	21.20	5.65	2.12	14.13
Lesotho.....	.13	2.60	.43	.32	1.73	.46	.21	1.30	.35	.13	.87
Liberia.....	.39	7.80	1.30	.98	5.20	1.37	.63	3.90	1.04	.39	2.50
Madagascar.....	.96	19.20	3.20	2.40	12.80	3.36	1.56	9.60	2.56	.96	6.40
Malawi.....	.45	9.00	1.50	1.13	6.00	1.58	.73	4.50	1.20	.45	3.20
Mali.....	.40	8.00	1.33	1.00	5.33	1.40	.65	4.00	1.07	.40	2.67
Maroc.....	4.99	99.80	16.63	12.47	66.53	17.47	8.11	49.90	13.31	4.99	33.27
Maurice.....	.38	7.60	1.27	.95	5.07	1.33	.62	3.80	1.01	.38	2.53
Mauritanie.....	.27	5.40	.90	.67	3.60	.95	.44	2.70	.72	.27	1.90
Mozambique.....	1.52	30.40	5.07	3.80	20.27	5.32	2.47	15.20	4.05	1.52	10.13
Niger.....	.74	14.80	2.47	1.85	9.87	2.59	1.20	7.40	1.97	.74	4.73
Nigeria.....	21.70	434.00	72.33	54.25	289.33	75.95	35.26	217.00	57.87	21.70	144.67
Ouganda.....	.44	8.80	1.47	1.10	5.87	1.54	.71	4.40	1.17	.44	2.93
Rep. centrafricaine.....	.24	4.80	.80	.60	3.20	.84	.39	2.40	.64	.24	1.60
Rep. U. de Tanzanie.....	1.65	33.00	5.50	4.13	22.00	5.78	2.68	16.50	4.40	1.65	11.30
Rwanda.....	.46	9.20	1.53	1.15	6.13	1.61	.75	4.60	1.23	.46	3.37
Sao Tome & Principe.....	.02	.40	.07	.05	.27	.07	.03	.20	.05	.02	.13
Sénégal.....	.89	17.80	2.97	2.22	11.87	3.12	1.45	8.90	2.37	.89	5.93
Seychelles.....	.06	1.20	.20	.15	.80	.21	.10	.60	.16	.06	.40
Sierra Leone.....	.50	10.00	1.67	1.25	6.67	1.75	.81	5.00	1.33	.50	3.33
Somalie.....	.46	9.20	1.53	1.15	6.13	1.61	.75	4.60	1.23	.46	3.37
Soudan.....	2.59	51.80	8.63	6.48	34.53	9.07	4.21	25.90	6.91	2.59	17.27
Swaziland.....	.20	4.00	.67	.50	2.67	.70	.32	2.00	.53	.20	1.33
Tchad.....	.27	5.40	.90	.67	3.60	.95	.44	2.70	.72	.27	1.90
Togo.....	.32	6.40	1.07	.80	4.27	1.12	.52	3.20	.85	.32	2.13
Tunisie.....	2.76	55.20	9.20	6.90	36.80	9.66	4.48	27.60	7.36	2.76	18.40
Zaire.....	1.53	30.60	5.10	3.82	20.40	5.36	2.49	15.30	4.08	1.53	10.20
Zambie.....	1.28	25.60	4.27	3.20	17.07	4.48	2.08	12.80	3.41	1.28	8.53
Zimbabwe.....	1.96	39.20	6.53	4.90	26.13	6.86	3.18	19.60	5.23	1.96	13.37
<b>Afrique en voie de développement, total</b>	<b>100.00</b>	<b>2000.00</b>	<b>333.33</b>	<b>250.00</b>	<b>1333.33</b>	<b>350.00</b>	<b>162.50</b>	<b>1000.00</b>	<b>266.67</b>	<b>100.00</b>	<b>666.67</b>

- (b) Tout gouverneur dont les voix doivent être partiellement comptées pour porter le total obtenu par un candidat à plus de dix pour cent sera réputé donner toutes ses voix audit candidat, même si le total des voix obtenues par l'intéressé se trouve, par là, dépasser douze pour cent.

(5) Si, après le deuxième tour, il n'y a pas neuf élus, il est procédé, suivant les principes énoncés à la présente Annexe, à des scrutins supplémentaires, sous réserve qu'après l'élection de huit administrateurs, le neuvième peut - nonobstant les dispositions du paragraphe (2) de la présente Annexe - être élu à la majorité simple des voix restantes, lesquelles seront toutes réputées avoir contribué à l'élection du neuvième administrateur.

## ANNEXE VII

### BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT : PROCEDURE REGISSANT L'ELECTION DES ADMINISTRATEURS\*

#### ELECTION DES ADMINISTRATEURS

(1) Pour l'élection des administrateurs, chaque gouverneur doit apporter à un seul candidat toutes les voix de l'Etat membre qu'il représente.

(2) Les neuf candidats qui auront recueilli le plus grand nombre de voix seront déclarés administrateurs, sous réserve que nul ne sera réputé élu s'il a obtenu moins de dix pour cent du total des voix attribuées aux Etats membres.

(3) Si neuf administrateurs n'ont pas été élus au premier tour de scrutin, il est procédé à un deuxième tour; le candidat qui aura obtenu le moins de voix au premier tour sera inéligible et seuls voteront :

- (a) les gouverneurs ayant voté au premier tour pour un candidat qui n'a pas été élu; et
- (b) les gouverneurs dont les voix données à un candidat élu sont réputées, aux termes du paragraphe 4 de la présente annexe, avoir porté le nombre de voix recueillies par ce candidat à plus de douze pour cent du total des voix attribuées aux Etats membres.

(4) (a) Pour déterminer si les voix données par un gouverneur doivent être réputées avoir porté le total des voix obtenus par un candidat quelconque à plus de douze pour cent, ces douze pour cent seront réputés comprendre, d'abord, les voix du gouverneur qui a apporté le plus grand nombre de voix audit candidat, puis, par ordre décroissant, les voix de chacun des gouverneurs ayant émis le nombre de voix immédiatement inférieur, jusqu'à concurrence des douze pour cent.

---

\* Annexe B. de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, août 1963.

Mécanismes	Conditionnalité	Pourcentage de la quote-part	Observations
F. Mécanisme de financement des stocks régulateurs	Ce mécanisme a essentiellement pour but de mettre des fonds à la disposition des membres qui adhèrent à des accords internationaux portant sur des stocks régulateurs de produits primaires dont les futurs membres connaissent des problèmes de balance des paiements. Les tirages supérieurs à 50 p. 100 de la quote-part, comme dans le cas du mécanisme de financement compensatoire, exigent la coopération avec le Fonds. Remboursement : trois à cinq ans.	50	Ce mécanismes n'est pas encore d'un usage généralisé, essentiellement du fait que les stocks régulateurs de nombreux produits de base n'ont pas encore été constitués. En novembre 1982, seuls l'étain et le sucre avaient fait l'objet de tirages.
G. Politique d'accès élargi	Cette politique a remplacé la facilité de financement supplémentaire lorsque les ressources de cette dernière ont été entièrement engagées. Ce mécanisme a pour but d'augmenter les tirages au titre des facilités ordinaires lorsqu'un Etat membre subit des problèmes de paiements relativement excessifs par rapport à sa quote-part. Cette politique est appliquée pour financer des programmes économiques qui doivent répondre aux exigences du FMI : conditionnalité, critères de réalisation et échelonnement des tirages.	Variable, en fonction des directives du FMI. Le plafond actuel est de 150 p. 100 sur trois ans. Le plafond des avoirs du Fonds en monnaie d'un Etat membre ne doit pas dépasser 600 p. 100	Ayant remplacé la facilité de financement supplémentaire, laquelle est assortie de conditions analogues à celles des tranches supérieures de crédit, la politique d'accès élargi présente les mêmes lacunes, y compris celles qui ont été examinées dans le cas du mécanisme élargi de crédit du FMI.

Mécanismes	Conditionnalité	Pourcentage de la quote-part	Observations
E. Facilité de financement compensatoire	<p>Le mécanisme vise à résoudre les problèmes de balance des paiements dus en particulier aux déficits d'exportation subis par les pays exportateurs de produits primaires pour des raisons indépendantes de leur volonté. L'ampleur du déficit d'exportation est établie sur la base de la tendance à moyen terme (cinq ans) des recettes d'exportation du pays intéressé, centrées sur l'année de la demande. Les tirages dépassant 50 p. 100 de la quote-part ne sont autorisés que si l'avis du Fonds est accepté. En examinant les déficits, on peut tenir compte du compte de services. En 1981, le FMI a décidé d'intégrer ce mécanisme à l'aide financière aux Etats membres ayant à faire face à des coûts d'importation de céréales excessifs. Bien que la limite des fonds accordés au titre de cette dernière assistance puisse atteindre 100 p. 100 de la quote-part, le plafond combiné des deux tirages ne peut dépasser 125 p. 100. Remboursement : trois à cinq ans.</p>	125 (plafond combiné)	<p>Bien que la facilité de financement compensatoire et l'assistance au titre des importations de céréales soit l'une et l'autre assorties d'un plafond de 100 p. 100 de la quote-part, en imposant un plafond combiné de 125 p. 100, on ne tient pas compte du fait que les déficits d'exportation (en particulier de matières premières et de ressources minérales) risquent de coïncider avec des importations alimentaires représentant une charge excessive. En effet, les pays qui obtiennent de bons résultats dans le domaine des exportations sans être auto-suffisants sur le plan alimentaire rencontreront nécessairement ces deux problèmes simultanément. Le plafond de 125 p. 100 serait alors exagérément restrictif.</p>

Mécanismes	Conditionnalité	Pourcentage de la quote-part	Observations
	de l'Etat, les emprunts à l'étranger, les taux de change et les barrières commerciales. Dans le cas où les critères de réalisation ne sont pas respectés, des consultations ont lieu avec le FMI, lesquelles peuvent déboucher sur l'arrêt des retraits dans le cadre de ce programme. Durée du remboursement : trois à cinq ans.		
D. Facilité élargie	Ce mécanisme vise essentiellement à fournir des fonds aux Etats membres réunissant les conditions requises en leur accordant des montants plus élevés et des périodes plus longues de remboursement que dans le cadre de la tranche de réserve et des tranches supérieures de crédit, pour leur permettre de résoudre leurs problèmes de balance des paiements. Les demandes introduites à ce titre doivent être fondées sur les déséquilibres structurels macro-économiques ou des difficultés de paiements entravant un programme de développement. Toute demande doit être assortie d'un programme global d'objectifs et de politiques générales. Le Fonds exige, pour chaque période de 12 mois, l'application de politiques et mesures détaillées et notamment la réalisation d'objectifs donnés. remboursement : 12 montant égaux pendant une période de 4 1/2 à 12 ans suivant chaque achat.	140 (le montant maximum ne doit pas porter les avoirs du Fonds en devises de l'Etat membre au delà de 265 p. 100 de la quote-part du dit membre).	Les pays demandeurs étant tenus de présenter une politique globale couvrant toute la période d'utilisation de ce mécanisme et notamment un ensemble détaillé couvrant chaque période de 12 mois, le programme global, les pénalités imposées en cas de non-réalisation des objectifs macro-économiques et de retrait probable du programme font l'objet d'un dosage délicat fondé sur des prévisions empiriques concernant l'activité économique. Toutefois, l'économie des pays africains étant ouverte et tributaire du commerce extérieur, l'échec des programmes, les pénalités et le retrait peuvent se produire, non pas à cause des politiques économiques d'un pays donné, mais à cause de mauvais résultats provoqués par la situation économique internationale. C'est pourquoi, tout en dépendant largement de facteurs étrangers au pays intéressé le programme peut dans certains cas pénaliser ledit pays en cas d'échec de son programme.

# ANNEXE VI

## LES MECANISMES ACTUELS DU FMI ET LEUR CONDITIONNALITE : SITUATION DE L'AFRIQUE AU 30 NOVEMBRE 1981

Mécanismes	Conditionnalité	Pourcentage de la quote-part	Observations
A. Tranche de réserve	Besoins financiers liés à la balance des paiements. Pas de remise en question de la politique économique ni de condition de rachat. Accès immédiat au tirage. Remboursement : trois à cinq ans	25	La quote-part globale de l'Afrique est modeste : 4 410,5 millions de DTS au 30 novembre 1981. Le tirage ne s'applique qu'aux monnaies non convertibles. Le montant disponible est relativement faible : 1 102,63 millions de DTS.
B. Première tranche de crédit	Le pays membre demandeur peut soit effectuer un achat direct, soit accepter des accords de confirmation. Toutefois, le FMI s'attend à ce que l'intéressé déploie des efforts raisonnables pour ajuster sa balance des paiements dans son programme économique contenant des plans en matière de politiques budgétaires, monétaires, commerciales et de politiques de taux de change et de paiements. Le pays en question peut contester le point de vue du FMI et avoir gain de cause. Durée du remboursement trois à cinq ans.	25	Le montant disponible est égal à celui de la tranche de réserve
C. Tranches supérieures de crédit	Dans la pratique, les tirages sur ces tranches sont toujours régis par des accords de confirmation assortis de dates de tirage précises. Le pays intéressé présente un programme de stabilisation au FMI, qui l'accepte en imposant des critères de réalisation macro-économique dans les agrégats tels que le crédit intérieur, les prix, la situation du budget	75	Le montant total dont peuvent disposer les pays africains est de 3 307,88 millions de DTS, ce qui est relativement peu en regard des ajustements requis de l'économie, qui concernent notamment la réduction des investissements publics et des emprunts à l'étranger. Compte tenu du montant des ressources et des sacrifices économiques exigés, il importe parfois d'envisager les incidences sur le revenu.

Tableau 3  
-----  
Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain

Capital de 2 milliards de dollars EU avec 1/3 de participation extérieure

Base: PIB ajusté  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pour-centage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	14.84	197.87	32.98	24.73	131.91	34.63	16.08	98.93	26.38	9.89	65.96
Angola.....	1.36	18.13	3.02	2.27	12.09	3.17	1.47	9.07	2.42	.91	6.34
Benin.....	.37	4.93	.82	.62	3.29	.85	.40	2.47	.65	.25	1.66
Botswana.....	.31	4.13	.69	.52	2.76	.72	.34	2.07	.55	.21	1.38
Burkina Faso.....	.42	5.60	.93	.70	3.73	.98	.46	2.80	.75	.28	1.57
Burundi.....	.39	5.20	.87	.65	3.47	.91	.42	2.60	.69	.26	1.73
Cameroon.....	2.61	34.20	5.80	4.35	23.20	5.09	2.83	17.40	4.64	1.74	11.50
Cap Vert.....	.04	.53	.09	.07	.36	.09	.04	.27	.07	.03	.18
Comores.....	.04	.53	.09	.07	.36	.09	.04	.27	.07	.03	.18
Congo.....	.69	9.20	1.53	1.15	6.13	1.61	.75	4.60	1.23	.46	3.37
Côte d'Ivoire.....	2.84	37.87	6.31	4.73	25.24	6.63	3.08	18.93	5.05	1.89	12.52
Djibouti.....	.12	1.60	.27	.20	1.07	.28	.13	.80	.21	.08	.53
Egypte.....	10.09	134.53	22.42	16.82	89.69	23.54	10.93	67.27	17.94	6.73	46.56
Ethiopie.....	1.46	19.47	3.24	2.43	12.98	3.41	1.58	9.73	2.60	.97	6.49
Gabon.....	1.25	16.67	2.78	2.08	11.11	2.92	1.35	8.33	2.22	.83	5.56
Gambie.....	.09	1.20	.20	.15	.80	.21	.10	.60	.16	.06	.40
Ghana.....	1.38	18.40	3.07	2.30	12.27	3.22	1.50	9.20	2.45	.92	5.13
Guinée.....	.71	9.47	1.58	1.18	6.31	1.66	.77	4.73	1.25	.47	3.16
Guinée-Bissau.....	.05	.67	.11	.06	.44	.12	.05	.33	.09	.03	.22
Guinée équatoriale.....	.01	.13	.02	.02	.09	.02	.01	.07	.02	.01	.14
J. Arabe Libyenne.....	11.25	150.00	25.00	18.75	100.00	26.25	12.19	75.00	20.00	7.50	50.00
Kenya.....	2.12	28.27	4.71	3.53	18.84	4.95	2.30	14.13	3.77	1.41	9.42
Lesotho.....	.13	1.73	.29	.22	1.16	.30	.14	.87	.23	.09	.58
Liberia.....	.39	5.20	.87	.65	3.47	.91	.42	2.60	.69	.26	1.73
Madagascar.....	.96	12.80	2.13	1.60	8.53	2.24	1.04	6.40	1.71	.64	4.27
Malawi.....	.45	6.00	1.00	.75	4.00	1.05	.49	3.00	.80	.30	2.20
Mali.....	.40	5.33	.89	.67	3.56	.93	.43	2.67	.71	.27	1.78
Maroc.....	4.99	66.53	11.09	8.32	44.36	11.64	5.41	33.27	8.87	3.33	22.18
Maurice.....	.38	5.07	.84	.63	3.38	.89	.41	2.53	.68	.25	1.59
Mauritanie.....	.27	3.60	.60	.45	2.40	.63	.29	1.80	.45	.18	1.20
Mozambique.....	1.52	20.27	3.38	2.53	13.51	3.55	1.65	10.13	2.70	1.01	6.76
Niger.....	.74	9.87	1.64	1.23	6.58	1.73	.80	4.93	1.32	.49	3.29
Nigeria.....	21.70	289.33	48.22	36.17	192.89	50.63	23.51	144.67	38.58	14.47	96.44
Ouganda.....	.44	5.87	.98	.73	3.91	1.03	.48	2.93	.78	.29	1.96
Rep. centrafricaine.....	.24	3.20	.53	.40	2.13	.56	.26	1.60	.43	.16	1.07
Rep. U. de Tanzanie.....	1.65	22.00	3.67	2.75	14.67	3.85	1.79	11.00	2.93	1.10	7.33
Rwanda.....	.46	6.13	1.02	.77	4.09	1.07	.50	3.07	.82	.31	2.34
Sao Tome & Principe.....	.02	.27	.04	.03	.18	.05	.02	.13	.04	.01	.39
Sénégal.....	.89	11.87	1.98	1.48	7.91	2.08	.96	5.93	1.58	.59	3.96
Seychelles.....	.06	.80	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Sierra Leone.....	.50	6.67	1.11	.83	4.44	1.17	.54	3.33	.89	.33	2.22
Somalie.....	.46	6.13	1.02	.77	4.09	1.07	.50	3.07	.82	.31	2.34
Soudan.....	2.59	34.53	5.76	4.32	23.02	5.04	2.81	17.27	4.60	1.73	11.51
Swaziland.....	.20	2.67	.44	.33	1.78	.47	.22	1.33	.35	.13	.89
Tchad.....	.27	3.60	.60	.45	2.40	.63	.29	1.80	.48	.18	1.20
Togo.....	.32	4.27	.71	.53	2.84	.75	.35	2.13	.57	.21	1.42
Tunisie.....	2.76	36.80	6.13	4.60	24.53	5.44	2.99	18.40	4.91	1.84	12.27
Zaire.....	1.53	20.40	3.40	2.55	13.60	3.57	1.66	10.20	2.72	1.02	6.50
Zambie.....	1.28	17.07	2.84	2.13	11.38	2.99	1.39	8.53	2.28	.85	5.59
Zimbabwe.....	1.96	26.13	4.36	3.27	17.42	4.57	2.12	13.07	3.48	1.31	8.71
Afrique en voie de développement, total	100.00	1333.33	222.22	166.67	888.89	233.33	109.33	566.67	177.78	66.67	444.44

Tableau 2

Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain

Capital de 2 milliards de dollars EU avec 1/3 de participation extérieure

Base: 60% PIB ajusté et 40% Commerce extérieur  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pour-centage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	14.88	198.40	33.07	24.80	132.27	36.72	16.12	99.20	26.45	9.92	66.13
Angola.....	1.54	20.53	3.42	2.57	13.69	3.59	1.67	10.27	2.74	1.03	6.84
Benin.....	.38	5.07	.84	.63	3.38	.89	.41	2.53	.68	.25	1.59
Botswana.....	.45	6.00	1.00	.75	4.00	1.05	.49	3.00	.80	.30	2.20
Burkina Faso.....	.39	5.20	.87	.65	3.47	.91	.42	2.60	.69	.26	1.73
Burundi.....	.30	4.00	.67	.50	2.67	.70	.32	2.00	.53	.20	1.33
Cameroun.....	2.34	31.70	5.20	3.90	20.80	5.46	2.53	15.60	4.16	1.56	10.40
Cap Vert.....	.04	.53	.09	.07	.36	.09	.04	.27	.07	.03	.18
Comores.....	.04	.53	.09	.07	.36	.09	.04	.27	.07	.03	.18
Congo.....	.93	12.40	2.07	1.55	8.27	2.17	1.01	6.20	1.65	.62	4.13
Côte d'Ivoire.....	3.14	41.87	6.98	5.23	27.91	7.33	3.40	20.93	5.58	2.09	13.96
Djibouti.....	.15	2.00	.33	.25	1.33	.35	.16	1.00	.27	.10	.57
Egypte.....	10.50	140.00	23.33	17.50	93.33	24.50	11.38	70.00	18.67	7.00	46.57
Ethiopie.....	1.19	15.97	2.64	1.98	10.58	2.78	1.29	7.93	2.12	.79	5.29
Gabon.....	1.52	20.27	3.38	2.53	13.51	3.55	1.65	10.13	2.70	1.01	6.76
Gambie.....	.11	1.47	.24	.18	.98	.26	.12	.73	.20	.07	.49
Ghana.....	.94	12.53	2.09	1.57	8.36	2.19	1.02	6.27	1.67	.63	4.18
Guinée.....	.04	8.53	1.42	1.07	5.09	1.49	.69	4.27	1.14	.43	2.84
Guinée-Bissau.....	.06	.80	.13	.10	.53	.14	.06	.40	.11	.04	.27
Guinée équatoriale.....	.02	.27	.04	.03	.18	.05	.02	.13	.04	.01	.09
J. Arabe Libyenne.....	14.85	171.33	28.56	21.42	114.22	29.98	13.92	85.67	22.84	8.57	57.18
Kenya.....	2.10	28.00	4.67	3.50	18.07	4.90	2.27	14.00	3.73	1.40	9.33
Lesotho.....	.21	2.90	.47	.35	1.87	.49	.23	1.40	.37	.14	.93
Liberia.....	.47	6.27	1.04	.78	4.18	1.10	.51	3.13	.84	.31	2.39
Madagascar.....	.81	10.80	1.80	1.35	7.20	1.89	.88	5.40	1.44	.54	3.50
Malawi.....	.43	5.73	.90	.72	3.82	1.00	.47	2.87	.76	.29	1.91
Mali.....	.35	4.67	.78	.58	3.11	.82	.38	2.33	.62	.23	1.56
Maroc.....	4.70	62.67	10.44	7.83	41.78	10.97	5.09	31.33	8.36	3.13	20.89
Maurice.....	.47	6.27	1.04	.78	4.18	1.10	.51	3.13	.84	.31	2.39
Mauritanie.....	.31	4.13	.69	.52	2.76	.72	.34	2.07	.55	.21	1.38
Mozambique.....	1.32	17.00	2.93	2.20	11.73	3.08	1.43	8.80	2.35	.88	5.97
Niger.....	.72	9.60	1.60	1.20	6.40	1.68	.78	4.80	1.28	.48	3.20
Nigeria.....	20.75	276.67	46.11	34.58	194.44	48.42	22.48	138.33	36.89	13.83	92.22
Ouganda.....	.31	4.13	.69	.52	2.76	.72	.34	2.07	.55	.21	1.38
Rep. centrafricaine.....	.21	2.80	.47	.35	1.87	.49	.23	1.40	.37	.14	.93
Rep. U. de Tanzanie.....	1.54	17.87	2.98	2.23	11.91	3.13	1.45	8.93	2.38	.89	5.96
Rwanda.....	.39	5.20	.87	.65	3.47	.91	.42	2.60	.69	.26	1.73
Sao Tome & Principe.....	.02	.27	.04	.03	.18	.05	.02	.13	.04	.01	.09
Sénégal.....	.95	12.67	2.11	1.58	8.44	2.22	1.03	6.33	1.69	.63	4.22
Seychelles.....	.07	.93	.16	.12	.62	.16	.08	.47	.12	.05	.31
Sierra Leone.....	.46	6.13	1.02	.77	4.09	1.07	.50	3.07	.82	.31	2.34
Somalie.....	.38	5.07	.84	.63	3.38	.89	.41	2.53	.68	.25	1.69
Soudan.....	1.94	25.87	4.31	3.23	17.24	4.53	2.10	12.93	3.45	1.29	8.52
Swaziland.....	.31	4.13	.69	.52	2.76	.72	.34	2.07	.55	.21	1.38
Tchad.....	.26	3.47	.58	.43	2.31	.61	.28	1.73	.46	.17	1.16
Togo.....	.37	4.93	.82	.62	3.29	.86	.40	2.47	.66	.25	1.54
Tunisie.....	3.16	42.13	7.02	5.27	28.09	7.37	3.42	21.07	5.62	2.11	14.24
Zaire.....	1.03	21.73	3.62	2.72	14.69	3.80	1.77	10.87	2.90	1.09	7.24
Zambie.....	1.35	18.00	3.00	2.25	12.00	3.15	1.46	9.00	2.40	.90	6.30
Zimbabwe.....	1.80	24.00	4.00	3.00	16.00	4.20	1.95	12.00	3.20	1.20	8.30
Afrique en voie de développement-total	100.00	1333.33	222.22	166.67	888.89	233.33	108.33	666.67	177.78	66.67	444.44

Tableau 1

Souscriptions des pays membres au capital autorisé du Fonds Monétaire Africain

Capital de 2 milliards de dollars EU avec 1/3 de participation extérieure

Base: Souscriptions au capital de la BAD et du FMI  
(Valeurs en millions de dollars EU)

Pays	Pour-centage	Participation totale	Capital libéré aux 2/3			Capital libéré à 1/2			Capital libéré au 1/3		
			1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total	1988	1989-92 chaque année	Total
Algérie.....	9.84	131.20	21.87	16.40	57.47	22.96	13.66	65.60	17.49	6.56	43.73
Angola.....	1.40	19.57	3.31	2.48	13.24	3.48	1.61	9.93	2.65	.99	6.52
Benin.....	.43	5.73	.06	.72	3.82	1.00	.47	2.87	.76	.29	1.71
Botswana.....	.36	4.70	.80	.60	3.20	.84	.39	2.40	.64	.24	1.50
Burkina Faso.....	.47	5.40	.93	.70	3.73	.98	.46	2.80	.75	.28	1.37
Burundi.....	.04	2.53	1.42	1.07	5.69	1.49	.69	4.27	1.14	.43	2.34
Cameroon.....	1.89	25.70	4.20	3.15	16.80	4.41	2.05	12.60	3.35	1.26	9.40
Cap Vert.....	.17	1.73	.29	.22	1.16	.30	.14	.87	.23	.09	.58
Comores.....	.13	1.73	.29	.22	1.16	.30	.14	.87	.23	.09	.58
Congo.....	.71	9.47	1.58	1.18	6.31	1.60	.77	4.73	1.26	.47	3.16
Côte d'Ivoire.....	3.24	43.20	7.20	5.40	28.80	7.56	3.51	21.60	5.76	2.16	14.40
Djibouti.....	.15	2.70	.33	.25	1.33	.35	.16	1.00	.27	.10	.57
Egypte.....	7.19	95.97	15.98	11.98	63.91	16.78	7.79	47.93	12.78	4.79	31.95
Ethiopie.....	1.02	24.27	4.04	3.03	16.18	4.25	1.97	12.13	3.24	1.21	8.39
Gabon.....	1.40	18.67	3.11	2.33	12.44	3.27	1.52	9.33	2.49	.93	6.22
Gambie.....	.23	3.07	.51	.38	2.04	.54	.25	1.53	.41	.15	1.32
Ghana.....	3.56	47.47	7.91	5.93	31.64	8.31	3.86	23.73	6.33	2.37	15.32
Guinée.....	.07	11.60	1.93	1.45	7.73	2.03	.94	5.80	1.55	.58	3.37
Guinée-Bissau.....	.19	2.53	.42	.32	1.69	.44	.21	1.27	.34	.13	.84
Guinée équatoriale.....	.24	3.20	.53	.40	2.13	.56	.26	1.60	.43	.16	1.37
J. Arabe Libyenne.....	6.24	109.87	18.31	13.73	73.24	19.23	9.93	54.93	14.65	5.49	36.52
Kenya.....	2.43	32.40	5.40	4.05	21.60	5.67	2.63	16.20	4.32	1.62	10.30
Lesotho.....	.26	3.47	.58	.43	2.31	.61	.28	1.73	.44	.17	1.16
Liberia.....	1.41	16.13	2.69	2.02	10.76	2.82	1.31	8.07	2.15	.81	5.58
Madagascar.....	1.10	14.67	2.44	1.83	9.78	2.57	1.19	7.33	1.96	.73	4.39
Malawi.....	.63	8.40	1.40	1.05	5.60	1.47	.68	4.20	1.12	.42	2.30
Mali.....	.69	9.70	1.53	1.15	6.13	1.61	.75	4.60	1.23	.46	3.07
Maroc.....	4.74	63.70	10.53	7.90	42.13	11.06	5.13	31.60	8.43	3.16	21.37
Maurice.....	.90	13.70	2.20	1.65	8.80	2.31	1.07	6.60	1.75	.66	4.40
Mauritanie.....	.48	6.40	1.07	.80	4.27	1.12	.52	3.20	.85	.32	2.13
Mozambique.....	1.02	22.40	3.73	2.80	14.93	3.92	1.82	11.20	2.99	1.12	7.47
Niger.....	.70	9.70	1.56	1.17	6.22	1.63	.76	4.67	1.24	.47	3.11
Nigeria.....	13.76	163.47	30.58	22.93	122.31	32.11	14.91	91.73	24.46	9.17	61.15
Ouganda.....	1.49	19.97	3.31	2.48	13.24	3.48	1.61	9.93	2.65	.99	6.52
Rep. centrafricaine.....	.38	5.77	.84	.63	3.38	.89	.41	2.53	.68	.25	1.59
Rep. U. de Tanzanie.....	2.00	26.67	4.44	3.33	17.79	4.67	2.17	13.33	3.56	1.33	8.39
Rwanda.....	.50	6.67	1.11	.83	4.44	1.17	.54	3.33	.89	.33	2.22
Sao Tome & Principe.....	.13	1.73	.29	.22	1.16	.30	.14	.87	.23	.09	.58
Sénégal.....	1.59	21.20	3.53	2.65	14.13	3.71	1.72	10.60	2.83	1.06	7.37
Seychelles.....	.17	1.73	.29	.22	1.16	.30	.14	.87	.23	.09	.58
Sierra Leone.....	.63	11.07	1.94	1.38	7.38	1.94	.90	5.53	1.43	.55	3.59
Somalie.....	.69	9.20	1.53	1.15	6.13	1.61	.75	4.60	1.23	.46	3.37
Soudan.....	2.89	38.53	6.42	4.82	25.69	6.74	3.13	19.27	5.14	1.93	12.34
Swaziland.....	.48	6.40	1.07	.80	4.27	1.12	.52	3.20	.85	.32	2.13
Tchad.....	.50	6.67	1.11	.83	4.44	1.17	.54	3.33	.89	.33	2.22
Toyo.....	.56	7.47	1.24	.93	4.98	1.31	.61	3.73	1.00	.37	2.49
Tunisie.....	2.34	31.20	5.20	3.96	20.80	5.46	2.53	15.60	4.16	1.56	10.40
Zaire.....	3.45	79.33	13.22	9.92	52.69	13.88	6.45	39.67	10.58	3.97	26.44
Zambie.....	4.14	55.20	9.20	6.90	36.80	9.66	4.48	27.50	7.36	2.76	18.40
Zimbabwe.....	3.56	47.47	7.91	5.93	31.64	8.31	3.86	23.73	6.33	2.37	15.32
Afrique en voie de développement, total	100.00	1337.73	227.22	166.67	888.89	233.33	108.33	666.67	177.78	66.67	444.44